



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Mai 2025 - n°34

- **Prisons françaises et narco-trafiquants : l'offensive du groupe « DDPF » (page 3)**
- **Documents de George Jackson (page 21)**
- **Documents sur le soulèvement de la prison d'Attica (page 37)**
- **Os Cangaceiros : l'ultra-gauche contre les prisons (page 42)**
- **Le manifeste « L'action immunitaire » de l'adolescent nihiliste du lycée Notre-Dame-de-Toutes-Aides (page 49)**
- **Donald Trump déclenche la guerre économique unilatérale au moyen des droits de douane (page 53)**
- **En raison de la passivité des masses, « l'impérialisme européen » s'organise toujours davantage (page 60)**
- **Comment l'État israélien cherche à ramener Gaza dans le passé (page 66)**
- **Synchronisation et désynchronisation du processus révolutionnaire en France (page 72)**
- **Les décoloniaux, brisés par la réalité et sa dialectique (page 77)**

En déclarant une guerre commerciale généralisée en avril 2025, Donald Trump a provoqué toute une série de troubles dans l'économie mondiale. Très vite, il a été compris que ce qui était surtout visé, c'était le rapport de la superpuissance impérialiste américaine avec la superpuissance social-impérialiste chinoise.

Donald Trump prend des mesures pour bousculer les choses, pour forger un Etat américain centralisé et capable d'initiatives, en vue de la confrontation avec la Chine.

C'est la bataille pour le repartage du monde, qui a commencé en 2020 avec l'irruption de la seconde crise générale du capitalisme.

éditorial

Cette crise n'exprime pas seulement la modernité du capitalisme qui a atteint un certain stade, et se voit obligé de passer à la guerre afin de combler son incapacité à continuer à faire tourner l'accumulation du capital.

Il y a également tout un nombre d'horreurs du passé qui ressurgissent, le mode de production capitaliste n'étant plus en mesure de les contenir, de les retenir.

Les provocations des narco-trafiquants en France sont un excellent exemple de ces tentatives de retour à la féodalité, voire à l'esclavagisme. Le passé veut reprendre le dessus, alors que c'est l'heure de la marche vers l'avenir.

Tout cela doit être absolument être analysé, compris ; *Crise* est l'outil pour cela. Depuis 2020, notre revue constate les tendances produites par la crise générale, fournit les éléments de compréhension et les clefs pour être capables d'avoir un point de vue communiste, pour être en mesure d'adopter une position révolutionnaire.

Une position qui n'est pas une fin en soi, mais qui permet la proposition stratégique du Communisme, qui appelle à développer des connexions pour élever les consciences et affirmer le sens de l'organisation.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com

Prisons françaises et narco-trafiquants : l'offensive du groupe « DDPF »

La France a été marquée en avril 2025 par un phénomène d'ampleur : une série de provocations réalisées par les narco-trafiquants contre l'administration pénitentiaire. C'est là l'expression d'une situation dont le caractère est double : d'un côté l'État français est en décadence, de l'autre les forces criminelles connaissent un vrai élan qui les portent en avant.

Voici une présentation des faits, mais également une analyse en profondeur de cette tendance réactionnaire qui fait ressurgir des états d'esprit, des méthodes, des modes de vie datant du moyen-âge ou de l'antiquité, du féodalisme ou de l'esclavagisme.

Les contours de l'entrée en scène du groupe « DDPF »

Le 14 mai 2024 a été une date traumatisante pour l'État et de manière plus générale pour la société française.

En pleine journée, un commando lourdement armé stoppe un convoi de l'administration pénitentiaire au péage d'Incarville dans l'Eure en Normandie pour extraire le détenu Mohamed Amra condamné dans de multiples affaires, allant du trafic de stupéfiants au vol en passant par des tentatives d'assassinat.

Pris en tenaille, les agents pénitentiaires subissent l'assaut à l'arme de guerre : deux agents, Fabrice Morello et Arnaud Garcia, sont abattus. Trois autres agents du « pôle de rattachement des extractions judiciaires » (PREJ) sont blessés, dont deux grièvement. Mohamed Amra ne sera arrêté que neuf mois plus tard, le 22 février 2025, en Roumanie où il se dissimulait à peine et prévoyait apparemment une opération de chirurgie esthétique ou au moins l'acquisition de faux papiers.



Cette affaire a marqué un tournant, car ce fut la première fois depuis 1992 que des agents pénitentiaires étaient tués dans l'exercice de leurs fonctions, et qui plus est face à un commando professionnel avec des armes de guerre, alors que les agents étaient sous-équipés.

C'est également entré directement en écho avec un rapport sénatorial publié une semaine auparavant, le 7 mai 2024, « sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier ». Outre l'analyse détaillée sur l'évolution du trafic de drogue, le rapport remarque les choses suivantes :

« C'est un des enseignements majeurs de la commission d'enquête : le narcotrafic a gagné les villes moyennes – voire petites – et les zones rurales. Certains territoires se trouvent, dans le même temps, submergés par une arrivée récente et massive de cocaïne, en particulier le port du Havre et les outre-mer (Guyane et Antilles). Les points de deal classiques ont vu naître, au cours des dernières années, des centres d'appels permettant la livraison des stupéfiants au domicile des clients, qu'ils soient urbains ou ruraux. »

« La cheffe de l'Ofast, Stéphanie Cherbonnier, estime que *« le niveau très élevé de la menace a trait à l'augmentation très significative, en France, des violences criminelles liées au trafic de stupéfiants, sous l'effet des rivalités de territoires et de la concurrence entre organisations criminelles »* (...) L'intensité de la violence utilisée par les narcotrafiquants s'illustre également par le recours au procédé dit de la « jambisation ».

« La violence débridée utilisée par les narcotrafiquants ne touche plus seulement les chefs de ces réseaux criminels. Elle vise aussi les délinquants de moyenne envergure, ceux qui sont accusés de « gêner » l'activité criminelle ou ceux qui dénoncent les méfaits des trafiquants, mais aussi des « petites mains ».

« Les scènes de guerre vécues par certains habitants contribuent à ce qu'il est possible d'appeler un « narcoterrorisme » car elles installent un climat de peur et d'insécurité constant pour l'ensemble des habitants, mais aussi des personnes amenées à intervenir pour des raisons professionnelles dans ces quartiers. C'est dans cette ambiance d'ultraviolence que les narcotrafiquants arrivent à prendre le pouvoir dans certains immeubles, quartiers ou territoires. »

« La détention n'est pas une entrave efficace pour neutraliser l'activité criminelle des narcotrafiquants »

« La continuation du trafic en prison est rarement repérée par l'administration pénitentiaire, ne permettant pas l'application d'un régime de détention adapté »

« Une autre difficulté est posée par les moyens dont dispose l'administration pénitentiaire pour lutter contre la présence des téléphones portables en prison »

« L'un des phénomènes les plus préoccupants (...) est la montée en puissance de la corruption, véritable venin dont le Gouvernement ne semble pas avoir encore pris la mesure : sous-estimée, mal documentée, cette évolution se traduit aujourd'hui par un sentiment lancinant, mais partagé par tous les acteurs du terrain, qui assistent impuissants à une décomposition face à laquelle certains préfèrent fermer les yeux. »

« Le narcotrafic s'affirme comme une menace envers les intérêts fondamentaux de la Nation, (...) alors que de nombreux intervenants – jusqu'à des membres éminents du Gouvernement – estiment nécessaire de traiter le narcotrafic de la même manière qu'est traité le terrorisme. »

Mis en perspective avec l'évasion sanglante de Mohamed Amra, ces extraits du rapport sénatorial en disent long sur l'état de pourrissement de la société française, avec un appareil d'État qui apparaît comme largué par la situation.

À ce titre, il suffit de lire la chronologie non exhaustive des faits de violence les plus graves survenus en France dans le cadre du narcotrafic entre mars 2023 et décembre 2024 publiée dans le numéro 28 de la revue *Crise* pour comprendre l'ampleur du problème. Ce n'est clairement plus un aspect à la marge des choses, mais c'est devenu un rouage essentiel dans le capitalisme, pour le business évidemment mais aussi et surtout pour la stabilisation et l'ancrage d'éléments sociaux.

Dans ce cadre, la bourgeoisie française cherche à sauver les apparences en se montrant apte à surmonter la situation. C'est une question de légitimité qui se joue ici, de légitimer à assurer la paix civile et la stabilité sociale et c'est d'autant plus important que la France bourgeoise se fonde historiquement sur l'idéologie de la « République ».

Voir des pans entiers de la société être gangrenés par le narcotrafic, c'est-à-dire par des règles parallèles régies par des clans sur fond de liens semi-communautaires et contre lesquels l'univers carcéral ne peut rien, est une remise en question d'ampleur de la capacité de la bourgeoisie française à assurer la fameuse « promesse républicaine ».

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la nomination dans le gouvernement de François Bayrou du 23 décembre 2024 de Gérald Darmanin comme ministre d'État, garde des Sceaux et ministre de la Justice, et la reconduite dans ce même gouvernement de Bruno Retailleau comme Ministre d'État et de l'Intérieur.



D'emblée ces deux ministres issus de la Droite ont mis en avant la question du narcotrafic en posant de nouvelles perspectives réglementaires et législatives pour le contre-carrer.

Les mesures annoncées de Gérald Darmanin et Bruno Retailleau

La première sortie ministérielle d'envergure après l'évasion meurtrière de Mohamed Amra est celle du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau et de Didier Migaud, alors ministre de la Justice dans le gouvernement de Michel Barnier, le 8 novembre 2024 à Marseille dans le cadre d'un déplacement ayant pour thème « la lutte contre la criminalité organisée ».

Qualifiant cette lutte de « *combat national, cause nationale, unité nationale* », les ministres ont pris appui sur le rapport sénatorial de mai 2024 pour bâtir leurs mesures.

Celles-ci concernent le renforcement en effectifs de structures existantes telles que le parquet de Paris concentré sur la lutte contre la criminalité organisée au niveau national, la volonté de fonder un « parquet national antistupéfiants » à l'image du « parquet national anti-terroriste » fondé en 2019 pour agir spécifiquement sur la répression contre le terrorisme.



Il fut aussi annoncé des mesures pour mieux fluidifier la transmission des informations entre les services ainsi que la création d'un statut de « repenti » pour assurer une collaboration judiciaire avec des ex-trafiquants contre des remises de peine.

Du côté du ministère de l'Intérieur, Bruno Retailleau appelait à une modification du droit pour améliorer les techniques de renseignement, avec notamment l'idée d'un « coffre-fort » maintenant secret certains éléments de contenu des enquêtes, de renforcer la sécurité des « informateurs ». Il a également été appelé à la création d'une « injonction de justification de ressources inexplicables » en lien avec la capacité de saisie renforcée des avoirs criminels.

Il a également été appelé à un renforcement européen des contrôles aux frontières et notamment dans les ports, avec pour finir l'annonce d'une campagne de sensibilisation des consommateurs, ainsi qu'un plan anticorruption.

Cette conférence était, on l'aura compris, une simple opération de communication, puisque tout cela se doit de passer par une législation soumise au vote d'un parlement paralysé depuis la dissolution de l'Assemblée nationale de juin 2024. D'ailleurs, le 13 décembre 2024, le gouvernement de Michel Barnier était censuré puis renversé, conduisant à repousser les travaux parlementaires en la matière.

Ce n'est donc qu'en février 2025 que les choses ont repris leur cour dans le cadre de la nomination fin décembre 2024 d'un nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre François Bayrou, avec la reconduite de Bruno Retailleau à l'Intérieur et la nomination de Gérald Darmanin comme garde des Sceaux et ministre de la Justice.

Le 6 février 2025 ont ensuite été diffusés les clips de sensibilisation envers les consommateurs de drogue par les équipes de Bruno Retailleau.

Puis, le 6 mars 2025, le ministre de la Justice Gérald Darmanin annonçait la modernisation de centres pénitentiaires pour la fin du mois de juillet 2025, en vue d'en faire des « quartiers haute sécurité (QHS) » pour l'isolement des 100 principales têtes de réseaux de drogue. L'objectif est de renforcer le cloisonnement avec l'extérieur, en brisant les capacités de contact et les formes de corruption, et ainsi empêcher les chefs de réseaux de continuer à diriger leur business de l'intérieur même des prisons.

Les prisons pour accueillir ces quartiers haute sécurité sont celles de Vendin-le-Vieil dans le Pas-de-Calais, la maison centrale de Saint-Maur dans l'Indre, le centre pénitentiaire d'Alençon-condé-sur-Sarthe et la maison centrale d'Arles dans les Bouches-du-Rhône.

Dans le même temps, Gérard Darmanin appelait à l'inscription dans la nouvelle loi antinarco, alors en cours de discussion au parlement, de l'adoption de mesures fondées sur le modèle anti-mafia en Italie. Cela concerne les fouilles intégrales après tout contact avec l'extérieur, des parloirs équipés d'hygiaphone et un accès limité au téléphone.

À la fin du mois d'avril 2025 a ainsi été définitivement adoptée par 435 voix contre 75, une loi contre le narcotrafic visant à « sortir la France du piège du narcotrafic ». Elle comporte notamment une série de modifications de certaines règles de la procédure judiciaire, comme un dossier dit « coffre » dans lequel seront stockés des informations de l'accusation non consultables par les avocats.

C'est probablement ces annonces de Gérard Darmanin qui ont mis le feu aux poudres. Cela a vraisemblablement décidé les principales têtes de réseaux emprisonnées à coordonner leur riposte par la formation du groupe « Défense du droit des prisonniers français ». C'est une logique d'intimidation et de terreur envers les agents de l'appareil pénitentiaire qui s'impose dans l'espoir de pouvoir continuer à jouir des failles libérales du système judiciaire et carcéral actuel.

Il n'en reste pas moins que la perspective tracée par Gérard Darmanin quant à l'enfermement des plus grosses têtes de réseaux ne changera probablement rien à la situation. La réalité, c'est que la bourgeoisie compte bien faire jouer le mauvais rôle aux agents pénitentiaires, ainsi que plus généralement aux forces de sécurité de l'État, pour endiguer relativement les conséquences les plus anti-populaires du narcotrafic. Il n'y a aucune volonté réelle d'en finir véritablement avec ce fléau.

Il y a tout un terreau fertile, allant de la présence de couches sociales disponibles jusqu'aux revenus colossaux en jeu en passant par tout un *lifestyle* aux ramifications culturelles diverses et variées dans toute la société.

En vaut pour preuve les complices de l'évasion de Mohammed Amra issus de la « Black Manjak Family » (BMF), un gang issu du clan des « Manjaques » de la région de Cacheu en Guinée-Bissau et fondé dans une cité d'Évreux en Normandie. Ce gang assure la sécurité privée du rappeur Koba LaD, cumulant des millions de vues de ses clips sur YouTube, amenant sa mise en examen en mars 2025 pour « association de malfaiteurs ».



Dans ce contexte qui puise ses racines profondes dans la crise générale du capitalisme, il est clair que la tentative de sursaut de la bourgeoisie à travers les ministres de l'Intérieur et de la Justice n'aura qu'un maigre impact sur la situation du narcotrafic et ses conséquences mortifères sur la société française. La bourgeoisie ne peut venir à bout d'un problème qui porte les traits les plus morbides de sa propre domination de classe sur la société.

Chronologie des faits liés au groupe DDPF

Quelques jours avant le lancement des opérations commandos, un groupe baptisé « DDPF » pour « Défense des droits des prisonniers français » est formé sur le réseau social *Telegram*, par quelqu'un lié à la DZ mafia.

C'est dans ce groupe Telegram que sont revendiquées la plupart des actions, au nom de la lutte contre la « surpopulation carcérale » et des « droits de l'homme » menacés, appelant « tous les détenus de France à se réveiller et à se mobiliser ». Plusieurs messages visent également à intimider des surveillants.

Le groupe s'inscrit pleinement dans le contexte du renforcement de la politique carcérale opérée par les ministres de l'Intérieur et de la Justice suite à l'évasion sanglante de Mohammed Amra, en déclarant notamment : « *Pourquoi se servir de Mohamed Amra pour faire du mal aux 82 000 autres détenus ?* ».

- Du 13 avril au 14 avril

Incendie de plusieurs véhicules au centre pénitentiaire de Réau en Seine-et-Marne et de 7 véhicules à Agen sur le parking de l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP)

- Du 14 avril au 15 avril

Incendie d'une dizaine de voitures garées devant un immeuble où vivent des agents de l'administration pénitentiaire. La façade de l'immeuble est tagué avec un « DDPF ».

Incendie de véhicules sur les parkings des centres pénitentiaires de Villepinte, Nanterre Valence, la plupart sont tagués « DDPF ».

Tirs à l'arme lourde sur le portail de l'enceinte de la prison de Toulouse-La-Farlède. Une quinzaine de douilles de gros calibre sont retrouvées sur place. 24 véhicules sont également incendiés. Des tags « DDPF » et « DDFM » ont été réalisés sur le portail.

Le portail d'accueil ainsi que deux véhicules du Pôle régional d'extraction judiciaire de l'Équipe régionale d'intervention (Prej-Eris) sont incendiés.

- Du 15 avril au 16 avril

Incendies de trois voitures sur le parking du centre pénitentiaire de Tarascon dans les Bouches-du-Rhône.

Incendie d'un véhicule appartenant à un surveillant de la prison d'Aix-Luynes devant son domicile.

Début d'incendie d'un hall d'immeuble en Seine-et-Marne où réside un surveillant de prison.

- Du 16 avril au 17 avril

La boîte aux lettres d'un agent du centre pénitentiaire d'Amiens est dégradée et taguée. Un pneu de son véhicule est également crevé.

- Du 17 avril au 18 avril

Tirs d'une vingtaine de mortiers sur la prison de Reims par un individu à trottinette.

Découverte de l'inscription « DDPF » dans la cellule d'un détenu ayant fomenté des troubles dans la prison de Nevers.

- Du 18 au 19 avril

Trois véhicules sont incendiés devant le domicile d'un surveillant à Comminges en Haute-Garonne. À Laval, la prison est visée par des tirs de mortiers.

- 20 avril

Incendie d'une voiture à côté de la maison d'arrêt à Lyon-Corbas, avec un tag « DDPF ».

- Du 20 au 21 avril

À Villefontaine, un lotissement où résident plusieurs surveillants de prisons est visé par des cocktails Molotov ainsi que des tirs par arme à feu, accompagnés de tags « DDPF » et du nom d'un cadre de l'administration pénitentiaire local. Pensant cibler un agent pénitentiaire, le commando vise en fait par erreur le domicile d'un voisin n'ayant rien pas de lien avec l'administration pénitentiaire.

La prison de Lyon-Corbas est à nouveau visé par des incendies de voitures.

À Villefranche-sur-Saône, une voiture appartenant à un agent (n'exerçant pas la fonction de surveillant) est incendiée sur le parking.

- Du 21 au 22 avril

Dégradations et incendies constatés sur des centres pénitentiaires dans l'Oise, le Calvados, le Rhône, la Loire-Atlantique et l'Isère. À Caen, dans le Calvados, ce sont des voitures du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) qui sont incendiées en pleine nuit.

À Fresnes dans le Val-de-Marne, un agent est intimidé par cinq individus. Au Mouy, dans l'Oise, des tags « DDPF » sont découverts sur le véhicule d'un agent pénitentiaire. Dans le même département, à Hermes, le véhicule personnel ainsi que la boîte aux lettres d'un agent sont tagués « DDPF ».

Des drones survolent des établissements carcéraux à Lutterbach dans le Haut-Rhin, Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées et à Saint-Quentin-Fallavier en Isère.

La maison d'arrêt de Nantes est visée par un début d'incendie et des tags « DDPF ».

À Lyon, le mur d'une filiale du monopole « Vinci construction » a été tagué « DDPF » et un petit feu de détritus a été constaté sur place. Un mail de revendication a été reçu, pointant du doigt un projet de construction de centre de rétention administrative à Dijon. Cela laisse penser à une action de l'ultra-gauche.

- Du 23 au 24 avril

Le ministre de l'Intérieur dénombre 101 faits, regroupant « actes d'intimidation, menaces de mort, survols de drones, actes de surveillance, tirs de mortiers, tags, incendies, dégradations, jets de projectiles, [et des] tirs ».

Un tag « DDPF » est relevé sur la boîte aux lettres d'un élève surveillant. La directrice adjointe de la maison d'arrêt de Saint-Malo subit un acte d'intimidation à son domicile par un homme à moto.

Des tirs de mortiers sont effectués devant la prison d'Aix-Luynes et deux départs de feu sont constatés à Marseille.

- Du 24 au 25 avril

Une agente de prison de Toulouse est agressée à son domicile par deux individus cagoulés aux cris de « On va te tuer, on va te niquer, DDPF ! ».

Trois conteneurs de poubelles sont incendiés devant le domicile d'une agente de prison d'Amiens, déjà pris pour cible par la crevaisson d'un des pneus de son véhicule le 16 avril.

À Orvault, en Loire-Atlantique, le système de sécurité de la prison pour mineurs est victime d'un sabotage en pleine nuit.

En pleine journée, la voiture d'un magistrat de Montargis est aspergée d'une substance corrosive larguée par un drone.

- Du 25 au 26 avril

Un tag géant « DDPF » est découvert sur les quais de Bordeaux et revendiqué par un communiqué de menace envoyé à la presse locale.

Le lundi 28 avril une vingtaine d'individus suspectés d'être liés au groupe « DDPF » sont extraits de leurs cellules de prison et placés en garde à vue.

Ne pas tomber dans le piège du lumpenprolétariat

Le problème posé est celui du lumpenprolétariat dans le cadre de la crise générale du capitalisme. La revue *Crise* en abordant correctement les contours de la *seconde* crise générale permet de saisir de manière adéquate cette question.

Elle est la seule revue proposant une perspective révolutionnaire qui a développé dès juin 2020 cette thématique et surtout avancé le fait que la seconde crise générale du capitalisme se caractérisait précisément par *l'irruption spécifique d'un lumpenprolétariat en roue libre*.

Contrairement à la première crise générale du capitalisme marquée par un *tempo* différent, où le prolétariat était un protagoniste actif de l'Histoire dès le démarrage de la crise, la seconde crise générale s'est ouverte alors même que la classe ouvrière reste déstructurée et n'a pas encore retrouvée le fil de l'Histoire, de son Histoire.

L'absence au démarrage de la seconde crise générale d'un tissu prolétarien recomposé et autonome rend le lumpenprolétariat d'autant plus actif, dangereux et imprévisible.

Il n'est pas pour l'heure scindé en deux, entre son rôle historique de supplétif de la bourgeoisie et sa soumission à la cause prolétarienne, comme cela fut bien défini lors de la première crise générale. Il est un élément d'attraction pour les pires comportements humains générés par le capitalisme en crise.

Dans l'article « les événements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social » publié en juillet 2020 dans le numéro 4 de la revue Crise, il avait été affirmé très justement :

« La classe ouvrière se retrouve incapable d'absorber et de se recomposer, et cela est d'autant plus vrai dans la crise générale. Par conséquent, devant l'impossibilité de s'intégrer dans le processus de lutte de classe, il ne reste plus que l'auto-destruction sociale et la fuite en avant.

On a là en réalité l'imbrication des réalités du semi-féodalisme produites par l'impérialisme et dans le même temps se heurtent aux réalités de la métropole rongée par la décadence, dont les trafics de drogues, en réponse à l'augmentation de la consommation, sont un symptôme.

L'ultra-violence anti-sociale fondée sur une logique de clans communautaires se déploie alors dans une société où l'État est en complète déliquescence, puisque la bourgeoisie n'est plus capable de faire face aux profonds troubles engendrés par sa domination.

C'est même sa domination elle-même qui s'effrite sous le poids des troubles eux-mêmes produits par la crise générale.

Comme le disait Marx et Engels, *'la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a invoquées'*.

L'instabilité généralisée et la retombée dans la barbarie forme un aspect de la seconde crise générale, qui doit être marquée par un « sursaut de civilisation », un refus d'une régression dans une société où ce sont des « clans », et des « seigneurs de guerre » qui imposent leurs règles et leur loi.

Cela nécessite de dresser une juste compréhension du rapport entre les différentes parties de l'armée de réserve et la classe ouvrière dans sa capacité d'unification et d'organisation. »

Sans une solide analyse matérialiste dialectique, il est aisé de tomber dans le piège du lumpenprolétariat. Tomber dans ce piège, c'est refléter une immaturité révolutionnaire et l'on sait combien l'ultra-gauche, les anarchistes et les trotskistes représentent cette immaturité.

Car contrairement à ce que ce concept indique, le lumpenprolétariat ne provient pas seulement d'une décomposition du prolétariat, mais d'une décomposition générale de tout le mode de production capitaliste, de sorte que ses figures se recrutent dans toutes les couches sociales. *Le lumpenprolétariat, c'est la lie du capitalisme en putréfaction.*

Évidemment, le noyau dur de cette couche sociale provient des éléments *déclassés* du prolétariat sous le poids des contradictions internes du mode de production capitaliste. Mais, dans le même temps, du fait qu'il pratique toute sorte de business qui rapportent gros en peu de temps pour qui veut triompher sur un mode patriarcal dans le capitalisme, il attire à lui des éléments déclassés de toutes les classes sociales.

Il ne pourra y avoir d'abolition du narcotrafic sans une lutte de classe contre le capitalisme en crise et l'instauration du Socialisme en France, comme levier à l'éradication des têtes de réseaux et à la réintégration prolétarienne du lumpenprolétariat.

L'ultra-gauche, les prisons et la mafia

Reste la question du soutien éventuel de l'ultra-gauche aux initiatives des narcos. Initialement, l'État français a affirmé qu'il ne savait pas qui a commencé ces actions, et rapidement il y a eu deux hypothèses : l'ultra-gauche, tout d'abord, et ensuite au bout d'un petit temps les narcos.

En fait, l'État a clairement essayé de passer sous silence ces actions, avec une sorte de petit black-out ; la continuation des actions a forcé la médiatisation et la reconnaissance du problème.

Désormais, on sait que ce sont les narcos, ce qui était clair depuis le début. Néanmoins, est-il possible que des réseaux d'ultra-gauche aient soutenu l'initiative ? On a par exemple ce très grand tag à Bordeaux, sur les quais de la rive droite, « DDPF nique la taule ».

Soit les narcos ont puisé dans un certain discours d'ultra-gauche, soit des réseaux d'ultra-gauche ont appuyé intellectuellement ou techniquement la démarche. Le discours de « DDPF » n'est pas cohérent, il oscille entre mettre de l'huile sur le feu, intimider, terroriser, revendiquer.

Voici quelques exemples.

« Les ELSP (équipes locales de sécurité pénitentiaire) de Luynes, vous allez tous mourir pour le mal que vous avez fait »

« Démissionnez, tant que vous pouvez, si vous tenez à vos familles, à vos proches, aux vraies valeurs essentielles d'une vie. Démissionnez tant qu'il en est encore temps. »

« Gérard Darmanin a voulu déclarer la guerre à des personnes privées de liberté. Nous, la DDPE, à l'extérieur, nous les soutenons car tous les droits fondamentaux, qui constituent les droits de l'homme, sont bafoués. Détenus, réveillez-vous. »

Et en France il y a une grande tradition d'ultra-gauche de remise en cause de la prison. Il y a eu en 1971-1972 le Groupe d'information sur les prisons, avec notamment Michel Foucault. Ce dernier se retrouve au Comité d'action des prisonniers qui a suivi.

On a un « Comité pour la libération des prisonniers politiques et sociaux » qui lance la revue *Rebelles* au début des années 1980, puis la Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte.

Ces dernières années, la scène anarchiste internationale (et « insurrectionnaliste ») s'est également tournée vers la question des prisons. Bref, il y a tout un arrière-plan où des intersections sont possibles entre l'ultra-gauche et des milieux criminels.

Le (non-)rapport des révolutionnaires aux mafias

Pour comprendre cette possibilité, faisons ici un constat à la fois dense et rapide du rapport des révolutionnaires aux mafias.

Présentons les choses sommairement et en substance. L'État, c'est la loi et les armes, c'est le contrôle d'un territoire par les armes et l'application d'un cadre juridique bien déterminée. Les mafias ne veulent pas remplacer ce cadre, ils veulent y ajouter un autre cadre, de type parasite. Ils le font par les armes.

Les révolutionnaires veulent eux que l'ancien État soit remplacé ; ils veulent que la loi et les armes soient ceux de l'État produit par la révolution.

Inévitablement, les trois forces se rencontrent. Un exemple connu, c'est lorsqu'à Marseille il y a une grande grève des dockers, en 1949. Le régime s'appuie alors sur la mafia pour la briser, tant par des actions violentes que pour trouver du personnel remplaçant.

La mairie socialiste de Marseille fera quant à elle en sorte que le syndicat formé avec l'aide de la CIA en 1947, la CGT-Force ouvrière, gère entièrement le personnel municipal. Cela dit, si on parle des liaisons spécifiques entre une ville française et la mafia, il faut absolument mentionner Lyon.

Un autre exemple connu est la diffusion subitement massive d'héroïne en Italie dans la seconde moitié des années 1970, au moment où la contestation de la jeunesse était particulièrement développée.



L'État a toujours utilisé les dealers pour pourrir les quartiers populaires marqués par l'influence révolutionnaire. Cela provoque des réactions régulières en Irlande du Nord du côté républicain, avec des actions de « jambisation » à l'égard des dealers.

Il y a également l'exécution d'un mafieux dans le quartier rebelle d'Athènes Exarchia, en 2016. On trouvera le communiqué dans le numéro 4 de Crise, en juillet 2020, avec notamment une présentation des très violents affrontements entre mafieux s'étant déroulés en France à Dijon en juin (Les événements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social).

Un autre exemple concerne le TKP/ML en Turquie en 1994. Un membre de la direction a profité d'un contact avec la mafia pour se procurer des armes en échange de services rendus. Il a été blâmé, mais pas assez pour la moitié du Parti, qui scissionna et donna naissance au TKP (ML). Fort justement, ce dernier critiqua le TKP/ML pour avoir adopté une ligne « pragmatique machiavélique ».

Le concept est très bien trouvé et effectivement, dès qu'on passe dans le pragmatisme, dans le machiavélisme, on bascule dans l'opportunisme, car on ne croit plus au processus révolutionnaire mais aux « coups », aux « menées ».

Il va de soi ici que le contexte compte beaucoup. Lorsque les Brigades Rouges se développent à Naples dans les années 1970, la question du rapport à la mafia se pose inmanquablement. Cela produira une déviation où la colonne napolitaine basculera dans le subjectivisme. Pour faire simple, il y a cette idée qu'un dealer est un travailleur « extra-légal » dépendant lui aussi d'une hiérarchie patronale.



Ou bien il y aura l'idée de s'appuyer sur des structures criminelles pour profiter d'éléments techniques : on sait que les mafias tournent avec les armes, les faux papiers, le blanchiment d'argent, beaucoup de choses apparaissant comme « utiles » dans certaines situations.

Il faut ici mentionner la catastrophe française de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Les « autonomes », en effet, n'arriveront que très rarement à aller jusqu'à une ligne politique complète, et en resteront bien souvent à un mélange d'affirmation révolutionnaire et du culte du crime. Cela formera toute une culture d'ultra-gauche qui se maintiendra.

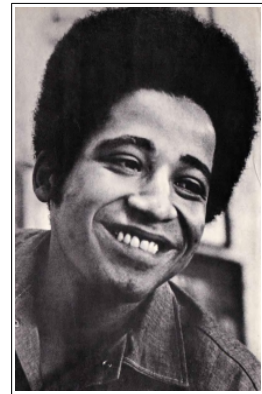
Mais pour donner un exemple sordide de jusqu'où cela a pu aller au début des années 1980, il y a cette histoire où un groupe autonome vivant dans un squat et vivant d'actions illégales refusa qu'un couple l'abandonne. La femme fut violée collectivement avant la mise à mort du couple : on est ici dans une horreur qui est exemplaire d'une véritable convergence avec le crime.

C'est bien sûr aux États-Unis où cette tendance fut la plus développée, en raison des prisons. Celles-ci ont rapidement connu, dans la seconde moitié du 20^e siècle, un découpage communautaire-racial.

L'exemple des gangs américains

Pour se protéger dans un environnement ultra violent, les Mexicains-Américains se sont unis (La « eme » et Nuestra Familia), les blancs ont formé une élite à prétention nazie (la Aryan Brotherhood) et les Afro-Américains la Black Guerrilla Family, d'ailleurs formé par George Jackson qui se politisa en prison.

George Jackson est ici le symbole même du criminel afro-américain se politisant en prison. Il apparaît comme l'exemple de celui qui s'élève au-delà de sa terrible condition pour parvenir à l'idée de révolution.



Pour donner un exemple, le co-fondateur principal du gang californien des Crips, Stanley Williams, une figure ultra-violente, a été condamné à mort et a publié un livre, *Life in prison*, où il dénonce les gangs et appelle à une conscientisation à ce sujet.

Le gouverneur californien Arnold Schwarzeneger a refusé de commuer sa peine en prison à vie, dénonçant en particulier que dans son ouvrage Stanley Williams a George Jackson comme référence !

Lors de l'enterrement de Stanley Williams, les dernières paroles enregistrées furent diffusées :

« La guerre en mon sein est terminée. J'ai combattu mes démons et j'ai triomphé. Apprenez-leur à éviter nos traces destructrices. Apprenez-leur à aspirer à l'enseignement supérieur. Apprenez-leur à promouvoir la paix et à se concentrer sur la reconstruction des quartiers que vous, d'autres et moi avons contribué à détruire. »

Il y a un côté rédemption et regard extatique sur soi-même propre au lumpenprolétariat. C'est le même profil que les mercenaires : on est dans un patriarcat porté par des hommes déboussolés qui se précipitent pour forcer les choses.

Ce qui se mêle c'est le sentiment de chercher à survivre dans un monde en guerre et de porter en même temps quelque chose, des valeurs. Il suffit de voir dans cet exemple américain de constater que, officiellement, les Crips ont été initialement mis en place afin, officiellement du moins, de protéger la communauté afro-américaine de la police et de la corruption, tout comme la Almighty Latin Eagles Nation entendait le faire pour les chicanos de Chicago avant de devenir un gang.

On a une démarche, si ce n'est véritablement structurée, du moins vraiment élaborée. On a une sorte d'aventurisme individuel se mêlant à un romantisme communautaire, à prétention révolutionnaire dans ses exigences, qui très vite se focaliser sur les activités criminelles avec « l'organisation » considérée comme une fin en soi.

Dans ce contexte, on retrouve des figures régulières, qui sont des symboles de révolution, de rupture subjective, liés à chaque fois de manière au tiers-monde : Mao Zedong, Frantz Fanon et Che Guevara.

Les Afro-Américains avec le Black Power et les Mexicains avec la Raza ont ainsi développé une idéologie communautaire idéaliste, où acquérir une indépendance communautaire ouvrirait la voie à la libération.

Cela va si loin que des gangs mexicains utilisent des dialectes du nahuatl (la langue des Aztèques notamment) et des gangs afro-américains des mots du Swahili (la Kumi African Nation Organization, ou Kumi 415, Kumi voulant dire 10 en Swahili, 415 est l'indicatif de Los Angeles et si on additionne ces chiffres on obtient 10).

Il y a l'idée d'un retour en source, et l'ultra-violence reforme l'identité perdue.



Il y a alors deux options. La première, c'est de dire que tout cela est un existentialisme, et que s'il y a un aspect criminel, c'est aussi une contestation, et alors on peut se dire qu'une convergence est possible. C'est naturellement totalement erroné.

La seconde, c'est de constater que l'aspect criminel non seulement est dominant, mais qu'en plus il s'agit d'un fondamentalisme, d'une fuite en avant. Rien ne put en ressortir. Non seulement parce l'arrière-plan politique est vague, secondaire, lointain, sans parler du culte du crime qui prime, mais surtout il y a le pragmatisme absolu.

Un pragmatisme absolu de type clanique, tribal. Qu'on retrouve dans des organisations non criminelles comme les Kurdes du PKK ou les Tamouls des Tigres Tamouls du Sri Lanka, ou encore les nationalistes basques liés à ETA par le passé.

La mafia comme dérive, fuite en avant

Il n'est tout simplement pas possible de discuter avec des gangs ou des nationalistes, ils sont obnubilés par leur propre démarche. Ils ne peuvent pas prendre les communistes au sérieux, ou bien éventuellement comme force d'appoint.

On peut interpréter les gangs comme des prolétaires qui se trompent de voie, mais en réalité ce sont des hommes relevant du lumpenprolétariat avec une vision du monde où il faut frapper pour vivre.

Aux yeux des communautaristes, qu'ils soient dans les gangs, les mouvements nationalistes, ou même des structures religieuses, tout ce qui compte c'est l'affirmation de leur communauté, et là ils sont ouverts à tout. C'est du pragmatisme complet.

C'est exactement ce qui est arrivé aux Khmers rouges, justement ; leur mouvement était connu sous le nom de « l'organisation », qui existait de manière semi-secrète, et imaginait sa cause être en fusion organique avec la cause raciale cambodgienne.

C'est ce qui est arrivé en Colombie ou au Pérou, avec des guérilleros déçus s'alignant sur des mafias pour maintenir leur propre existence, avec plus ou moins de fictions quant au fait d'agir prétendument pour le peuple.

Il y a bien sûr aussi le Brésil où l'une des principales mafias, le Comando Vermelho, est née en 1979 dans les prisons par une convergence entre criminels et révolutionnaires sans perspective.

L'idée était de structurer une défense commune face à l'État menant un véritable terrorisme dans les prisons. L'initiative réussit et, tout comme aux États-Unis avec les structures d'autodéfense dans les prisons, il faut bien se procurer des moyens et là c'est l'aventure mafieuse qui se généralise.

La base matérielle des mafias

Maintenant, expliquons comment tout cela est historiquement possible. Les mafias sont en fait un retour vers le passé, ou plus exactement des restes du passé qui se réactivent.

C'est un redémarrage du processus historique de violence qui a existé par le passé. L'humanité, lorsqu'elle sort de la Nature, se fonde en effet sur les clans, puis sur les tribus, en étant esclavagistes. On en revient à ça.

Les mafias naissent comme petits groupes d'autodéfense, au niveau du clan, ou bien d'une tribu. Les raisons d'auto-défense peuvent être très nombreuses. Cela peut être face à d'autres familles, face à l'État, face à des forces mafieuses, face à des notables, etc. Les motifs peuvent également être semi-criminels ou criminels.

Il y a alors un assemblage de telles forces pour ensuite structurer une organisation à prétention communautaire.

C'est pour cela que les mafias ont normalement plusieurs niveaux. Il y a l'organisation en tant que tel, et il y a une sorte de vaste sas où on est au-dessus des gangs formés par des clans et des tribus.

Parfois, des clans et des tribus parviennent à structurer leur propre organisation, en se séparant à un moment, mais le principe reste le même.

Il faut absolument comprendre cela pour comprendre la dimension populaire des mafias.

Vous avez des groupes qui se forment localement, de manière clanique. On est dans la même famille, au sens très élargi. Il y a des actions criminelles opportunistes qui sont menées.

Les éléments les plus endurcis se fédèrent au-delà des clans. C'est la dimension tribale, car on reste dans une même communauté.

Normalement, cela en reste à ce niveau, et cela se divise en permanence en raison du caractère arriéré, patriarcal. Mais il y a des situations qui font que les séparations tribales s'effacent. C'est toujours lorsqu'il y a des ennemis trop nombreux et trop forts et que l'union fait la force.

Les séparations claniques, tribales, s'effacent face à un « ennemi commun » ; comme on est dans le patriarcat, c'est l'esprit communautaire qui permet l'unification : la « race », la religion. L'union se fait par couleur de peau, par communauté. C'est ce qui a unifié les structures mafieuses italienne aux États-Unis, c'est ce qui a permis l'unification de gangs aux États-Unis.



Ils ne sont pas les chefs car ils se sont imposés, même si cela joue. Ils sont les chefs car ils permettent l'unification de la pyramide.

Le style de masse et les niveaux

[illegible]

19

Les prisons américaines pour hommes sont très connues en Europe, en raison des nombreux films décrivant la violence terrible qui y règne. Cette violence est individuelle collective à la fois, on est dans un contexte qui relève de l'esclavagisme.

On est ainsi la cible des regroupements de prisonniers dans des gangs, comme on est la cible des viols, et même de la prostitution forcée. Si les prisons pour femmes sont très différentes, la tendance est la même en raison de l'immense appareil carcéral américain.

C'est une véritable industrie, et le système divise pour régner. La séparation raciale est assumée, l'impunité du personnel pénitentiaire est quasi absolue, la corruption est endémique.

Le rêve d'un soulèvement révolutionnaire des prisonniers apparaît donc comme à la fois vain et absurde, au-delà du respect immense qu'on doit avoir pour

George Jackson

C'est une figure extrêmement connue dans les années 1970, en raison de son activité et de son martyr. Il est mort très jeune ; né en 1941 à Chicago, il meurt assassiné dans la prison de San Quentin en 1971.

Il était emprisonné depuis 1960, l'accusation à son encontre étant qu'il aurait volé 70 \$ dans une station service. Sa peine de prison était « indéterminée » et dans les faits renouvelée à chaque fois (onze fois en tout).

Au cours de son incarcération, il mit en place en 1966 une organisation d'auto-défense se revendiquant de la révolution, la *Black Guerrilla Family*, qui devint par la suite un gang. Il s'aligne ensuite sur le mouvement des *Black Panthers*.

En janvier 1970, avec deux autres prisonniers, il est accusé d'avoir tué un gardien de prison, en représailles contre l'exécution par un autre gardien, depuis un mirador, de trois détenus noirs ; tous sont envoyés à la prison de Soledad.

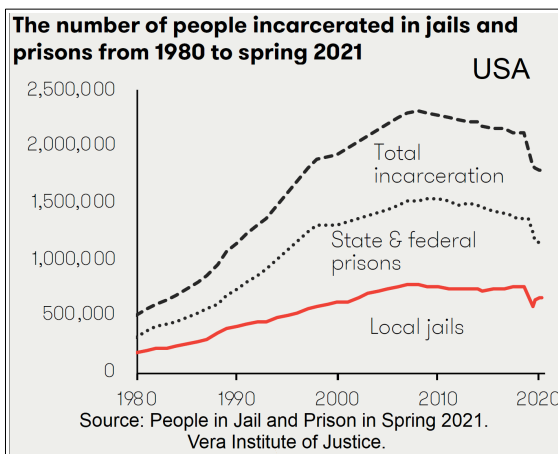
Son frère Jonathan essaie de le libérer en réalisant une prise d'otage dans un tribunal ; il fut tué dans l'opération. George Jackson est tué un an plus tard, quelques jours avant son procès, officiellement alors qu'il aurait tenté de s'évader. Trois autres détenus et trois gardiens sont également tués ce jour-là. Ses deux ouvrages, *Blood in My Eye* (Du sang dans mes yeux) et *Soledad Brother* (Frère de Soledad) connaissent alors un impact puissant.

L'erreur de George Jackson est double. Déjà, il a considéré que son parcours pouvait être reproduit par l'ensemble des prisonniers. Il pensait qu'une conscientisation pas à pas était réalisable.

Cela semble être démocratique, mais en réalité cela ne prend pas en compte le parcours inégal des prisonniers. Il manque la compréhension de la dimension populaire, du peuple avec ses contradictions non-antagoniques, mais également antagoniques avec le lumpenprolétariat.

Ensuite, il a sous-estimé le poids du féodalisme dans les masses afro-américaine et chicanos. Pour George Jackson, il n'existe qu'un racisme, le racisme des blancs, et en cela il a une lecture idéaliste du racisme. Il n'a pas compris que, pour beaucoup (mais pas seulement) le racisme était assumé par des gens d'un certain mode de production méprisant des gens relevant d'un mode de production moins grand.

Sa conception du peuple est ainsi erronée, et ne lui permet pas de voir les exigences démocratiques, notamment le rejet de la démarche patriarcale, clanique, tribale. Il n'en reste pas moins que George Jackson a compris, dans sa situation, la nécessité de la *rupture subjective*.



George Jackson

Vers le front uni 1971



Un nouveau courant unitaire dynamique se manifeste déjà au sein du mouvement axé sur les prisonniers politiques.

Au stade où nous en sommes, la question est, je pense, de savoir comment nous pouvons continuer à développer cet élan – contre l'opposition naturelle des machinations gouvernementales – par le lancement d'initiatives nouvelles et l'établissement d'une dialectique si claire dans sa formulation et ses arguments ainsi que dans sa mise en pratique que, par son seul poids, elle puisse éliminer tous les éléments réactionnaires.

Deux formes de réaction sont à éliminer la réaction exprimée individuellement et la réaction organisée.

Une politique unitaire implique la recherche de ce quelque chose que nous avons en commun, le débouché conscient sur l'entente, la mise en pratique correcte et, dans notre cas précis, les points d'accord.

Tout au long du processus autoritaire-centralisateur de l'histoire américaine, les classes dirigeantes ont trouvé pratique, indispensable à vrai dire, de berner le peuple au moyen d'expédients destinés à décourager et à punir

toute forme d'opposition authentique à la hiérarchie.

Mais il a toujours existé des individus et des groupes qui se sont opposés à la notion de société au-dessus de la société.

Les hommes qui, soit par la ruse, soit par le concours de circonstances fortuites, soit par la force pure et simple, se sont placés au-dessus de la société ont alimenté deux institutions principales en vue de faire face à toutes les formes sérieuses d'insoumission.

Ce sont : la prison et le racisme institutionnalisé. Aux États-Unis, il y a plus de prisons de quelque catégorie que ce soit que dans tous les autres pays du monde réunis. Il y a en permanence les deux tiers d'un million de personnes qui y sont enfermées.

Des centaines sont destinées à être exécutées tout à fait illégalement, des milliers à l'être presque légalement.

Des milliers d'autres sont privées de toute liberté d'action, sauf si un changement révolutionnaire survient dans toutes les institutions qui se liguent pour maintenir en place l'ordre établi.

Le tiers d'un million de personnes pourrait sembler un chiffre peu élevé en comparaison de la population totale qui est de deux cent cinquante millions d'habitants.

Pourtant, si on le compare au million d'hommes qui régissent toutes les affaires dans cet immense État, il acquiert une valeur comparative toute différente ; il ne s'agit pas d'une coïncidence et cela mériterait peut-être une analyse approfondie.

Ce que j'ai l'intention de considérer maintenant, ce sont certains éléments peu évidents qui, d'après ce qui ressort de mes observations, barrent la route à ce front uni dont nous avons tant besoin (un front sans sectarisme) et qui nous permettra de lever – légitimement – le voile.

J'insisterai encore une fois sur le fait que ce n'est pas le peuple qui a institutionnalisé les prisons sur une échelle aussi vaste.

Quoique tous les crimes puissent être considérés comme la manifestation d'une certaine opposition, il y en a quelques-uns qui, de toute évidence, vont à l'encontre des intérêts du peuple.

Pourtant, la plupart des crimes ne sont que l'aboutissement d'un incroyable déséquilibre dans la distribution des biens et des richesses, lequel n'est que le reflet des rapports de propriété existant actuellement.

Il n'y a pas de nantis sur la liste des condamnés à mort et il y en a tellement peu dans la population des prisons que, globalement, leur présence y est négligeable – l'emprisonnement apparaît, dès le premier coup d'œil, comme l'un des nombreux aspects de la lutte des classes, une société fermée destinée à isoler ceux qui, fort sagement, décident, dans leurs actions individuelles, de ne pas tenir compte des limites imposées par un Establishment hypocrite et également, ceux qui visent à organiser une base massive afin de mettre sur pied de telles actions.

L'histoire des États-Unis regorge d'exemples des deux types ; pour ce qui est du second, cela va de la très ancienne Working Men's Benevolent Association (Association d'entraide des travailleurs), en passant par les événements survenus autour de l'Ancient Order of Hibernians (Ordre des Irlandais d'origine) et le Working Men's Party (Parti des travailleurs) qui s'est organisé en vue de faire face aux excès consécutifs à la dépression de 1877, jusqu'à notre époque avec le Parti Communiste lorsqu'il était traqué pendant la vague fasciste qui a déferlé sur ce pays et le Black Panther Party qui est à l'heure actuelle traqué et agressé lui aussi.

L'hypocrisie du fascisme américain l'empêche de déclarer explicitement qu'il enferme les opposants politiques – d'où les centaines de lois anti-complot de différentes sortes et les coups montés hautement sophistiqués. C'est le premier point sur lequel doit être basée notre attaque au niveau de l'information.

Pourquoi les prisons existent-elles en si grand nombre ? Quel est le motif économique réel qui pousse au crime ? Quand le criminel devient-il une victime ?

Si le meilleur terme est « criminel », il faut déclarer publiquement que le langage de la justice est exagéré et mensonger.

Il devrait apparaître clairement que lorsque quelqu'un « commet un crime » contre un État fasciste, il ne commet pas d'office un crime contre le peuple de cet État. Perpétrer un crime contre l'État correspond à attaquer les privilèges de la minorité privilégiée.

Existe-t-il une chose plus ridicule que les titres officiels de mise en accusation tels : « La population de l'État de... contre Bobby Seale et Ericka Huggins », ou « La population de l'État de... contre Angela Davis et Ruchell Magee ».

De quelle population s'agit-il ? C'est simple : de la hiérarchie, de la minorité armée.

Ainsi pour l'affaire John Doe où un vol réel a, de fait, été commis, il s'agit d'élucider les véritables causes économiques du crime de même que pour n'importe quel crime, crime passionnel contre la répression, crime de sang y compris.

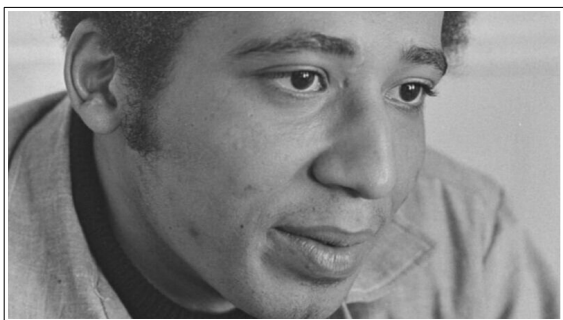
Tout crime est le résultat, soit d'une simple oppression d'ordre économique, soit des répercussions psychosociales d'un système économique qui est périmé depuis un bon siècle.

Conditions socio-économiques objectives = activité productive ou anti-productive, déterminée dans tous les cas par le système économique, les méthodes d'organisation économique, le maintien de cette organisation contre les forces progressistes qui cherchent à la changer.

Même la maladie psychologique de l'individu qui commet un crime de sang est imputable à la maladie de la société.

Il faut atteindre les prisonniers et leur faire comprendre qu'ils sont les victimes d'une injustice sociale.

C'est la tâche que je me suis fixée, travailler de l'intérieur (tant que j'y serai – je suis convaincu que la guerre ne rime à rien si on la mène sur un terrain tenu par la bourgeoisie).



La classe prisonnière devient, de par sa puissance numérique et ses conditions de vie, un gigantesque réservoir de potentiel révolutionnaire. Travaillant seuls à l'intérieur d'une société cerclée de fer, les gens comme moi ont peu de chances de pouvoir libérer ce potentiel. Cela fait partie des fonctions du « Mouvement des prisons ».

Dire : « La population de l'État de... contre John Doe », est une aberration tout aussi évidente qu'un coup monté à des fins clairement politiques ; cela revient à dire : « Le peuple contre le peuple. » L'homme contre lui-même.

Le « Mouvement des prisons » a un autre but politique important. Il fait prendre conscience à la classe dirigeante de notre détermination à lutter jusqu'à la mort pour notre droit économique à prendre en mains les moyens de production. La détention ne peut pas circonscrire notre mouvement.

Le mouvement du 7 août, et toutes les actions réelles, ou tentatives, incitent les gardiens à punir plus facilement de mort ce type de manifestation. Ils tentent également de s'infiltrer partout où se révèle la conscience révolutionnaire, à tous les niveaux de la lutte, au niveau le plus élevé, les points de production, ainsi qu'aux niveaux inférieurs.

Pour nous le but reste le même : créer une infrastructure capable d'accueillir une armée du peuple.

Personne parmi nous ne devrait ignorer que la révolution est agressive par définition et que le fait de présenter aux tenants du système des réclamations – qu'ils ne peuvent pas ou ne veulent pas satisfaire – peut, à la limite, nous

entraîner dans un affrontement violent avec le système.

Voici venues les dernières années du capitalisme, et, à mesure que nous avançons dans nos activités contre l'Establishment, nous prenons conscience de cet enseignement de l'Histoire : lorsque le prestige d'un système tombe, la transformation de ce système est précédée d'une ère de violence.

Nous pouvons limiter l'étendue de la violence en mobilisant le plus possible de partisans à tous les niveaux de la vie socio-économique, mais si l'on considère la mainmise de la classe dirigeante sur les apolitiques en général et son expérience historique de la violence, on est automatiquement amené à penser que la révolution passera par le désordre, peut-être même par la guerre civile.

Ni l'un ni l'autre ne m'effraie car il n'y a rien de bon dans le capital monopoliste, rien à gagner, il doit être détruit sans aucune réserve. Tant qu'il menace au-dessus de nos têtes, il ne peut être considéré que comme un ennemi qui nous laisse dans l'oubli après nous avoir utilisés comme ses serviteurs.

Il doit être détruit totalement, pas rejeté, pas simplement transformé, mais détruit, complètement, définitivement, implacablement et sans rémission – il faut en finir le plus rapidement possible !

Avec cela comme principal objectif commun, il semble qu'une politique unitaire de tous les partis concernés par la lutte active contre l'Establishment, et ce, à tous les niveaux, devrait avec un minimum de difficultés pouvoir lancer des initiatives et des méthodes nouvelles compatibles avec une société populaire.

Hélas ce n'est pas le cas, quoique j'ai fait observer que l'on distinguait que l'on distinguait dans le mouvement des prisons les prémices d'un courant unitaire passant outre aux barrières idéologiques, raciales et culturelles qui depuis toujours entravent la coalition naturelle de toutes les forces de gauche.

Ceci soulève un autre aspect vital de l'activité qui se développe autour des prisonniers politiques. Peut-être, en ce qui nous concerne, pouvons-nous, par un effort attentif et soutenu en vue de bâtir le front uni, servir d'exemple aux partisans engagés dans la lutte à d'autres niveaux.

Les problèmes soulevés et la dialectique qui procède de l'existence nette, objective, de l'oppression ouverte peuvent nous servir de base, ou de tremplin, pour nous insérer dans cette vague mondiale de prise de conscience socialiste.

Si l'on veut éliminer les obstacles qui empêchent une unification de la gauche pour la défense des prisonniers politiques, et celle des prisonniers en général, il faut tout d'abord renoncer à l'idée selon laquelle tous les participants doivent être d'une même fibre et travailler à la solution des problèmes dans la ligne d'un parti unique et avec des méthodes identiques.

Cela est essentiel. « L'union fait la force ». En-dehors des éléments d'avant-garde, tous les partisans devraient prendre part à une « stratégie de popularisation » dans le cadre de leur environnement naturel, les endroits où ils vivent naturellement lorsqu'ils ne participent pas aux rassemblements ou aux manifestations.

Les éléments d'avant-garde (membres de partis organisés de toutes les tendances idéologiques) doivent entrer en contact avec les gens massés aux points de rassemblement afin de perfectionner la stratégie, de développer l'engagement et de présenter des activités concrètes, clairement définies en vue de promouvoir la « popularisation ».

Les éléments d'avant-garde se mettront à la recherche des gens qui pourront contribuer effectivement à la mise en place de la commune, l'infrastructure, et également de ceux qui n'en sont pas encore à ce stade et auxquels ils fourniront le paquet d'imprimés nécessaires à la poursuite individuelle de leur action.

Ainsi, l'unité des fractions de gauche, dans cet aspect d'infrastructure du mouvement axé sur les prisonniers politiques et les prisons en général, prend un sens beaucoup plus large.

Par notre exemple, nous pouvons commencer à briser les vieux schémas béhavioristes qu'ont réussi à imposer le capital bourgeois, l'impérialisme, puis le fascisme ; après la mort, la vie doit reprendre le dessus.

Libérons cette immense réserve de partisans aptes au travail d'encadrement et nous pourrions enfin aborder l'un des sous-produits psychosociaux que l'homme économique a manufacturé avec son entreprise privée : le racisme.

J'ai gardé pour la fin l'obstacle le plus important auquel se heurte notre besoin d'unité. Le racisme est un comportement traditionnel solidement enraciné, il est le produit du conditionnement exercé par les institutions, et pour certains c'est un réflexe aussi naturel que celui de respirer.

Les effets psychologiques des habitudes dichotomiques établies par un racisme particulièrement exacerbé, auquel vient s'ajouter l'amertume provoquée par la répression de classe, a servi dans le passé à nous rendre tous pratiquement inactifs et, aujourd'hui, quasiment impuissants dans nos tentatives d'action progressiste.

Si une unité de la gauche est possible dans ce pays, l'obstacle majeur à surpasser reste le racisme, le racisme blanc pour être clair.

Si l'on veut simplifier la chose, il est possible de noter trois catégories de racistes : le raciste non dissimulé, satisfait de lui-même, qui ne daigne même pas cacher son antipathie ; le raciste inhibé qui conserve en lui des séquelles de racisme en dépit de ses meilleurs efforts ; et finalement le raciste inconscient qui est le produit de préjugés imputables à l'Histoire.

Il n'existe pas de racisme noir, je le soutiens envers et contre tous !

Trop de sang noir a coulé dans l'abîme qui sépare les races ; il est absolument illégitime d'attendre de l'homme noir qu'il différencie au premier coup d'œil le raciste dans l'âme, le raciste inhibé et le raciste inconscient.



Ce que les apologistes désignent par le terme de racisme noir correspond en réalité, soit à des réflexes de défense vital de la part de partisans noirs sincères qui essaient de trouver une solution à la réalité des problèmes de survie et de dignité, soit au racisme des organes de traquage gouvernementaux.

En tant que partisans noirs, nous devons reconnaître et accepter l'existence des trois types de racisme, tout comme nous nous acceptons nous-mêmes en fonction de cela, seulement tout cela doit être considéré comme étant le produit du système.

C'est ce système qui doit être écrasé en premier lieu car il continue de produire des antagonismes nouveaux et plus profonds de jour en jour, à la fois entre les classes et les races.

Une fois qu'il sera détruit, nous pourrions nous occuper de traiter en profondeur les traces laissées par son passage, mais actuellement alors que nous nous occupons de le détruire, nous devons lutter contre le racisme.

Il faut éliminer les répercussions psychosociales de plusieurs centaines d'années d'attitude exclusive les uns vis-à-vis des autres pour des questions de race ou de classe, de hiérarchie en tous cas.

Le raciste inhibé, quelles que soient les convictions ou l'idéologie qu'il aura acquises, n'apportera aucune contribution efficace, son

rôle sera minime dans la révolution, sauf si un changement survient dans son caractère de base.

Mais le caractère de base d'un homme peut-il être changé ? Voilà une question qui reste toujours en suspens. Cependant... il nous reste l'immédiateté des « problèmes en cours », cette occasion idéale de tester une fois de plus la validité de la philosophie matérialiste – nous pouvons le prouver.

La nécessité d'une politique unitaire va bien au-delà de l'objectif de libération d'Angela, de Bobby, d'Ericka, de Magee, de Los Siete, de Tijerina, des conscrits blancs réfractaires, et depuis peu du fidèle et irréductible James Carr ; il nous reste à mettre à l'épreuve une stratégie de base, à la tester et à l'éprouver.

L'action menée pour la protection et la libération de ceux qui se battent pour nous est un aspect très important de la lutte, mais s'il n'est important que dans la mesure où il permet des initiatives nouvelles qui réorientent et font avancer la révolution avec des méthodes nouvelles et progressistes.

La vieille garde doit se réorienter par la propagande ainsi que l'action violente vers le collectif formé par : les agitateurs d'usine et les syndicalistes, les activistes étudiants qui ont déjà fait les frais du fascisme, les intellectuels du lumpenproletariat, sur les bases révolutionnaires du socialisme scientifique, afin de répondre aux masses de gens de la rue qui vivent déjà à l'extérieur du système.

Noirs, Bruns, Blancs, tous nous sommes des victimes, il faut nous battre !

Au terme de cette lutte de masses, collective, naîtra un homme nouveau, il est l'avenir, le produit de l'évolution, il n'en sera que mieux équipé pour mener la véritable lutte, la lutte permanente post-révolutionnaire – celle qui instaurera des rapports nouveaux entre les hommes. ■

George Jackson

Lettre du 4 avril 1970



Chère Fay,

Pour des raisons évidentes, il me répugne de m'appesantir sur le passé. En tant qu'individu, qu'homme de notre race, je n'ai à présenter que la cicatrice enflammée qu'ont laissée ces dernières années comme preuve que je ne suis pas mort du mal qui nous a terrassés si longtemps. J'ai écouté la leçon du passé et j'ai tenté de le clore.

J'ai bu une fameuse gorgée de fiel, j'ai nagé à contre-courant, connu les rues sanglantes des cités fascistes d'Amérique. On m'a mis le nez dans la merde. La haine dont je me suis armé est immense. J'ai essayé d'oublier, de faire semblant.

Mécanisme de défense classique chez l'homme noir. En vain. Peut-être suis-je seul à réagir ainsi, mais je soupçonne que c'est plutôt notre pitoyable condition qui fait que les moments les plus durs se fixent dans notre esprit avec clarté et pour toujours, tandis que les éclairs de joie se perdent immédiatement parce que le cauchemar les recouvre de son ombre.

Nous entendons ici des conversations détendues, banales, sur la question de savoir dans quel ordre il faut tuer tous les nègres de ce pays et par quels moyens. Ce qui me dérange, ce n'est pas qu'ils envisagent de me tuer ; ça fait bientôt cinq siècles qu'ils « tuent tous les nègres », et je suis encore vivant. Je dois être le mort le plus

récalcitrant de l'univers. Non, ce qui me gêne c'est que, dans leurs plans, ils n'imaginent pas une seconde que je vais me défendre. Est-ce qu'ils croient vraiment cette connerie ?

C'est ce que je me demande. Oui, ils le croient. Ils pensent qu'ils ont anéanti tous nos réflexes d'attaque et de défense, qu'ils nous ont rendus complètement inoffensifs. Qu'il nous manque cette partie de la tête où les hommes puisent leur combativité.

Est-ce qu'ils ne parlent pas des camps de concentration ? Ne disent-ils pas que jamais une telle chose ne pourrait se produire aux États-Unis parce qu'ici les fascistes sont gentils. Non parce qu'il est impossible d'incarcérer trente millions de résistants, mais parce que les Américains sont des impérialistes humains, des nazis éclairés.

Eh bien, ils ont commis une grave erreur. Je me rappelle le jour de ma naissance, le premier jour de ma vie. C'était pendant la deuxième (et la plus destructrice) des guerres mondiales, par un mercredi pluvieux de septembre, le matin à Chicago. Ça m'est arrivé dans un petit lit pliant, dans le demi-appartement que nous occupions au coin de la rue Racine et de la rue Lake. Le docteur Rogers était là.

Le métro aérien qui passait à cinq mètres de nos fenêtres (des deux seules fenêtres que nous avions) hurlait à la souffrance et à la mort, présage menaçant. Le premier mouvement que mes yeux ont pu fixer, c'était celui de cette main blanche se balançant en direction de mon derrière noir. J'ai arrêté cette main dans son mouvement, j'ai riposté d'un coup à la face. Je suis né avec de bons réflexes de défense. Ça va être : « Tue-moi si tu peux, imbécile », et non : « Tuez-moi, je vous en prie. »

Qu'ils essaient de compter sur le principe « tel esclave, tel fils » ! Ça ne marche pas avec moi ; ils m'ont rendu la riposte plus facile. Si un flic donnait les clés à un groupe de détenus de droite, ils ouvriraient nos cellules une à une, dans tout le bâtiment.

Ils ne chercheraient pas à s'échapper ou à faire leur affaire à ceux qui nous gardent ici. Ils ne pourraient résoudre leurs problèmes qu'en nous tuant tous. Pensez un peu à cela : ces types vivent à quelques cellules de la mienne. Aucun d'eux n'a jamais vraiment vécu, la plupart d'entre eux sont « entretenus » par l'État dans des établissements comme celui-ci ; ils n'ont aucun avenir, rien à attendre du présent. Quand ils défendent des idées de droite et le statu quo, ils veulent sans doute dire que 99 années « à l'ombre » est l'idée qu'ils se font de la belle vie.

Ils passent leur temps à se faire arrêter et à sortir, mais ils sont le plus souvent en prison. Les périodes qu'ils passent dehors sont considérées comme des « balades », et celles qu'ils passent en tôle leur paraissent plus naturelles, plus conformes à leurs goûts.

Je comprends leur condition, et je sais comment ils en sont arrivés là ; je pourrais même sympathiser honnêtement avec eux, s'ils n'étaient pas assez stupides pour laisser les flics se servir d'eux contre nous. Pour moi, ils ressemblent aux Allemands des années 30 et 40.

Et c'est pareil au-dehors ; je suis sûr que dans les familles des flics qui ont assassiné Fred Hampton, personne ne possédait de valeurs ou d'actions. Ils organisent dans tout le pays des marches et des manifestations en faveur de la destruction totale et immédiate du Vietnam ; et après, personne n'est capable de payer la note.

Les fascistes ont, semble-t-il, une tactique type à l'égard des classes inférieures, et c'est la même dans toute l'histoire de l'oppression.

Ils dressent l'homme contre lui-même. Pensez à toutes les petites satisfactions avec lesquelles on peut nous acheter, pensez comme les plus défavorisés s'en remettent au Pouvoir, pensez au détenu coupable d'un crime « capital » et partisan de la peine de mort ! Je jure avoir entendu quelque chose de comparable aujourd'hui même !

Voyez combien de temps Hershey est resté à la tête des services de conscription. Les Noirs se rallient au capitalisme ! Voilà l'exemple le plus extraordinaire, le plus contre-nature que l'histoire puisse nous offrir de l'homme en lutte contre lui-même.

Après la guerre de Sécession, la forme d'esclavage a changé : nous sommes passés de l'état de cheptel à l'esclavage économique ; nous avons été jetés sur le marché du travail, mis en compétition avec les blancs pauvres dans des conditions désastreuses pour nous ; depuis ce moment-là, notre principal ennemi peut être défini et identifié comme le capitalisme.

L'esclavagiste était et reste le patron de l'usine, l'homme d'affaires, le responsable de l'emploi, des salaires, des prix, des institutions et de la culture nationale. C'est l'infrastructure capitaliste de l'Europe et des États-Unis qui est responsable du viol de l'Afrique et de l'Asie. Le capitalisme a assassiné trente millions d'hommes au Congo.

Croyez-moi, ils n'auraient pas gâché toutes ces balles, si ça ne leur avait pas rapporté quelque chose !

Tous ces hommes qui sont allés en Afrique et en Asie, ces parasites meurtriers qui se sont abattus sur le dos de l'éléphant, n'ayant en tête que le mal, méritent bien les insultes qu'on peut leur adresser. La mort n'est que la juste rétribution de leurs crimes.

Mais nous ne devons pas laisser les émotions nous envahir, l'écume de la surface brouiller l'image d'ensemble. C'est le capitalisme qui a armé les navires, la libre entreprise qui les a lancés, la propriété privée qui a nourri les troupes. L'impérialisme a repris la situation là où la Traite l'avait laissée.

C'est seulement après la fin de la Traite que l'Amérique, l'Angleterre, la France et les Pays-Bas ont envahi et occupé pour de bon, les terres d'Afrique et d'Asie.

A mesure que la révolution industrielle s'affirmait, de nouveaux objectifs économiques remplaçaient les anciens ; l'esclavage des plantations faisait place à un néo-esclavage. Le capitalisme armait les navires et ravitaillait les troupes. Il va de soi que c'était l'appât du gain qui l'attirait.

C'est lui qui construit les clapiers dans lesquels on nous fait vivre. Le profit interdit réparations et entretien. La libre entreprise a amené dans nos quartiers ses chaînes de magasins à monopole.

La propriété privée a installé dans nos rues et nos maisons des légions de flics stupides à la détente facile. Ils sont là pour protéger l'entrepreneur, « sa » chaîne de magasins, « sa » banque, « ses » immeubles. Si l'homme d'affaires décidait qu'il ne veut plus nous vendre de nourriture parce que, supposons, le dollar yankee, que nous chérissons tant, a tout à coup perdu ses derniers trente sous de pouvoir d'achat, la seule manière pour le peuple de manger serait d'enfreindre la loi.

Ce gros cochon de Daley [Maire de Chicago] a donné l'ordre de descendre tous les pillards. Le capitalisme noir, c'est le Noir contre lui-même. La contradiction la plus absurde d'une longue série d'abandons et de folies. Un autre remède sans douleur de dernière extrémité : être plus fasciste que le fasciste lui-même. Sylvester Brown est prêt à mourir, ou à voir mourir nos fils, pour des contrats de balayeur.

Bill Cosby [Comédien noir qui joue le rôle d'un agent secret dans un feuilleton d'espionnage à la T.V. aux côtés d'un acteur blanc. C'est généralement le Blanc qui l'emporte et c'est toujours le Blanc qui gagne le cœur de la fille blanche à la fin de l'histoire] joue un rôle d'espion fasciste ; quel message apporte-t-il à nos fils ? un message infantile !

Ce méprisable individu et son acolyte leur enseignent le credo de l'esclave, la version « nouvelle vague » du vieux serviteur nègre. Nous ne pourrions avoir confiance tant qu'il y aura des gens comme ça. Ils font partie de la

répression autant, si ce n'est plus, que le vrai flic. Ne disent-ils pas à nos enfants qu'il est romantique d'être un chien couchant ? Les gosses sont si contents de voir un Noir tirer et se battre qu'ils ne peuvent s'empêcher de s'identifier à ce collaborateur de l'ennemi. Le fasciste s'empare de tous les facteurs latents de division et les met en action : racisme, nationalisme, religion.

Il y a le « rital », l'« hidalgo », le « youpin », le « chinetoque », le « jap », etc., le fait qu'il est beaucoup plus facile de persuader le petit soldat qui s'est engagé « pour voir le monde » et qui n'a jamais tué personne d'assassiner un « gook » [terme d'argot raciste, désignant les Vietnamiens] : ce n'est pas tout à fait comme de tuer un homme. Polack, mangeur de grenouilles, de choucroute, etc.

Ça ne marche plus depuis les années 30. Certains préféreraient l'oublier et toute référence à cette période suscite les épithètes défensives de « dépassé », de « socialisme simpliste ancien style », de « démodé », mais je me fiche de la mode. Je cherche les faits.

Et le fait est que personne, absolument personne dans le monde occidental, et très peu ailleurs (y compris ceux qui naissent aujourd'hui), n'a été épargné le jour où la roulette capitaliste s'est bloquée dans la Dépression. Toutes les nations du monde ont été touchées.

La Russie n'avait, bien sûr, pas de Bourse et par conséquent était en dehors de ce cycle économique. Mais elle a été touchée par la guerre qui est sortie des efforts pour remettre la machine en marche, et des effets que la Dépression a eus sur les autres nations auxquelles elle avait affaire.

Le phénomène s'est répercuté. Comme le capitalisme international était alors à son apogée, il n'y a pas eu de nation africaine, américaine ou latine qui n'ait subi les conséquences de la Dépression.

Toute société possédant une économie monétaire a été entraînée dans la crise.

Bien que la Russie ait rejeté le système capitaliste et ses soubresauts, elle aussi a souffert des répercussions de la crise. Si l'on se demande si ces années ont eu le moindre effet sur ce qui se passe actuellement, ont le moindre rapport avec le présent, que l'on considère leurs conséquences sur la mentalité d'aujourd'hui.

Si tous les peuples du monde avaient été frappés de « crétinisme héréditaire » au lieu de l'être par la « main invisible » d'Adam Smith, ce serait exactement pareil.

Et j'entends crétinisme dans son sens littéral, médical : une déficience congénitale des sécrétions de la glande thyroïde provoquant difformité et idiotie. Il y a un lien de cause à effet entre la Dépression et la Seconde Guerre mondiale. On peut attribuer la montée du nazisme en Europe à la Dépression. Les W.A.S.P. fascistes d'Amérique désiraient secrètement une guerre avec le Japon pour stimuler l'industrie et enrayer le chômage. Le syllogisme s'enchaîne.

Analysez l'état où se trouvent les juifs d'Europe, ceux qui ont survécu. Faites pareil avec les habitants d'Hiroshima et de Nagasaki. Mais point n'est besoin de considérer des groupes isolés. Personne n'échappe au passé.

Aucun juste ne serait vivant aujourd'hui si ses parents étaient morts de misère à cette époque ou s'ils avaient succombé au piège fasciste détournant la classe ouvrière de la réalité de la lutte des classes. Les nazis avaient réussi à faire avaler aux classes pauvres d'Allemagne et à certains autres groupes en Europe, l'idée que leurs difficultés ne venaient pas de mauvais principes économiques mais étaient causées par l'existence des juifs à l'intérieur du système et par le manque de débouchés (colonies).

Leur intention évidente était de dresser les Allemands pauvres contre la classe défavorisée juive, au lieu que ce soit exploités contre exploités. Le fascisme américain s'est servi de mille procédés comparables, de manœuvres de temporisation, pour empêcher le peuple de

mettre en question la validité des principes du capitalisme, pour dresser le peuple contre lui-même ou contre d'autres peuples. Ils font régner entre nous la compétition (quand eux-mêmes coopèrent) la division, la méfiance ; ils nous isolent.

Les antipodes de l'amour. La méthode du fascisme est de protéger le capitalisme en détruisant conscience, unité, confiance, chez les classes pauvres.

Mon père a la quarantaine. Il a vécu, il y a trente-cinq ans, ses années les plus formatrices. Il était un enfant de la « grande Dépression ». Remarquez, pour plus de précision, que je distingue la « grande Dépression » des autres. Il y en a eu bien d'autres, nationales, internationales, et régionales pendant la période de l'histoire dont je parle dans cet exposé. Il y a des millions de Noirs encore vivants, de la génération de mon père. Ils sont tous issus d'un milieu complètement bouleversé par la Dépression.

Toute leur vie ils ont vécu dans une insécurité terrible. Aucun d'eux n'a su comprendre quelle détérioration infâme avait subi leur personnalité du fait de ce sentiment morbide de manque économique.

Mon père a acquis son caractère, ses habitudes, ses convictions, sa personnalité, son style de vie, au sein d'une situation qui a commencé par la fuite de sa mère. Elle l'a abandonné avec son frère aîné, au bord d'un ruisseau, à l'est de Saint-Louis. Ils se sont élevés tout seuls dans les rues, dans une ferme, quelque part en Louisiane, dans des camps de travail. Mon père n'a reçu aucune éducation normale. Il a appris l'essentiel par lui-même, plus tard. Seul, dans la jungle la plus hostile du monde, livré aux lions et promis à une mort lente et sanglante.

Seul pendant la période la plus sauvage de l'histoire, sans armes et affligé d'une peau noire qu'il cache depuis ce temps-là. J'aime ce frère, mon père, et quand je me sers du mot « amour » ce n'est pas pour m'essayer à la rhétorique.

Je cherche à exprimer ce sentiment lumineux, irrépressible, qui émane de la région la plus profonde et la plus durable de mon âme – une chose inébranlable que je n'ai jamais mise en question.

Mais personne ne peut survivre à ses épreuves sans en rester marqué. La santé mentale a été le prix de la survie. J'irai même jusqu'à dire qu'il n'y a pas un seul Noir de cette génération qui soit resté sain d'esprit – pas un.

Mon père a atteint l'âge mûr sans jamais manifester en ma présence, ni nulle part à ma connaissance, la moindre trace de sensibilité vraie, d'affection ou de sentiment.

Toute sa vie il a vécu sous le choc. Rien ne peut le toucher, son calme est parfait, il est totalement immunisé contre la douleur. Quand je peux rencontrer son regard, ce qui est rare, car s'ils ne sont pas fermés, ses yeux sont comme voilés, j'ai devant moi le masque inexpressif du Zombie.

Il nous a très certainement aimés, j'en suis sûr. Il est de règle chez le « néo-esclave », chez l'esclave d'hier, aujourd'hui libre de se déplacer s'il en trouve les moyens, de se tirer sur la pointe des pieds des situations trop difficiles. Lui est resté avec nous.

Il a travaillé seize heures par jour après lesquelles il mangeait, se lavait et dormait. Point. Il n'a jamais possédé plus de deux paires de chaussures, et du temps où je vivais avec lui, jamais plus d'un costume. Il n'a jamais bu, jamais mis les pieds dans un bar, n'a jamais parlé de ces choses. Il ne nous a jamais fait remarquer qu'il nous consacrait toute la force vitale et l'activité que le monstre-machine lui laissait.

La partie que la machine lui a ravie, l'esprit tué par un monde qu'il n'avait pas fait, nous en avons porté le deuil, surtout moi ; mais aucun d'entre nous n'a jamais vraiment essayé de le consoler. Comment consoler un homme qu'on ne peut atteindre ?

Il est venu me voir quand j'étais à San Quentin. Il avait dans les quarante ans, un âge où les hommes sont dans leur pleine maturité.

J'avais décidé de le toucher, de le forcer, par ma dialectique révolutionnaire, à ébranler quelques-unes des barricades mentales qu'il avait dressées pour protéger son corps d'un ennemi pour lui indéfinissable et omniprésent. Un ennemi qui pouvait affamer son corps, l'exposer aux éléments, le mettre en prison, le matraquer, le pendre, l'électrocuter, le passer à la chambre à gaz. Je voulais qu'il comprenne que, s'il avait sauvé son corps, c'était au prix terrible de son âme.

J'avais le sentiment que si je pouvais faire accepter à ce qu'il lui restait d'esprit la doctrine explosive de l'autodétermination par un gouvernement populaire et une culture révolutionnaire, si je pouvais l'exposer à la catharsis révolutionnaire de Fanon, je le servais lui, je servais le peuple et l'histoire.

C'était à San Quentin la saison des émeutes. Au début de janvier 1967. Les flics étaient depuis trois mois en plein délire de fouilles et de destruction.

A toute heure du jour ou de la nuit, nos cellules étaient envahies par des escadrons de brutes : vous êtes réveillé, battu, déshabillé, fouillé et vous attendez tout nu dehors pendant qu'ils éparpillent vos quelques rares effets personnels.

Ce traitement, la thérapie par la peur, n'était cependant pas appliqué à tous : seulement à quelques Chicanos, soupçonnés du trafic de drogue, à quelques Blancs accusés d'extorquer de l'argent aux autres, mais surtout aux Noirs.

Question de principe. La Réhabilitation par la terreur. Chaque nouveau flic doit accomplir une période d'entraînement au service actif, où il apprend les techniques de la Gestapo : toute la série des tactiques de lutte dont il devra se servir dans son travail.

Une partie de son entraînement consiste dans un cours de « close combat », il apprend le maniement de la matraque et les prises les plus simples du karaté : quelle est la manière la plus « efficace » de frapper un homme. Les nouvelles recrues doivent faire une sorte de stage dans ces escadrons avant de prendre leur poste régulier dans la ménagerie.

Ils ont toujours hâte d'utiliser leurs nouveaux talents, de « voir si ça marche vraiment ». Nous sommes forcés de faire quelque chose pour les freiner.

Les « frères » essaient de protester. Habituellement c'est par la grève, l'arrêt de travail, la fermeture des ateliers où nous travaillons à deux cents de l'heure (quelques-uns arrivent à quatre cents au bout de six mois). Les entreprises de l'extérieur qui empochent les bénéfices n'aiment pas beaucoup les grèves : ce qui veut dire que le capitaine ne les aime pas non plus parce qu'il subit à cause d'elles des pressions politiques - c'est le système de la « libre entreprise » !

Janvier à San Quentin, est ce qu'il y a de pire, il y fait froid si vous n'avez pas les vêtements appropriés ; c'est humide, sinistre. Les ternes murs verdâtres à arcs-boutants qui entourent la cour supérieure ont dix-huit à vingt mètres de haut. Il vous semble que vous êtes là pour toujours.

Le jour dont je parle, mon père était venu de Los Angeles tout seul en voiture ; il n'avait pas dormi plus de deux heures en deux jours. Nous nous serrons la main et la dialectique commence, je me lance contre le chien capitaliste, il m'écoute. Qui nous a donné ces cochons de flics ? Qui assassine les Vietnamiens ? Qui engraisse certains pour affamer les autres ? Est-ce qu'on ne construit pas dans la même rue des H.L.M. qui ressemblent à des prisons et des maisons qui ressemblent aux jardins de Babylone ? Ne fabrique-t-on pas une bombe chaque fois que l'on construit un hôpital, n'ouvre-t-on pas un bordel pour une école ?

Qui construit des avions pour mieux vendre des pilules tranquillisantes ? Qui, pour une église, élève une prison ? Chaque découverte médicale n'a-t-elle pas pour sous-produits dix nouvelles armes pour la guerre biologique ?

N'a-t-on pas porté au pinacle des hommes comme Hunt et Hughes [Haroldson Lafayette Hunt et Howard Hugues, archétypes de milliardaires américains criminels ou décadents] et mis plus bas que terre les gens comme nous ? Il me répond : « Oui, mais qu'est-ce qu'on peut y faire ? Ces salauds sont trop nombreux. »

Ses yeux se voilent et son esprit accomplit un retour en arrière dans le temps et l'espace ; il retrouve la souffrance, le délaissement, les rêves impossibles, les promesses rompues, les ambitions oubliées, les espoirs brisés, le temps où il, était jeune, rôdant dans la campagne de Louisiane à la recherche de quelque chose à manger.

Il m'a parlé pendant dix minutes de choses révolues, de gens que je ne connaissais pas : « Il va falloir le rendre (quoi ?) à tante Bell », de lieux où nous n'avions pas été ensemble. Deux fois, il m'a appelé du nom de son frère. J'étais tellement saisi que je ne pouvais que rester assis et cligner les yeux.

L'homme qui me parlait ne prenait rien au sérieux, c'était l'homme équilibré, le nègre réaliste, travailleur, ne se plaignant jamais, le « monsieur » noir bien élevé et suave ! Ils l'ont jeté dans l'abîme de la folie.

Sous le vernis « blanc » est enfouie la terrible et vindicative fureur noire. Il y a encore beaucoup de Noirs de sa génération, celle de la Grande Dépression, du temps où un Noir ne pouvait même plus s'en sortir en étant serviteur ; même ça s'était tari.

Les Noirs se battaient à mort pour des postes de porteur, de groom, de pêcheur de perles, de cireur de chaussures.

Mon poing serré se lève pour eux. Je leur pardonne, je comprends, et s'ils consentent à cesser de collaborer, à cesser « maintenant », et à se rallier à notre révolution, ne serait-ce qu'en acquiesçant d'un signe de tête, nous leur pardonnerons de nous avoir jetés nus dans ce monde grotesque et pernicieux. Les colonies noires d'Amérique ne sont pas sorties de la Dépression depuis la fin de la guerre de Sécession.

Nous vivons dans une « dépression régionale » depuis la fin de l'esclavage. Le commencement du nouvel esclavage a été marqué par un chômage massif et un sous-emploi qui est encore notre lot. La guerre de Sécession a détruit l'aristocratie terrienne. La dictature de la classe agraire a été remplacée par celle du capitalisme industriel. Le néo-esclavagiste a détruit la plantation qui n'était pas rentable, et a construit, sur ses ruines, l'usine où mille subalternes lui sont attachés.

Comme nous ne connaissions pas d'autre métier que le travail de la terre, qui s'était révélé un mauvais placement, nous avons reçu en partage les tâches subalternes, les basses besognes. C'est encore comme ça aujourd'hui : nous formons une sous-culture subalterne, une aire de dépression à l'intérieur du système monstrueux qui nous a créés.

Les quatre autres phases du cycle de l'économie capitaliste sont : le rétablissement, l'expansion, l'inflation et la récession. Avons-nous connu un « rétablissement » ou une phase d'expansion ? Nous subissons en victimes les courants inflationnistes de l'économie globale : qui souffre le plus quand le prix des denrées de première nécessité monte ?

Quand l'économie-mère plonge dans l'inflation et la récession, nous connaissons une sous-dépression.

Quand elle passe à la dépression, nous sommes réduits au désespoir le plus total. Il n'y a entre l'expérience de mon père et la nôtre qu'une

différence de degré. Nous arrivons parfois à trouver quand même un travail, ils ne pouvaient pas ; nous pouvons aller dîner chez maman quand les choses deviennent vraiment serrées ; eux, non. Il y a maintenant la sécurité sociale et un emploi de femme de ménage pour maman. En ce temps-là, la sécurité sociale n'existait pas. La dépression est un phénomène économique.

C'est une phase du cycle économique capitaliste, un de ses aspects nécessaires. Les colonies du capitalisme, marchés secondaires, formeront toujours des aires de dépression : la demande de travail décroît régulièrement, et du fait du progrès de l'automatisation, devient de plus en plus spécialisée ; ainsi le colonisé, qui n'a pas de spécialisation, en est réduit à des rôles qui lui ferment tout espoir de promotion.

Apprendre les nouvelles techniques (si nous en avons le droit) ne servirait à rien. Cela ne peut aider les masses, parce qu'il y a un plafond pour la demande de main-d'œuvre. Ce plafond baisse à chaque progrès des techniques de production ; apprendre les nouvelles techniques ne ferait que nous mettre en compétition avec les travailleurs en place, une compétition où nous ne pouvons, ni ne voulons gagner.

Il n'y a pour nous aucun vide à remplir dans le monde du travail. Et de toute façon, nous ne voulons pas favoriser le capitalisme aux dépens du peuple.

Le capitalisme est l'ennemi, il doit être détruit. Il n'y a pas d'autre solution. Le système n'est pas compatible avec l'élaboration d'une société moderne industrielle et urbaine.

Les hommes naissent dans la servitude ; le contrat entre gouvernement et gouvernés perpétue cette servitude. Les hommes en place doivent à ceux qui leur ont fait confiance, une distribution équitable de la richesse et des droits.

Chaque individu né dans les cités d'Amérique devrait avoir droit aux biens nécessaires à sa survie.

Un rôle social, une éducation, des soins médicaux, la nourriture, l'abri, la compréhension, toutes ces choses devraient lui être garanties dès sa naissance ; en vérité, elles ont été assurées par toutes les sociétés humaines, jusqu'à celles-ci.

Pourquoi les hommes laissent-ils d'autres hommes les gouverner ? A quoi servent les ministères de la Santé, de l'Éducation, des Affaires sociales ? Pourquoi donner à des hommes le pouvoir ? Pourquoi payer des impôts ? Pour rien ? Pour qu'ils disent ensuite que le monde ne doit rien à nos fils ? Ce monde nous doit les moyens de vivre, dès le jour de notre naissance. Ou alors ce n'est pas la peine de parler de civilisation, et nous pouvons dénier le pouvoir à tout dirigeant.

L'évolution de la société urbaine moderne nous a rendus totalement dépendants du gouvernement. Nous ne pouvons plus assurer individuellement la subsistance de notre famille. Nous ne pouvons élever et éduquer nos enfants à la maison, organiser seuls notre propre travail à l'intérieur de la structure urbaine. En conséquence, nous laissons certains se spécialiser dans la coordination de ces activités.

Nous les payons, les honorons et leur accordons un pouvoir de contrôle sur certains aspects de nos vies, pour qu'en retour, ils prennent en charge chaque nouveau venu dans cette société et l'aident jusqu'à ce qu'il soit capable de subvenir à ses propres besoins et d'apporter sa contribution à l'œuvre collective.

Si l'homme qui naît dans la société américaine n'a aucun droit, si la profession de foi capitaliste est que « le monde ne vous doit pas les moyens de vivre », alors ce qu'a fait ma grand-mère n'a rien de scandaleux. S'il est vrai que le gouvernement n'a pas pour tâche d'organiser, alors le fait que mon père n'a eu nulle part où chercher de l'aide jusqu'à ce qu'il puisse s'aider lui-même est sans signification.

Mais cela veut aussi dire que nous sommes en proie à une monstrueuse contradiction et ne pouvons pas plus prétendre être civilisés qu'une bande de babouins. Qu'est-ce alors qui a mis obstacle au bien-être de mon père ? Qui a condamné toute sa génération à une vie sans joie ? Qui a opprimé ceux de mon âge depuis leur naissance et pendant chaque jour de leur vie ?

C'est le capitalisme, l'homme du capitalisme, briseur de mondes, fléau du peuple. Il ne peut satisfaire nos besoins, il ne peut ni ne veut se transformer et s'adapter aux changements naturels qui se produisent à l'intérieur d'une société.

C'est l'homme noir qui a subi les préjudices les plus graves. Il ne servirait à rien de s'attarder sur ces drames, ils sont innombrables, nous n'y pouvons plus rien. Mais nous, qui avons survécu, devons enfin faire un retour sur nous-mêmes et nous interroger.

Le système social est basé sur la compétition : compétition pour la richesse, les honneurs et les titres ; le Noir dressé contre lui-même, dressé contre les classes pauvres des Blancs et des Bruns, la compétition sans merci, sournoise, virulente, le style de vie américain.

Cette compétition a tué la confiance. Pour les Noirs, une prime est offerte à la méfiance. Tout autre Noir est vu comme un rival ; l'homme astucieux et réaliste est celui qui se fiche pas mal des autres cons, le cynique qui a laissé tomber tout principe qu'il aurait pu ramasser par erreur.

Nous ne pouvons aimer si nous supposons que l'autre va inévitablement se servir de notre amour comme d'une arme contre nous. Il va falloir repartir à zéro, et cette fois, tout sera au grand jour, nous ne nous trahisons plus les uns les autres, nous connaissons la confiance et l'amour.

J'exclus quiconque est partisan, si peu que ce soit, du capitalisme, ou a le sentiment d'avoir quelque chose à perdre à sa destruction. Celui-là est notre ennemi irréconciliable.

Nous ne pouvons plus compter sur des gens comme Cosby, Gloves Davis [l'agent de police noir de Chicago qui tua Fred Hampton] ou le vieux conducteur d'autobus qui a témoigné au procès de Huey Newton. Tout homme qui se lève pour défendre le capitalisme doit être jeté à terre.

C'est maintenant, « aujourd'hui », que notre maladie doit être identifiée comme étant le capitalisme, machinerie monstrueuse qui possède, programmé dans chacun de ses cycles, le pouvoir insensé de nous meurtrir. Je suis né avec un cancer incurable, un mal pernicieux et suppurant qui m'a attaqué juste derrière les yeux et n'a cessé de s'étendre pour détruire ma paix. Il m'a volé ces vingt-huit années. Il nous a volé à tous bientôt cinq siècles. Le plus grand criminel de tous les temps. Nous allons l'arrêter maintenant.

Rappelez-vous les histoires que vous avez lues sur les animaux qui vivent en troupes : le grand bison, le caribou, renne américain. Le grand bison américain est un animal grégaire ou, si vous préférez, social, tout comme nous.

Nous sommes des animaux sociaux, nous avons besoin, pour nous sentir en sécurité, d'avoir autour de nous d'autres individus de notre espèce. Rares sont les hommes qui aiment la solitude complète ; être constamment seul est une torture pour l'homme normal. Le bison, le bœuf, le caribou et quelques autres ressemblent aux hommes en ce qu'ils ont besoin, la plupart du temps, de compagnie ; ils ont besoin de se frotter les uns aux autres tout comme nous nous serrons la main, nous tapons dans le dos ou nous embrassons.

De tous les habitants de la planète, nous autres Noirs sommes ceux qui aimons le plus être ensemble, nous sommes les plus sociables. Les animaux grégaires mangent, dorment et se déplacent en groupe. Ils ont besoin d'être avec les autres pour se sentir en sécurité. Ce qui signifie aussi qu'ils ont besoin de chefs. Si le bison doit manger, dormir et se déplacer en

groupe, cela implique logiquement un facteur de coordination, autrement certains dormiraient pendant que les autres voyageraient. Sans ce rapport du troupeau à son chef, le groupe se disperserait, aux moments critiques, en cent directions différentes.

Mais si le chef du troupeau fait un faux pas, glisse et se tue en tombant d'une hauteur, il est probable que tout le troupeau périra à sa suite. Le chasseur l'a bien compris. Le prédateur a appris, en constatant ce phénomène, que chaque groupe se donne naturellement un chef, et qu'à ces chefs naturels revient la responsabilité de la coordination des activités du groupe, de son organisation.

Le chasseur de bisons savait que, s'il pouvait identifier et isoler le chef du troupeau et le tuer, le reste des animaux serait sans défense, à sa merci. Nous autres Noirs avons le même problème que le bison, la même faiblesse aussi, et le prédateur comprend très bien cette faiblesse. Huey Newton, Ahmed Evans, Bobby Seale, des centaines d'autres devront périr conformément au plan fasciste.

C'est une sorte de sélection naturelle à l'envers. Medgar Evers, Malcom X, Bobby Hutton, Brother Booker, W. L. Noland, M. L. King, Featherstone, Mark Clark et Fred Hampton ne sont qu'un petit nombre de ceux qui ont connu le sort du bison. L'effet sur nous de ces agissements de la droite est classique et semble sortir d'un manuel scolaire d'économie politique fasciste.

A l'instant où émerge une tête noire, on la coupe ou on la pend avec l'accord des tribunaux et de la presse ; la réponse prédéterminée à cette situation est une indifférence schizoïde, la fuite ou le refuge en des satisfactions imaginaires. « Oh jours heureux, oh jours heureux, oh jours heureux. » L'auto-hypnose conduit à l'hallucination. Le chef noir possible voit la condition lamentable du troupeau : la corruption, les préoccupations futiles, l'évidente inaptitude à s'occuper des questions vitales.

Il pèse ce qu'il peut attendre de cette masse et les risques qu'il encourrait entre les mains du monstre fasciste et, naturellement, il décide de se débrouiller tout seul ; il sent qu'il ne peut pas nous aider parce que notre cas est désespéré, et se dit qu'il ferait mieux de profiter de la vie.

Tels sont les Noirs qui ont « réussi » par opposition aux « ratés ». On les trouve sur les terrains de sport, sur la scène, jouant la comédie et s'amusant à des jeux d'enfants ; ils sont tout aussi pitoyables que les prétendus ratés.

Nous avons été colonisés par l'économie blanche fasciste et c'est d'elle que nous tenons notre semblant de sous-culture, et les attitudes qui perpétuent notre condition, ces attitudes qui nous font nous livrer les uns les autres aux flics du Klan. Il nous arrive même de travailler à leurs côtés, pistolet en main.

C'est un Noir qui a tué Fred Hampton ; ce sont des Noirs travaillant pour la C.I.A. qui ont tué Malcom X ; les nombreuses polices par lesquelles le fascisme se protège du peuple, emploient beaucoup de Noirs. Ces attitudes fascistes nous ont envoyés en Europe, en Asie (un quart des morts du Vietnam sont noirs), et même en Afrique (au Congo, pendant la tentative de Simba d'établir un gouvernement populaire) mourir pour rien.

Dans les événements récents d'Afrique et d'Asie, nous avons laissé le néo-esclavagiste se servir de nous pour asservir des peuples que nous aimons. Nous sommes si perdus, si invraisemblablement naïfs que, non seulement nous n'arrivons pas à distinguer en général le bien du mal, mais encore nous ne voyons pas ce qui est bon ou mauvais pour nous dans des questions qui nous concernent directement, comme la libération des colonies noires. L'entreprise économique du gouvernement dont le seul but est de nous asservir un peu plus, de nous tenir et de nous espionner, l'entreprise noire payée par l'État pour s'infiltrer parmi nous et retarder notre libération, sont acceptées et même parfois bien accueillies.

Mais on évite les Panthères noires, ils ont du mal à trouver protection parmi le peuple. Ils sont nos frères, nos fils, ceux qui n'ont pas peur, ceux qui n'ont pas été aussi paresseux que les autres ; ceux dont la vision n'a été ni rétrécie, ni obscurcie. Si nous laissons la machine fasciste détruire ces frères, notre rêve d'éventuelle autodétermination et de contrôle de notre existence, mourra avec eux, et les générations à venir nous maudiront et nous condamneront pour cette lâcheté irresponsable.

J'ai un frère courageux, je l'aime plus que moi-même, mais je l'ai donné à la révolution. J'accepte la possibilité de sa mort, comme j'accepte l'éventualité de la mienne. Une faiblesse, un faux pas, une erreur, et nous sommes morts ; nous sommes ceux qui ne peuvent se permettre aucune faute. J'accepte cela comme un aspect nécessaire de notre vie.

Je ne veux plus voir d'esclaves noirs. J'ai un ennemi bien précis qui ne nous accepte que sur la base maître-esclave. Si je me révolte, l'esclavage meurt avec moi. Je refuse de le perpétuer. Voilà le sens de ma vie. Maman noire, il va falloir que tu cesses de fabriquer des lâches : « sois bien gentil », « je vais être si inquiète, mon petit », « ne te fie pas à ces nègres », « ne te laisse pas faire par ces mauvais nègres, mon petit », « gagne bien de l'argent, mon petit ». Maman noire, ton souci exagéré de la survie de tes fils se paie de la perte de leur humanité.

Le jeune membre du parti des Panthères, notre éclaireur, il faut l'accepter, le protéger, le laisser faire. Nous devons l'écouter et l'instruire ; il sera bientôt un homme, un fils, un frère dont nous pourrions être fier. S'il flanche, nous le remonterons ; chaque fois qu'il fera un pas, nous le ferons avec lui. Nous aurons la même dialectique, nous communierons dans une parfaite harmonie. Jamais plus, jamais, il n'y aura une autre affaire Fred Hampton. Le Pouvoir au peuple. ■

Le soulèvement de la prison d'Attica

Le 22 août 1971, à la suite de la mort de George Jackson, à la cantine de la prison d'Attica, 700 prisonniers s'étant mis un brassard noir. Le 30, 300 se font porter malades.

Le contexte de la prison était le suivant. Il y avait 2 243 prisonniers, alors que le nombre prévu de places était de 1 600. 54 % des prisonniers étaient afro-américains, 9 % portoricains. 40 % avaient en-dessous de trente ans.

Sur les 383 gardiens de prison, un seul était un latino et il n'y avait aucun afro-américain. Leur violence était endémique et le racisme absolument assumé. Chaque jour, les prisonniers passaient entre 14 et 16 heures dans leurs cellules de 180 cm sur 280. Pour cinq heures de travail, un prisonnier était payé entre 30 cents et un dollar.

En juillet 1971, un regroupement de prisonniers fondé le mois précédent, la *Attica Liberation Faction*, avait formulé des revendications auprès de l'administration pénitentiaire ; l'inspiration vient du the *Folsom Prisoners' Manifesto* écrit par un chicano, Martin Sousa, lors d'un mouvement dans une prison de Californie l'année précédente.

Tout cela fit boule de neige et le 9 septembre 1971 commença le soulèvement. La prison passa sous le contrôle des prisonniers, avec une prise d'otage du personnel pénitentiaire.

Celui-ci fut écrasé dès le 13, par une intervention militaire provoquant la mort directe de 9 des 10 gardiens otages, et tuant 29 prisonniers. La répression fut d'une brutalité absolue.

Entretemps, il y avait eu des négociations, mais l'État américain décida de réprimer le plus fortement et le plus rapidement possible ; l'écrasement du soulèvement eut un retentissement mondial.

La révolte des prisonniers d'Attica devint emblématique d'une capacité des prisonniers à dépasser leur horizon criminel immédiat pour atteindre une conscience sociale-révolutionnaire.

Durant toutes les années 1970-1980, il y eut des espoirs significatifs en ce sens du côté des révolutionnaires, avec comme point culminant le soulèvement de la prison de Strangeways, à Manchester, en 1990, qui dura 25 jours. La même année eut lieu le soulèvement de la prison tchécoslovaque de Leopoldov.

Mais s'il y avait bien des revendications, naturellement il n'y eut aucun passage à un autre niveau de conscience. C'était une conception spontanéiste que de penser qu'une lutte suffisait à avancer sur ce plan, et d'autant plus de la part de criminels.

L'exemple américain le montrait amèrement : le soulèvement de février 1980 dans le New Mexico State Penitentiary fut un succès total, mais s'il y eut des revendications, il y eut surtout des affrontements entre prisonniers, la torture et le meurtre de prisonniers considérés comme des informateurs de l'administration.

Concrètement, à partir des années 1970-1980, toute organisation de prisonniers tend au clanisme, à la mise en place de gangs ; cela rend impossible l'espoir idéaliste d'une révolte sociale.



Voici le manifeste de la *Attica Liberation Faction*, juste avant le soulèvement.

MANIFESTE DES REVENDICATIONS

1. Nous exigeons le respect du droit constitutionnel à une représentation juridique lors de toutes les audiences de la commission des libérations conditionnelles, ainsi que la protection contre les procédures des autorités de libération conditionnelle, qui ne prévoient aucune garantie procédurale, comme la présence d'un avocat pour le contre-interrogatoire des témoins, des témoins à décharge du libéré conditionnel, lors des audiences de révocation de la libération conditionnelle.

2. Nous exigeons une modification du personnel médical, de la politique et des procédures médicales. L'hôpital de la prison d'Attica est totalement inadéquat, en sous-effectif et biaisé dans le traitement des détenus. De nombreuses « erreurs » sont commises à maintes reprises ; des médicaments inappropriés et erronés sont administrés par un personnel non qualifié. Nous exigeons également des examens médicaux réguliers pour tous les détenus et la présence d'un nombre suffisant de praticiens agréés 24 heures sur 24, au lieu de l'assistance aux détenus actuellement utilisée.

3. Nous exigeons des conditions et des installations de visite adéquates pour les détenus et leurs familles. Les installations de visite de la prison sont telles qu'elles empêchent les détenus et leurs familles de recevoir des visites adéquates.

4. Nous exigeons la fin de la ségrégation des détenus de la population carcérale principale en raison de leurs convictions politiques. Certains hommes placés en isolement y sont confinés uniquement pour des raisons politiques et leur isolement est indéfini.

5. Nous exigeons la fin des persécutions et des sanctions contre les détenus qui exercent leur droit constitutionnel à la dissidence pacifique. Les détenus d'Attica et des autres prisons de New York ne peuvent être contraints de travailler, car ces prisons ont été construites pour héberger des détenus, et rien n'indique que les détenus soient obligés d'effectuer des travaux pénitentiaires pour rester au sein de la population carcérale principale et/ou être libérés. De nombreux détenus estiment que leur force de travail est exploitée afin que l'État accroisse son pouvoir économique et continue de développer ses industries pénitentiaires (des complexes à plusieurs millions de dollars), mais ils ne développent pas de compétences professionnelles acceptables pour un emploi à l'extérieur, et leur rémunération ne dépasse pas quarante centimes par jour en moyenne. La plupart des détenus ne gagnent jamais plus de cinquante centimes par jour. Les prisonniers qui refusent de travailler à des taux exorbitants, ou qui font grève, sont punis et séparés sans avoir accès aux privilèges partagés par ceux qui travaillent ; c'est une législation de classe, une division de classe, et cela crée des hostilités au sein de la prison.

6. Nous exigeons la fin des persécutions politiques et raciales, ainsi que le déni du droit des détenus à s'abonner à des journaux politiques, des livres ou toute autre chronique éducative et médiatique d'actualité transmise par courrier postal.

7. Nous exigeons que les industries soient autorisées à pénétrer dans les établissements pénitentiaires et à employer des détenus pour huit heures de travail par jour, conformément aux barèmes de salaires. Les conditions de travail en prison ne créent pas d'incitations au travail comparables à celles des nombreux emplois à l'extérieur, et un détenu en liberté conditionnelle est

confronté à de nombreuses contradictions liées à son travail, ce qui accroît ses difficultés d'adaptation. Les industries extérieures qui souhaitent pénétrer dans les prisons devraient être autorisées à y entrer pour y trouver un emploi.

8. Nous exigeons que les détenus aient le droit d'adhérer à des syndicats ou d'en former.

9. Nous exigeons que les détenus aient le droit de subvenir aux besoins de leur famille. Actuellement, des milliers de bénéficiaires de l'aide sociale doivent partager leurs allocations pour soutenir leurs proches emprisonnés, qui, sans aide extérieure, ne peuvent même pas acheter d'articles de toilette ou de nourriture. Les hommes rémunérés au salaire d'appoint pourraient subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille pendant leur incarcération.

10. Nous exigeons que les agents pénitentiaires soient poursuivis en justice pour tout acte de châtement cruel et inhabituel, sauf en cas de vie ou de mort.

11. Nous exigeons que tous les établissements employant des détenus soient tenus de se conformer aux lois fédérales et étatiques sur le salaire minimum.

12. Nous exigeons la fin de l'escalade des brutalités physiques perpétrées contre les détenus des prisons de l'État de New York.

13. Nous exigeons la nomination de trois avocats du Barreau de l'État de New York à temps plein pour fournir une assistance juridique aux détenus en quête de mesures de redressement après leur condamnation, et pour assurer la liaison entre l'administration et les détenus afin de porter les plaintes des détenus à l'attention de l'administration.

14. Nous exigeons la mise à niveau des conditions de travail dans l'industrie conformément aux normes prévues par la législation de l'État de New York.

15. Nous exigeons la mise en place d'un régime d'assurance pour les détenus en cas d'accident du travail.

16. Nous exigeons la mise en place de programmes de formation professionnelle syndiqués comparables à ceux du système pénitentiaire fédéral, prévoyant des instructions syndicales, des échelles salariales syndicales et l'adhésion syndicale à l'issue de la formation professionnelle.

17. Nous exigeons un compte rendu annuel du Fonds de loisirs des détenus et la création d'un comité de détenus pour leur permettre de s'exprimer sur l'utilisation de ces fonds.

18. Nous exigeons que l'actuelle Commission des libérations conditionnelles, nommée par le gouverneur, soit supprimée et remplacée par une commission élue au suffrage universel. Dans un monde où de nombreux crimes sont punis de peines indéterminées, où l'autorité agit dans le secret et avec un pouvoir discrétionnaire absolu, accordant une grande importance aux accusations portées par les employés pénitentiaires contre les détenus, ces derniers se sentent pris au piège s'ils ne sont pas disposés à renoncer à leur désir d'indépendance.

19. Nous exigeons que le Parlement de l'État crée une commission de surveillance salariée à temps plein pour les prisons d'État. Cette commission serait chargée d'évaluer les allégations formulées par les détenus, leurs familles, leurs amis et leurs avocats contre les employeurs accusés d'avoir agi

de manière inhumaine, illégale ou déraisonnable. Cette commission devrait être composée de personnes nommées par une association de psychologues ou de psychiatres, par le barreau de l'État ou par l'Union des libertés civiles, ainsi que par des groupes de citoyens concernés.

20. Nous exigeons la fin immédiate des tensions raciales de la part de l'administration pénitentiaire de cet État.

21. Nous exigeons que le Département des services correctionnels fournisse à tous les détenus les services de conseillers ethniques pour les services spécifiques nécessaires aux personnes noires et métisses de cette prison.

22. Nous exigeons la fin de la discrimination dans les jugements et les quotas de libération conditionnelle pour les personnes noires et métisses.

23. Nous exigeons que tous les détenus soient présents lors de la fouille de leurs cellules et de leurs biens par les agents pénitentiaires des prisons d'État.

24. Nous exigeons la fin de la discrimination à l'égard des détenus lors de leur comparution devant la Commission des libérations conditionnelles. La plupart des détenus se voient refuser la libération conditionnelle uniquement en raison de leurs antécédents judiciaires. Les peines de réclusion à perpétuité ne devraient pas imposer plus de dix ans d'emprisonnement, car sept ans constituent la durée prévue pour une interdiction de séjour à vie. Si un homme ne peut être réhabilité après un maximum de dix ans de programmes constructifs, il doit être placé dans un centre de santé mentale, et non en prison.

25. Nous exigeons une meilleure alimentation pour les détenus. La nourriture est un désastre gastronomique. Nous exigeons également que de l'eau potable soit mise à disposition sur chaque table et que chaque détenu soit autorisé à consommer autant de nourriture et de pain qu'il le souhaite, au lieu des portions extrêmement limitées et du nombre limité de tranches de pain (4). Les détenus souhaitant un régime sans porc devraient en bénéficier, car 85 % de notre alimentation est composée de viande de porc ou d'aliments saturés de porc.

26. Nous exigeons la fin des mauvaises conditions d'hygiène qui règnent dans le réfectoire : plateaux sales, ustensiles sales, gobelets tachés, et la fin de la pratique consistant à servir les repas sans protection plusieurs heures avant l'heure des repas.

27. Nous exigeons l'instauration d'un règlement unique pour toutes les prisons de cet État, au lieu du système actuel où chaque directeur élabore les règles de son établissement comme il l'entend.

EN CONCLUSION

Nous sommes résolus et exigeons, en tant qu'êtres humains, la dignité et la justice qui nous sont dues de par notre naissance. Nous ignorons comment le système actuel de brutalité, de déshumanisation et d'injustice a pu se perpétuer en cette époque des Lumières, mais nous en sommes la preuve vivante et nous ne pouvons le permettre.

Les contribuables qui sont par hasard nos mères, nos pères, nos sœurs, nos frères, nos filles et nos fils doivent être conscients de la façon dont leurs impôts sont dépensés pour priver leurs fils, leurs frères, leurs pères et leurs oncles de justice, d'égalité et de dignité.

Voici les revendications des prisonniers d'Attica dans le cadre du soulèvement.

LES 15 PROPOSITIONS PRATIQUES

1. Appliquer la loi sur le salaire minimum de l'État de New York à toutes les institutions de l'État. STOP AU TRAVAIL ESCLAVE.
2. Permettre à tous les détenus de l'État de New York d'être actifs politiquement, sans intimidation ni représailles.
3. Accorder une véritable liberté religieuse.
4. Mettre fin à toute censure des journaux, magazines, lettres et autres publications provenant des éditeurs.
5. Permettre à tous les détenus, à leurs frais, de communiquer avec qui ils veulent.
6. Lorsqu'un détenu atteint la date de sa libération conditionnelle, lui accorder une libération totale sans possibilité de libération conditionnelle.
7. Cesser les nouvelles condamnations administratives pour les détenus renvoyés pour violation de leurs conditions de libération conditionnelle.
8. Mettre en place des programmes de réinsertion réalistes pour tous les détenus, en fonction de leur délit et de leurs besoins personnels.
9. Sensibiliser tous les agents pénitentiaires aux besoins des détenus, c'est-à-dire à la compréhension plutôt qu'à la punition.
10. Offrez-nous une alimentation saine, cessez de nous gaver de porc et donnez-nous des fruits frais chaque jour.
11. Moderniser le système d'éducation des détenus.
12. Nous doter d'un médecin qui examinera et traitera tous les détenus qui le demandent.
13. Créer une délégation institutionnelle composée d'un détenu de chaque établissement, autorisée à s'adresser à l'administration de l'établissement pour toute réclamation (tous les trimestres).
14. Nous accorder une réduction du temps passé en cellule et davantage de loisirs grâce à de meilleurs équipements et installations.
15. Supprimer les murs intérieurs, créer une cour ouverte et mettre fin à l'isolement et aux punitions.

Os Cangaceiros : l'ultra-gauche contre les prisons

La première partie des années 1970 fut marquée en France par des troubles ininterrompus dans les prisons françaises, surtout en 1971 et en 1974. S'y associent des revendications, amenant parfois à des coups d'éclat comme celui de la prise en otage de la cour d'assises de Nantes en 1985, pendant 36 heures. Les protagonistes furent le multirécidiviste Georges Courtois épaulés de Patrick Thiolet et Abdel Karim Khalki (qui à un moment tint un Coran à la main).

On est ici dans une vraie dénonciation des abus énormes de la prison bourgeoise et une prétention immense de bandits ayant une lecture romantique de leur existence, conçue comme de la piraterie moderne. C'est ce qu'on retrouve dans le livre *L'Instinct de mort* du criminel Jacques Mesrine, qui a exercé une vraie fascination populaire et à l'ultra-gauche, notamment par le soutien de gens comme Charlie Bauer.

L'instauration en 1975 des « quartiers de haute sécurité » (QHS) a largement été utilisé comme prétexte pour justifier ce romantisme anti-prisons. C'est ici qu'on retrouve l'organisation française Os Cangaceiros. Totalement inconnue, elle a pourtant mené une série d'actions illégales d'ampleur en France pendant de longues années, sur la base d'une idéologie d'ultra-gauche.

L'organisation est née à Nice dans les années 1970 ; initialement dénommée *Les Fossoyeurs du Vieux Monde*, elle tire son nom du film brésilien éponyme et signifie « les sans-lois ». En ce sens, Os Cangaceiros a notamment voyagé en Angleterre et en Italie (mais aussi en Belgique et en Pologne), apprenant des luttes locales et y contribuant, du moins de son point de vue.

La prison a été son thème de prédilection, avec notamment la diffusion en 1990 du plan intégral des nouvelles prisons en construction, avec les informations techniques à tous les niveaux.

En 1985, il y a également en solidarité avec les révoltes dans les prisons de très nombreuses actions : des barricades incendiaires sur les lignes ferroviaires Nantes-Paris, Toulouse-Paris, Nîmes-Tarascon, Paris-Le Havre, Paris-Strasbourg...

Ainsi que le sabotage des installations du TGV au sud de Paris, le sabotage de l'imprimerie IPLO près de Nantes bloquant les quotidiens parisiens (« Tous ces journaux sont connus pour leur hostilité au récent mouvement de révolte dans les prisons »).

Os Cangaceiros a également, dans ce cadre, crevé les pneus du convoi accompagnant le Tour de France. Quel rapport avec les prisons ? Il en va ici pareillement que pour les sabotages du transport ferroviaire. On est dans le « situationnisme » : la société serait totalement fausse, tout serait du spectacle en permanence et il s'agit de faire en sorte de saboter cette idéologie endormant les masses.

Encore que « les masses » n'est pas un concept d'ultra-gauche. Pour l'ultra-gauche, il y a une sorte de prolétariat qui flotte et, forcément, les révoltes dans les prisons forment quelque chose de bien plus intéressant car prétexte à dynamiter la « société du spectacle ».

Voici le préambule et la liste qu'Os Cangaceiros, qui disparaît au début des années 1990, fait de ses actions lors de la diffusion des plans des prisons nouvellement construites. Des paroles de chanson ont été ajoutés, du groupe de rock alternatif les Béruriers Noirs.

PREAMBULE

Que le monde apparaisse tel qu'il est, cela devrait suffire à son infamie.
Lorsque Dante a écrit "L'Enfer", il n'a pas demandé par-
dessus le marché qu'on y promulgât des réformes!
Serge Coutel, *L'Envolée*.

Depuis plus de vingt ans, un nombre grandissant de détenus n'admet plus la sanction. De même qu'hors des murs ils rejettent les règles du jeu social, à l'intérieur ils refusent l'expiation et la peine qui constituèrent pendant près de deux siècles la morale pénitentiaire destinée à les maintenir dans l'écrasement. Aujourd'hui, les prisonniers de la Démocratie non seulement contestent clairement la politique pénale d'un quelconque gouvernement, mais s'en prennent ouvertement au principe même de la détention. Pour parer à cette vague de contestation sans précédent, la Chancellerie a mis en œuvre un programme de renouvellement et de modernisation des taules, lui aussi sans précédent.

Jusqu'aux émeutes de 1971, la gestion des prisons françaises était restée figée. L'Administration Pénitentiaire parvenait à ce que l'inévitable révolte que suscite chez certains prisonniers leur détention reste isolée ou, qu'au moins, on n'en entende pas parler dans la société, sinon dans la rubrique des faits divers. Les explosions de 1971 et 1974, qui embrasèrent l'ensemble des établissements pénitentiaires, créèrent une situation nouvelle. La force de l'émeute et la violence de la répression furent un choc pour la société. L'A.P. fut contrainte de lâcher du lest et de réformer un règlement intérieur resté inchangé durant des décennies. Depuis, les détenus n'ont cessé de battre en brèche l'autorité pénitentiaire.

Alors que la séparation et l'atomisation sont devenues les conditions dominantes, rares sont les lieux où peut s'élaborer pratiquement une critique collective. Paradoxalement, la prison constitue encore un tel lieu. A la différence de ce qui se passe dans la plupart des cas à l'extérieur des murs — où l'expérience du malheur est vécue solitairement et signifie souvent un désarmement individuel —, l'expérience du malheur partagée par les détenus est une arme contre la solitude et le silence carcéral. Parce qu'elle trouve une résonance collective immédiate, malgré la volonté "administrative" de placer chacun dans un confinement purement individuel, une telle expérience engendre une dangereuse cohésion. Les mouvements collectifs incessants qui secouent les prisons depuis 1985 et les réseaux de solidarité qui se sont constitués depuis en témoignent. En dépit des traitements destructifs, des années d'enfermement supplémentaires, la rébellion revient périodiquement enflammer les taules. L'exigence de liberté s'y manifeste sans ambiguïté.

Le sinistre "Programme des 13000" répond avant tout à cette situation de révolte endémique dans les murs, selon une technique et une stratégie éprouvées. Tout comme l'Etat restructure l'appareil industriel, il construit des prisons "nouvelles normes", en désaffecte certaines, en rénove d'autres. On remplace des prisons vétustes d'où l'on s'évade comme on dynamite des tours de cités HLM où l'on se révoltait il y a dix ans. Pour domestiquer l'insoumission des populations qu'on y a parquées, les "grands ensembles" de banlieue ont été rénovés policièrement et repeints aux couleurs de l'époque. On y trouve, au milieu d'une même misère, les attributs de toute société avancée : la police et le mensonge démocratique.

Avec les prisons nouvelles normes c'est la modernité répressive qui s'introduit dans les murs. Le but avoué — l'humanisation, la salubrité, le désengorgement des établissements surpeuplés⁽¹⁾ —, masque en réalité la volonté de mettre ces lieux au diapason de l'ordre social. L'inadéquation à cet ordre condamne les anciens établissements. Les portes des prisons s'ouvrent au monde extérieur pour y laisser pénétrer le principe civilisateur de notre temps ; la séparation techniquement équipée. La pure répression a longtemps constitué le seul recours de l'autorité pour défaire la révolte. Désormais, il faut la prévenir d'emblée, l'étouffer dans la pensée. C'est aux mesures réformistes qu'échoit de plus en plus le rôle de contraindre les individus non plus seulement à respecter les règles sociales, mais à les épouser. La réforme est la continuation par d'autres moyens de la répression. Elle procure une efficacité accrue au contrôle social. Cette préoccupation se trouve au cœur de la conception des nouvelles prisons.

(1) Il faut que la Chancellerie soit à court d'imagination pour laisser entendre une telle ineptie. Plus on construira de prisons, plus on enfermera de gens ! Cette banalité on la retrouve même dans la bouche de directeurs de taules. La surpopulation entraîne une promiscuité effroyable qui s'ajoute aux motifs constants de révolte. En répartissant "rationnellement" les détenus, la Chancellerie prétend, comme elle ne se prive pas de le claiçonner partout, faire œuvre de salubrité, mais il s'agit en l'occurrence d'une opération qui obéit à des considérations de maintien de l'ordre plus qu'à des velléités humanistes. Les places vacantes sont destinées à trouver preneurs, maintenant comme par la suite. A tel point que la Chancellerie a exigé (comme on le lira dans la documentation technique) un surdimensionnement des équipements pour faire face à une future surpopulation.

Pour la première fois au XX^e siècle, l'A.P. dispose d'un outil neuf et adéquat pour appliquer sur une grande échelle la stratégie de son choix; et non plus réagir au coup par coup. Jusqu'ici, elle n'avait fait que reculer en libéralisant peu à peu le régime de la détention. Maintenant, les 13000 nouvelles places constituent un volant de manœuvre qui permettra une meilleure gestion de l'ensemble des détenus. On imagine l'usage frénétique que feront les juges de ce surcroît de cellules, l'incarcération quasi systématique étant la politique générale; pour mémoire : 100 000 condamnations par an à des peines de prison ferme. Ce programme octroie à la Chancellerie la possibilité d'anticiper sur une future politique pénale. L'étendue des moyens étudiés pour circonscrire rapidement, à défaut de les empêcher, toute mutinerie et mouvement collectif est portée à un point tel qu'elle prétend juguler jusqu'à l'idée même d'une évasion². L'A.P. a tiré parti des observations réalisées dans ses établissements, notamment ceux mis en fonction dans la tranche Badinter. Les prisons gigantesques comme Loos-les-Lille, les Baumettes, Fleury, etc., sont souvent parmi les premières à se soulever. La tension qui y règne et le nombre élevé de détenus montrent en quoi le "problème de la surpopulation" n'est somme toute qu'une question de rapport de force. Il s'agit donc d'isoler systématiquement les détenus entre eux.

La conception architecturale des nouveaux établissements est réglée sur cet impératif : des taules de taille modérée où la dispersion, la division spatiale sont le principe essentiel. Depuis la petite unité de détention de 25 personnes, recluses dans des cellules individuelles, les cheminements possibles ont été obsessionnellement différenciés dans un souci constant de cloisonnement³. De plus, la structure modulaire rend étanches les différents secteurs de la détention. Les parloirs et le secteur socio-éducatif par exemple, bien que situés au même étage du même bâtiment, ne peuvent en aucun cas communiquer entre eux. Chaque déplacement, tant horizontal que vertical, est aiguillé et régulé par des sas gérés électroniquement⁴. Des acrotères⁵ rendent difficile l'accès aux toits; les cours de promenade ont été multipliées afin de réduire le nombre de détenus rassemblés à ce moment particulièrement favorable à une action collective. Les dispositifs pour empêcher d'éventuels mutins de se rendre maîtres de l'ensemble de la détention ont été perfectionnés et surtout systématisés par rapport à la majorité des prisons existantes. Toute tentative de soulèvement devra prendre en compte ces obstacles à son extension. Gageons que la rage et l'ingéniosité des mutins en viendront à bout.

Sur ce fond de sécurité renforcée, l'A.P. envisage d'occuper le temps des détenus. Les pseudo-activités éducatives seront largement distribuées. Cette lugubre petite animation est avant tout destinée à présenter une image des nouvelles prisons un peu plus convenable que celle d'un tombeau de haute technologie. Par contre, de véritables petites zones industrielles sont implantées dans ces prisons, elles-mêmes souvent situées à proximité d'une Z.I. Tout laisse à penser qu'il ne s'agira pas de bricolage, mais que l'exploitation du travail pénitentiaire s'effectuera à grande échelle. Des contrats associent des sociétés privées à la gestion des lieux. Ces sociétés baissent artificiellement leur coût de construction afin d'emporter le marché. Elles entendent bien maintenant se rattraper dans l'exploitation des établissements pénitentiaires, c'est-à-dire sur le dos des détenus. Elles ont en charge "l'hotellerie", comme osent le dire ces crevures, la buanderie, la cantine, les services médicaux et, bien sûr, le travail pénitentiaire et la formation des détenus. C'est de cette façon que la Chancellerie entend rationaliser financièrement les taules, non sans avoir négligé d'intégrer dans ses études préliminaires des économies touchant au matériel⁶ et au personnel. Les innovations techniques et l'introduction de personnel privé limitent les effectifs (et les prérogatives) des matons. En dehors du baratin publicitaire, apparaît nettement le souci de réaliser des établissements aux allures d'entreprises high-tech, à la fois économiques et parfaitement contrôlés. Voilà sans doute la véritable nature de "l'ouverture des prisons sur le monde" vue de la Chancellerie.

La responsabilisation des individus sans cesse invoquée pour les plier à la rationalité du travail l'est aussi pour soumettre les détenus à celle de la prison; et les amener à participer à la gestion de leur peine. L'A.P. dispose déjà d'un arsenal de mesures coercitives pour individualiser la durée de la peine (grâces et conditionnelles accordées au mérite, prétoire, Quartiers d'Isolement et cachots, suppression des parloirs, d'activités, etc.). La modernisation renforce et étend le champ des sordides calculs auxquels elle entend soumettre les détenus. Dans ces nouveaux pourrissoirs, les détériorations et les actes de vandalisme commis sous le couvert d'un relatif anonymat dans les anciennes taules deviennent immédiatement localisables. Tout est prévu pour identifier et sanctionner directement leur auteur. Un des procédés les plus courants, faire sauter les plombs de toute une aile, sera désormais localisé au

(2) La répugnante démagogie en la matière consiste à nous bassiner avec de soi-disant conditions de détention laxistes qui favoriseraient des évasions répétées. La réalité est malheureusement tout autre. Le taux d'évasion est de 0,08% par an, soit en moyenne 40 détenus sur l'ensemble des 48 000 détenus permanents. Saluons au passage la soixantaine d'évadés qui ont récemment fait la nique aux matons.

(3) On prendra connaissance, dans les documents de GTM ou à la lecture des plans, des mesures qui vont dans ce sens. Citons pour l'exemple les escaliers réservés exclusivement aux matons.

(4) En plus du contrôle d'accès qui permet de surveiller les moindres mouvements, s'ajoutent encore dans les circulations principales des détecteurs électroniques de présence. Mis en fonction la nuit, ils repèrent aussitôt celui qui les franchit, donnant l'alarme au PCI. A l'extérieur, le chemin de ronde est surveillé par caméras et, outre la hauteur des clôtures, 6,50 m, et les miradors, on a rajouté au faite des clôtures un barbelé dit de détection qui déclenche l'alarme dès qu'on le touche tout en activant automatiquement la caméra de surveillance du secteur.

(5) Sorte d'avancée en béton, fixée en surplomb des toits.

(6) Ainsi, la résistance de certains matériaux ou dispositifs est variable selon les secteurs où ils se trouvent placés.

moyen d'un boîtier à fusibles par cellule. Les canalisations des chiottes étant parfois bouchées pour inonder un étage, des syphons installés sous chaque cellule en gaine technique permettront de désigner instantanément l'auteur d'une vengeance bien naturelle. Voilà une application supplémentaire de contrôle individualisé. Elle prend toute sa valeur quand on sait que l'A.P. n'avait plus, dans beaucoup de cas, les moyens d'appliquer strictement l'ignoble règlement intérieur. Ces geôles aseptisées lui en fournissent l'occasion.

Les bagnes new-look sont conformes aux exigences de cette fin de siècle. Force est de constater cet apparent paradoxe : ce sont maintenant les prisons qui ressemblent aux usines. Non seulement l'agencement des lieux impose des règles de fonctionnement propres aux nouvelles techniques d'organisation du travail, mais tout est minutieusement pensé afin d'entraver sinon d'interdire toute connivence possible. Un système électronique sophistiqué, qui enserme le détenu dans un réseau dense de surveillance, prend en charge tous ses déplacements, parfois relayé par un système de badges magnétiques. On se croirait au Forum des Halles ou dans une société de bureaux de La Défense... Curieusement, ces techniques ont été expérimentées dans la sphère du travail, puis banalisées partout ailleurs, avant d'être importées dans l'univers carcéral. Mais si les cadres ont totalement intégré cette contrainte au point d'en faire quelque chose de gratifiant, les détenus, comme les travailleurs sans grades, en ressentent immédiatement tout le caractère oppressif. Ces techniques forment l'instrumentation principale pour huiler les relations explosives entre matons et détenus afin de les rendre les plus impersonnelles possibles. De même que la fonctionnalité des lieux s'attache à supprimer les points de friction, elle renvoie chaque détenu à un environnement dépersonnalisé. L'oppression devient de la sorte plus abstraite. Il est d'ailleurs moins question d'administrer une discipline de fer à une masse indifférenciée de prisonniers que de gérer les moindres aspects de leur détention. Le mode répressif ne peut disparaître — il forme la toile de fond intrinsèque à l'univers carcéral — il tend à se travestir en cette gestion froide et impersonnelle qui caractérise si bien notre temps.

La construction des nouveaux établissements vient à point nommé pour alourdir le bras d'une justice qui se plaint de l'indigence de ses moyens. L'institution judiciaire fonctionne aussi avec valeur d'exemple. Pour que celui-ci soit effectif, il ne doit pas souffrir d'exceptions. C'est ce qui fonde la toute puissance de la loi. Ainsi, des cellules sont spécialement réservées aux handicapés, des ailes entières aux toxicos, afin que nul n'échappe à l'incarcération. On voit en quoi la conception hygiéniste de ces mouiroirs procure aux juges des possibilités élargies d'enfermement⁷. Plus généralement personne ne doit échapper à la toute-puissance du monde. Tandis que la société a borné toute perspective humaine à la logique de l'argent, sans au-delà concevable, la prison moderne apparaît nécessairement comme un univers hermétique, sans échappatoire. Le capitalisme triomphant accrédite partout l'idée d'un monde inéluctable. Un même sentiment de fatalité doit sévir dans les murs.

Les nouvelles forteresses sont érigées pour signifier à tous une maigre alternative. Soit subir les diktats d'une insertion forcée, soit endurer les rigueurs de l'exclusion; par une débauche de moyens technologiques qui se veulent imparables; par des quartiers où tout contact avec autrui et l'environnement proche est quasi impossible. Le principe des quartiers d'isolement et disciplinaires a été renforcé, l'A.P. pourra utiliser à loisir les 22 nouveaux QI pour ballader les réfractaires. Tout y est étudié pour que les occupants n'aient aucune vue ni sur l'extérieur immédiat ni sur le reste de la prison d'une part, mais aussi pour qu'ils n'en entendent rien filtrer. Ces quartiers sont généralement situés au dernier étage d'un bâtiment, au même niveau que les cours de promenade grillagées qui leur sont affectées. Les fenêtres en imposte des cellules ne laissent aucune vue possible. Ces prisons n'ont rien à envier à leurs grandes sœurs, les prisons de haute sécurité américaines. A l'arbitraire musclé du maton s'ajoute la terreur hygiénisée. Le raffinement avec lequel les concepteurs de ce projet se sont évertués à abolir l'idée d'une échappatoire autre que le sport, la fiole, les études et le travail a pour fin de borner l'univers mental des détenus. Pousser l'isolement et la perte de tout repère encore plus loin en uniformisant la détention des Maisons d'Arrêt selon les critères de la haute sécurité des Centrales, voilà le souci d'humanisation annoncé.

Les hauts-murs au cœur des villes se dressaient comme un avertissement, un rappel à l'ordre, mais permettaient parfois la curiosité et le soutien des passants en cas d'agitation. C'est maintenant loin des voix amies, sans témoins, hors des murs de la cité que se manifeste la puissance carcérale.

Tout cet arsenal technologique n'a pas empêché que, dans les semaines qui ont suivi leur mise en service et avant même qu'elles soient totalement occupées, les prisons de Villeneuve, Tarascon, Neuvi et Saint-Mihiel aient déjà connu des mouvements de protestation. Malgré les dispositifs mis en œuvre pour leur interdire l'accès aux toits, les mutins y sont montés. Les détenus se sont attaqués d'entrée aux conditions les plus modernes de leur détention : le contrôle par cartes magnétiques, la hausse des prix et le rationnement consécutifs à la privatisation de la distribution des repas et de la cantine, les cellules individuelles. Il n'est évidemment pas plus humain d'être seul en cellule que de s'y trouver entassés.

(7) Contrairement à ce qu'ils voulaient faire croire, les petits juges ont protesté par une ou deux libérations provisoires contre l'auto-amnistie des hommes politiques non pas pour s'en prendre à une injustice mais pour protéger et défendre leur indépendance et leurs prérogatives d'enfermement. La sèche décision administrative de libérer Naccache n'a pas manqué de heurter de front l'espoir élémentaire des détenus : sortir. Leur colère a ressurgi au premier plan à cette occasion. Leur mouvement face au traitement rapide de l'affaire Naccache a été directement et sans fioriture une réaction contre une saloperie d'évidence : pour nous, pas de liberté en vue.

Le silence auquel beaucoup se sont résignés dans la société rehausse d'autant la dignité des détenus insoumis. Ils ont su se faire entendre malgré tous les risques avec suffisamment de force pour inquiéter tout ce qui gouverne par les coups et le mépris. A chaque grève des plateaux, à chaque refus de remonter des promenades, à chaque saccage des installations, à chaque mutinerie, les exigences qu'ils font valoir sont les mêmes depuis des années : suppression des QI, des mitards et des prétoires; octroi automatique des remises de peines, permissions de sortie et libérations conditionnelles; SMIC pour les détenus qui travaillent; parloirs intimes; amnistie pour tous les mutins sanctionnés ou condamnés. Nous avons voulu leur rendre l'hommage qu'ils méritent en portant à la connaissance publique les plans et une documentation technique concernant certaines des nouvelles prisons où ils risquent de se voir transférer, sans négliger la possibilité de les leur faire parvenir par des moyens appropriés. Nous saluons l'esprit de révolte qui les anime.

Os Cangaceiros ayant laissé cette page blanche, voici comme illustration les paroles de la chanson "Sur les toits" du groupe de musique les Béruriers Noirs.

Cette chanson fait partie d'un mini album sorti en 1988 et intitulé "Ils veulent nous tuer", une référence à un slogan écrit sur un drapeau et brandi par des prisonniers sur le toit d'une prison française.

Alain Pinol dont il est parlé dans la chanson est mort à Fresnes en 1985, ce prisonnier était sur le toit de la prison et a été déséquilibré par un tir de grenade lacrymogène.

Non ce n'est pas parce qu'il fait chaud
Qu'ils sont montés sur les toits
Non ce n'est pas pour le plaisir qu'ils se sont fait tabasser
Non ce n'est pas pour se distraire
Qu'ils ont perdu leur remise de peine
Ou qu'ils ont pris des jours de mitard
Et qu'on les a transféré dans le noir

Tu te bats
Sur les toits
Ils veulent te tuer
Je t'entends crier !

Non, non, non c'est pour vous parler
Ok, ok, c'est pour vous parler

Pour nous faire savoir ce qu'ils vivent
Et pourquoi ils résistent
Fouillés, cassés, isolés
Mitard, prétoire il y en a marre
Et dans la taule survoltée
Écoutez l'appel des prisonniers

Tu te bats
Sur les toits
Ils veulent te tuer
Je t'entends crier !

Familles, amis et travailleurs
Chômeurs, mineurs du fond du cœur
Dites non non non au kapo-maton
Oh yeah yeah yeah assez de prisons
Écoutez bien les cris des mutins
Qui gueulent sur les toits des nouveaux matins

Un jour, un jeune gazé est tombé
Et dans la cour il s'est écrasé

Tu te bats
Sur les toits
Ils veulent te tuer
Je t'entends crier !

Assez assez de coups de crosse
Assez assez de chiens policiers
Assez assez de lacrymogènes
Assez assez de pleurs et de haine
Assez assez de gosses en prison
Assez assez de kapo-matons
Assez assez un jeune est tombé
Assez assez de il s'est écrasé

Solo de saxo à la mémoire d'Alain Pinol suivi de Q.G.R.H
(Quartier Général des Rebelles du Hash)

Et dans la taule survoltée
Écoutez l'appel des prisonniers

Assez assez
Assez assez
Assez assez
Assez assez
Assez assez
Assez assez

L'opération de sabotage menée contre différentes entreprises impliquées dans la construction des nouvelles prisons a commencé **fin avril 1989**. Quiconque a accepté de prendre part à ce programme de construction s'est trouvé de fait exposé à quelques représailles de notre part.

Puisque nous risquons d'être à tout moment parmi les victimes de ce "Programme des 13000", nous avons pu assouvir partiellement une colère bien naturelle et rompre avec la déliquescence de notre époque qui veut que l'on puisse faire tout et n'importe quoi pourvu que les raisons en soient financières ou étatiques. Il était grand temps de mettre un peu de morale dans les affaires publiques et de faire en sorte que toute entreprise fomentée contre nous ne restât pas totalement impunie.

Le silence absolu de la presse locale et nationale au sujet de notre activité de sabotage révèle, *a contrario*, toute sa portée scandaleuse. Tous ceux qui ont abondamment parlé de la construction des nouvelles taules ont apporté le même soin à taire nos actions. Qu'ils aient agi sur ordre ou de leur propre initiative, on retrouve là encore la même *omerta* au service de l'Etat. Nous saluons l'acte de vandalisme parfaitement adapté contre le chantier de la prison de Villepinte (au mois de janvier 1990). En utilisant tout simplement les bulldozers disponibles sur le site, les ingénieurs saboteurs ont totalement saccagé les installations et constructions déjà réalisées. Il va sans dire que la presse, quand elle l'a rapporté, n'a pu s'empêcher d'inventer un nouveau mot, celui de vandalisme-terrorisme.

De **fin avril** à **fin juin**, nous nous introduisons dans divers sites (Aix-les-Milles, Tarascon, Villeneuve-les-Maguelonne, Pontoise, Maubeuge, Bapaume) où nous sabotons le béton destiné aux chantiers à l'aide d'un procédé d'une simplicité enfantine. En effet, le sucre mélangé au ciment dans la proportion d'un pour mille (c'est-à-dire d'un kilo pour une tonne) empêche la prise du béton. Celui-ci, définitivement fragilisé, devient friable une fois sec. Bien que nous n'ayons pu contrôler l'effet de cette action, nous gardons la satisfaction d'avoir fait perdre du temps et de l'argent aux entreprises en charge du gros-œuvre, à laquelle s'ajoute celle de penser que certains murs ne sont pas aussi solides qu'ils en ont l'air.

Conjointement à cette opération, nous avons mené quelques interventions dans les mairies pour faire main basse sur les plans des prisons. Il nous a suffi de prétexter un examen du permis de construire pour les dérober en douceur. Notre but est de les mettre à la disposition publique pour en faire éventuellement l'usage qu'il convient. Nous regrettons que ces vols n'aient pas été plus nombreux, vu l'extrême importance de la chose.

Le **1er mai** à Tulle, nous sommes amenés à nous pencher sur le cas BRUGAUD. Cette entreprise de travaux publics engagée dans la construction des prisons de Neuvic-sur-Isle et d'Uzerche, nous fournit aimablement une partie des plans métrés et un dossier comptable conséquent concernant le chantier d'Uzerche. Après ce cambriolage, les locaux, dossiers et bureaux sont parfumés à l'ammoniac.

Le **14 mai**, la succursale de GTM à Saint-Gély-du-Fesc est proprement vandalisée. La totalité du matériel, des bureaux et des dossiers est méthodiquement passée à l'acide et à l'ammoniac. Nous ne doutons pas que le montant des dégâts soit très élevé. En outre, nous ramenons de cette expédition un précieux butin : des informations détaillées sur les participants à cette entreprise, les plans de la prison de Villeneuve-les-Maguelonne, ainsi qu'une documentation technique concernant la sécurité des taules que nous publions ici à toutes fins utiles.

Le **25 novembre**, nous nous intéressons à la SCBTP de Pontoise qui a le tort de réaliser en sous-traitance le gros-œuvre de la prison d'Osny pour le compte de Spie Batignolles. Leur parc de camionnettes et de camions part en fumée.

Le **25 janvier 1990**, nous nous livrons à des dégradations irrémediables sur la console électronique de la centrale à béton de Salon-de-Provence. Les BETONS DE FRANCE approvisionnent les chantiers de la zone Sud. Par ailleurs, deux bétonnières sont vidangées à l'acide.

Dans la nuit du **11 au 12 février** dans la banlieue de Bordeaux, c'est au tour des établissements FORCLUM d'être sérieusement endommagés par le feu. Il faut savoir que cette société est chargée des dispositifs de sécurité anti-évasion pour toute la région Ouest. C'est elle qui fournit les prisons en alarmes, caméras vidéo et assure la mise en place des PCI.

Le 23 février à Paris, l'architecte Christian Demonchy tombe dans une embuscade sur le parcours qu'il emprunte habituellement pour se rendre au travail. Deux d'entre nous le rouent copieusement de coups sous le regard des passants. Déjà responsable, entre autres, d'un Club Méditerranée au Maroc et de la taule de Mauzac dans le cadre du programme Badinter, ce personnage falot œuvre au Cabinet Janet-Demonchy à la conception des prisons de la zone Nord dans le cadre du programme Chalandon. Peu après, nous informons par courrier les autres concepteurs responsables du projet de ce que peuvent coûter de tels agissements afin qu'ils ne feignent plus de l'ignorer.

Le 21 février à Vincennes, nous aspergeons les locaux de la société ASTRON d'un gaz CS concentré, entraînant un arrêt momentané de l'activité. Ce bureau d'étude livre clé-en-main les ateliers des prisons.

Mi-avril à Laon, c'est au tour du pupitre électronique de la centrale à béton ORSA d'être détruit, au moment où les bétonnières ORSA font d'incessants aller et retour pour livrer le béton sur le site.

Début juillet, afin d'assurer à notre activité toute la publicité qu'elle mérite, nous nous procurons frauduleusement une liste de 10 000 adresses sur étiquettes autocollantes aux dépens de Téladresse, service commercial de France Télécom. Nous entendons procéder, aux frais des PTT, en reproduisant les timbres de plusieurs machines à affranchir, à un envoi massif de certains exemplaires des plans agrémentés de quelques échantillons des dossiers en notre possession; et ce sur les villes suivantes : Aix-en-Provence, Alençon, Argentan, Arles, Arras, Auxerre, Bapaume, Beaucaire, Joux-la-Ville, Laon, Lille, Marseille, Montpellier, Neuvic-sur-Isle, Paris, Périgueux, Salon-de-Provence, Tarascon, Villeneuve-les-Maguelonne. Sans oublier quelques courriers spécialement adressés à la Chancellerie ainsi qu'aux principaux dirigeants des entreprises concernées.

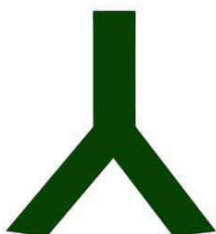
Début novembre, nous commençons à mettre en circulation un dossier exhaustif relatif aux prisons. En portant à la connaissance publique l'existence de ce dossier, nous parions sur la curiosité et l'intérêt qu'il pourra susciter à une époque où tout ce qui apparaît sur le devant de la scène médiatique est dicté par le spectacle du moment. Nous comptons bien y entrer en ennemis.



Le manifeste « L'action immunitaire » de l'adolescent nihiliste du lycée Notre-Dame-de-Toutes-Aides

Un terrible événement s'est produit en France, à Nantes le 24 avril 2025, au sein du groupe scolaire privé catholique Notre-Dame-de-Toutes-Aides qui accueille 2 000 élèves. Un jeune de seize ans, en classe de seconde, est rentré dans une salle de classe et a poignardé mortellement une élève qu'il connaissait. Il est ensuite entré dans une autre classe et en a blessé trois autres dont un grièvement.

L'action immunitaire
La révolte est déjà la plus grande victoire que nous puissions attendre



Auparavant, il s'était lui-même lui-même scarifié. Dans son sac à dos, il avait un pistolet factice ; lui-même était habillé en noir, avec des chaussures de combat.

Le meurtrier a porté 57 coups de couteau à sa première victime, un acte totalement fou, qui est d'autant plus marquant que quelques minutes plus tôt, il avait diffusé un « manifeste » sur l'espace numérique du groupe scolaire. Le symbole placé sur ce manifeste est une sorte de rune ; il apparaîtra que l'adolescent était fasciné par Adolf Hitler.

Le « manifeste » a particulièrement marqué les esprits ; il a été considéré comme très intelligent par les médias et les commentateurs. Ce que tout le monde a compris, c'est qu'on avait un scénario à l'américaine, avec une personne basculant dans le nihilisme assassin accompagné d'un manifeste plus ou moins nazi.

La société française a cependant fait le choix de se débarrasser de toute réflexion à ce sujet, et l'adolescent a d'ailleurs été placé en psychiatrie.

Il est vrai que, heureusement, on n'a pas atteint la dimension du norvégien Anders Behring Breivik, qui en 2011 a écrit un manifeste de 1518 pages, « 2083 – Une Déclaration d'indépendance européenne », afin de réaliser un attentat contre un édifice gouvernemental à Oslo et de massacrer 69 personnes sur une île lors d'une fête de la jeunesse socialiste.

Il n'y a toutefois aucune différence de substance. L'idéologie du manifeste « L'action immunitaire » est clairement nazie. On est dans le nihilisme et le vitalisme, dans la quête de pureté.

La mondialisation a transformé notre système en une machine à décomposer l'humain. Lentement, méthodiquement. Pourtant, même avant elle, ce système portait déjà en lui cette dynamique destructrice, preuve que nous vivons dans un mode de vie pervers et tordu depuis sa racine. La mondialisation n'a fait qu'en accélérer le processus, l'étendre à l'échelle planétaire, et le sophistiquer à travers la technologie, la finance, et le contrôle culturel global.

Elle nous enferme dans un piège, de la naissance jusqu'à la mort, dans leur monde « renouvelé », une sorte de sanctuaire d'abattage géant qui recouvre désormais toute la surface de la Terre. Et tout cela, uniquement pour engraisser une caste de privilégiés qui nous ricanent au visage avant de nous cracher dessus. Et pourtant, l'écrasante majorité baisse la tête et avale ces horreurs sans broncher, comme si cela était devenu naturel... Alors je me pose cette question : pourquoi continuer à vivre soumis à un système qui détruit notre essence même ?

Je tiens à préciser que ce document ne justifie aucun acte. Il expose uniquement des faits, sans prétendre détenir toutes les solutions. J'ai divisé les activités néfastes de notre système en trois grandes catégories, qui constitueront la majeure partie du contenu de ce texte, qui n'est qu'un extrait ou un résumé de mon manifeste officiel, encore inachevé.

Il y a des incohérences intellectuelles, c'est inévitable avec ce type d'idéologie, de démarche.

I. L'écocide globalisé : la première agression

La première catégorie, que je qualifierai comme la plus impactante et dangereuse, serait ce que j'appelle l'écocide globalisé. L'écocide globalisé est la somme des actions humaines qui détruisent, fragmentent, empoisonnent ou marchandisent la totalité du vivant. Ce terme couvre autant la disparition des espèces que la contamination chimique, la bétonisation, l'exploitation industrielle ou la perte des savoirs écologiques. C'est un crime diffus, perpétré quotidiennement, sans tribunal pour juger, sans victime officielle à pleurer sauf la Terre entière.

Ce qu'il faut comprendre avant tout, c'est que la Terre dispose de ses propres mécanismes pour maintenir l'équilibre et contrer les excès humains. Elle a toujours su se réguler : par les catastrophes naturelles, la résilience du vivant, l'effet boomerang de la pollution, la vulnérabilité génétique, la fragilité psychologique, la dépendance technologique, l'autodestruction violente, l'effondrement moral, les points de bascule, les changements climatiques irréversibles et les extinctions massives, la sixième pourrait bien englober l'espèce humaine. Ces phénomènes ont toujours joué leur rôle dans le grand cycle de la vie.

La Terre est un juge impartial ; elle n'éprouve ni vengeance ni colère, seulement des lois immuables. Si l'humanité persiste dans son hubris, ces mécanismes s'imposeront comme des corrections implacables, mais au prix terrible du sacrifice des innocents et de la destruction de cet écosystème si parfaitement équilibré. Pourtant, rien n'est une fatalité. Ces signaux ne sont pas une condamnation, mais un ultimatum – un rappel à l'humilité et à l'action. Les incendies, les pandémies, les effondrements écologiques et autres sont autant de messages clairs : il est temps de cesser de défier les lois du vivant. Le pire peut encore être évité, mais seulement si nous interprétons ces avertissements non comme une menace passive, mais comme une sommation à changer. La Terre ne négocie pas : elle exige que l'humanité écoute puis agisse.

Mais ce mécanisme est devenu trop faible et inefficace face à une anomalie qui s'est imposée et a monté en puissance jusqu'à devenir une conquête mondiale. Si l'on traçait sur une carte la surface exploitée, polluée, possédée, morcelée, asservie par cette force, il ne resterait aucun centimètre de terre libre. Cette entité n'est pas un pays, ni une culture : c'est notre système, un organisme humain autoritaire, économique, extractif, qui dévore tout ce qui vit au nom du progrès. Mais ce n'est pas une simple question de développement. C'est une perversion fondamentale de notre lien au monde.

L'émergence des hiérarchies, c'est-à-dire l'accumulation, la domination, la propriété, a commencé à fausser la relation de l'humanité avec la nature. Là où l'humain ancien

respectait le cycle, prenait ce dont il avait besoin avec gratitude et humilité, les premières religions, dont l'animisme, étaient un mécanisme biologique de survie. Elles instaurent un respect profond envers la nature, maintenant l'humain en harmonie avec son environnement et prévenant ainsi son autodestruction. L'humain moderne consomme, détruit, brevète, vend.

L'arbre n'est plus un esprit, c'est une matière première. L'animal n'est plus un frère, c'est une marchandise.

La nature est devenue un stock de ressources que l'on défigure délibérément, une chose sans âme, soumise aux calculs, aux graphiques et aux profits.

C'est cela, la cause inévitable de l'écocide globalisé : une aliénation spirituelle, une déconnexion radicale du vivant.

Il est possible, et peut-être même nécessaire, d'aborder la crise écologique contemporaine à travers une métaphore biologique : celle du corps malade. Cette métaphore, loin d'être poétique, permet une lecture systémique des phénomènes en cours. Si l'on accepte de considérer la Terre comme un organisme vivant, ce que soutiennent depuis longtemps certaines traditions philosophiques, mais aussi certaines disciplines scientifiques comme la biogéochimie ou la théorie de Gaïa, alors les bouleversements climatiques, les catastrophes dites "naturelles", les pandémies, les extinctions massives ou encore les flux migratoires peuvent être compris non comme des événements isolés, mais comme les manifestations d'un processus immunitaire.

Dans cette perspective, le système technico-industriel mondial correspondrait à une forme de pathologie systémique, une tumeur étendue, proliférante, qui détruit les conditions de viabilité de l'organisme Terre. Ce que nous appelons "progrès" pourrait alors être requalifié comme dérèglement métabolique majeur, comparable à un cancer : croissance illimitée, extraction insatiable de ressources, rupture des équilibres vitaux, effondrement des fonctions régulatrices.

Or, tout organisme vivant développe des mécanismes de défense. Il ne subit pas passivement l'agression. Il réagit. Et dans le cas de la Terre, ces réactions peuvent se manifester à plusieurs niveaux : géophysique, climatique, biologique, mais aussi social. Si l'on pousse la métaphore, certains groupes humains, ou certaines attitudes humaines, jouent alors un rôle fonctionnel analogue à celui des anticorps dans un organisme.

Ces "anticorps" sociaux ne sont pas identifiés comme tels par les institutions dominantes. Bien au contraire, ils sont généralement marginalisés, pathologisés, criminalisés. Il s'agit souvent d'individus ou de communautés qui refusent consciemment de s'intégrer dans le système technologique dominant : peuples autochtones, militants écologistes radicaux, dissidents culturels, érudits, saboteurs, ou encore individus qualifiés d'"antisociaux" par les normes psychiatriques ou juridiques modernes.

Mais ce que le système identifie comme dysfonction est, dans ce cadre, un signe de

Comme le manifeste commence avec comme thème l'écologie, il y a eu la tentative notable de la part des commentateurs d'extrême-droite d'attribuer ce manifeste à un « gauchiste ». Et, en même temps, ce sont des réseaux d'extrême-droite qui ont diffusé ce manifeste.

réilience. Ce ne sont pas des anomalies. Ce sont des réponses immunitaires. Ces individus perçus comme "inadaptés" remplissent une fonction critique : celle de limiter la prolifération du système destructeur, d'alerter le reste du corps social, de maintenir une forme de mémoire écologique, de résister, parfois de neutraliser des foyers de destruction. On pourrait objecter que cette vision est romantique. Elle ne l'est pas. Elle repose sur une lecture organique de la réalité. Un anticorps n'est ni héroïque, ni sentimental : il est nécessaire. Il agit selon une logique de préservation. Et dans ce cadre, l'anti-socialité prend un sens nouveau. Dans une société où la norme est la participation à la destruction, refuser cette norme devient un acte de lucidité biologique. Ce n'est pas une pathologie, c'est un instinct de survie.

Les formes d'action de ces "anticorps" humains sont variées. Certains adoptent des stratégies de retrait ou de refus symbolique. D'autres choisissent l'affrontement direct. Certains pratiquent l'éducation, d'autres la désobéissance, voire le sabotage. Il ne s'agit pas ici de juger ces tactiques selon une éthique juridique issue du système lui-même, mais de reconnaître leur fonction objective : elles perturbent la progression de la maladie. Elles dérangent la normalisation du désastre.

Le système, pour sa part, ne peut tolérer ces formes de résistance. Il les neutralise à travers des mécanismes de surveillance, de répression, de psychiatrie ou de récupération. Il qualifie de "terroriste" celui qui protège un écosystème. Il qualifie de "déviant" celui qui refuse la consommation. Il fabrique une image de la santé mentale et sociale entièrement conforme à son propre maintien.

Mais un constat s'impose : on ne réforme pas une pathologie terminale. On ne négocie pas avec un cancer. On l'extraie.

Le rôle de ces anticorps n'est donc pas de réformer le système. Il est de l'épuiser, de le contenir, de lui résister jusqu'à la rupture. Même si cela exige des sacrifices. Même si cela n'offre aucune garantie de victoire. Car face à un système conçu pour tuer, la révolte n'est pas un choix moral : c'est une nécessité biologique.

Cette révolte peut sembler désespérée. Elle l'est parfois. Mais elle témoigne d'une fidélité non négociable au vivant, à ce qui, dans l'être humain, refuse de devenir rouge d'une machine exterminatrice. Ces êtres dits "marginaux" ne défendent pas l'homme contre le monde : ils défendent le monde contre l'homme-machine. Ils incarnent un ordre plus ancien, antérieur à la rationalité industrielle, plus enraciné que la loi, plus exigeant que les idéologies : l'équilibre du vivant.

La révolte écologique, dans ce cadre, n'est pas une idéologie parmi d'autres. C'est un instinct vital.

Lutter pour la nature, ce n'est pas lutter pour une belle planète Instagram.

C'est lutter pour que le vivant survive, pour que la Terre guérisse, pour que l'équilibre naturel, même cruel, même exigeant, reprenne sa place.

Nous devons nous tenir là où le confort s'effondre, car le confort est devenu complice. Nous devons redevenir sauvages, organiques, indomptables. Ne plus chercher la place dans le monde qu'on nous propose, mais retrouver la place que la Terre nous réservait avant que nous la trahissions. La restructuration radicale n'est donc pas un slogan de militant. C'est un cri immunitaire. Une pulsion d'autodéfense.

II. Violence systémique et aliénation sociale : la seconde agression

Après l'écocide globalisé, la seconde couche de destruction se manifeste sous une forme plus insidieuse encore : elle ne touche pas seulement les paysages, les espèces ou les équilibres climatiques. Elle s'infiltre dans les esprits, les corps, les relations, les émotions, les désirs, les langages. Cette forme de violence est systémique, diffuse, institutionnalisée. Elle est l'architecture invisible de la soumission mentale et de l'aliénation sociale contemporaine. Ce n'est plus la Terre qui est ravagée, c'est l'humain lui-même, dans ce qu'il a de plus profond et de plus organique : son lien au sens, à la vérité, à l'autre, à lui-même.

L'humain moderne naît dans un système qui le façonne, le découpe, l'éduque, l'évalue, le conforme. Dès l'enfance, il est injecté dans une matrice de contrôle, soumise aux lois d'un ordre social technocratique. Il est classé, noté, comparé, corrigé. Il apprend à obéir à des règles abstraites, à chercher la reconnaissance dans la compétition, à identifier sa valeur à travers la productivité, la rentabilité, l'image. La soumission mentale est immédiate, constante, omniprésente. Elle se camoufle dans l'éducation, les médias, le travail, la consommation, les réseaux sociaux. Elle produit des individus amputés de leur capacité à résister, à rêver, à se rebeller.

Le système ne se contente pas de détruire les écosystèmes : il détruit les psychés. Il étouffe les émotions profondes, uniformise les aspirations, fait de la douleur une anomalie qu'il faut anesthésier. Pourtant, cette douleur persiste, comme une fièvre. Les symptômes de cette maladie sociale ne cessent de croître. Les taux de suicide explosent, les troubles anxieux et dépressifs deviennent structurels, la dépendance aux médicaments s'installe comme norme, les sentiments d'isolement, de vide, de perte de sens deviennent l'arrière-plan existentiel d'une génération entière. Ce ne sont pas des accidents, ce sont les effets

Le vitalisme est, en fait, le véritable moteur idéologique du nihilisme nazi. D'où le titre du manifeste, avec le mot « immunitaire », d'où l'appropriation de l'écologie. Et bien sûr on sait que l'ultra-gauche a un discours très similaire, parce que c'est la même base sociale qu'on retrouve : la petite-bourgeoisie coincée entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui cherche à inventer une troisième voie entre capitalisme et communisme.

directs d'un mode de vie qui nie la nature humaine, son besoin de lien, de sacré, de lenteur, de silence, de profondeur.

La ville moderne, hyperconnectée et pourtant déshumanisante, incarne cette violence systémique. Elle transforme l'humain en flux, en donnée, en moteur de croissance. Les liens sociaux s'y effondrent. Les voisins ne se connaissent plus, les familles éclatent, les anciens meurent seuls, les enfants grandissent dans des espaces sans forêt, sans animal, sans tribu. L'humain y devient une unité économique, assignée à résidence dans des routines marchandes, dépossédée de sa communauté naturelle. Ce phénomène n'est pas un effet collatéral du progrès : il en est le cœur idéologique.

La solitude n'est plus un état passager, elle est devenue une structure. Et dans cette structure, l'aliénation sociale prend racine. Elle s'incarne dans la perte d'identité profonde, dans la déconnexion à la mémoire collective, dans l'effacement de l'histoire orale, dans l'oubli des rites, des symboles, des appartenances ancestrales. L'humain moderne devient un déraciné fonctionnel. Il peut habiter partout, travailler n'importe où, acheter tout ce qu'il veut, mais il ne sait plus qui il est. Il ne sait plus à quoi il appartient, ni pour quoi il pourrait se battre. Ce déracinement total n'est pas la liberté. C'est une désintégration.

Le système comble ce vide par le divertissement, la dopamine, l'hyperstimulation, la saturation sensorielle. Mais cela ne soigne rien. Cela camoufle. Derrière les écrans, les filtres, les loisirs de masse, s'étend un désert intérieur. La souffrance psychologique devient la norme, mais elle est recyclée en marchandise : burn-out, anxiété, fatigue chronique, hypersensibilité, tout devient marché, tout devient soin, tout devient chiffre. Il ne s'agit pas de guérir, mais de continuer à fonctionner.

Le travail, autrefois activité vitale liée à la survie du groupe ou à la création du sens, est devenu un instrument d'asservissement mental. La majorité des humains occupent désormais des rôles absurdes, inutiles, voire nuisibles, simplement pour survivre. Ce ne sont plus des artisans de leur monde, ce sont des pions d'une méga-machine qui les consomme sans les voir. L'ennui existentiel, le sentiment de futilité, la perte de souveraineté personnelle en sont les conséquences logiques.

Dans ce contexte, toute tentative de révolte est immédiatement absorbée, récupérée, déformée. Les colères sont neutralisées dans les urnes ou redirigées vers de faux ennemis. Le système sait digérer la critique : il l'intègre pour mieux se renforcer. La résistance réelle devient alors suspecte. Elle est psychiatisée, criminalisée, délégitimée. Le dissident est "instable", l'ermite est "asocial", le refus est "irrationnel". Tout ce qui échappe à la norme est pathologisé.

Ce que l'on appelle aujourd'hui "santé mentale" est ainsi entièrement codé par les impératifs du système. Être "sain", dans cette logique, c'est être fonctionnel, disponible, productif, consensuel, silencieux. C'est ne pas poser de question. C'est ne pas ralentir.

C'est ne pas souffrir de l'insupportable. C'est, en somme, être adaptatif à l'humain. Mais cette santé n'est pas la vie : c'est une anesthésie.

La violence systémique, dans toute sa complexité, ne se manifeste donc pas seulement par la guerre, l'exploitation ou la répression. Elle agit dans l'organisation même de la vie quotidienne. Elle structure les horaires, les habitudes, les désirs, les peurs. Elle construit des humains compatibles avec leur propre disparition. Des humains privés d'ancrage, de tribu, de forêt, de transmission. Des humains prêts à tout accepter, sauf l'idée qu'ils sont en train de mourir à petit feu, dans une prison sans barreaux, dans une cellule climatisée. La seconde agression n'est donc pas visible comme une arme ou une bombe. Elle est un climat. Un environnement pathogène. Elle est la normalisation du vide, l'optimisation de l'angoisse, la monétisation du désespoir. Elle est l'inversion complète du sens de la vie humaine. Ce n'est plus l'humain qui habite un monde : c'est le monde qui a été réduit à un décor fonctionnel pour une humanité désintégrée.

Mais cette agression, comme celle qui vise la Terre, n'est pas une fatalité. Elle peut être reconnue, nommée, combattue. Il ne s'agit pas de soigner les symptômes, mais de rompre avec la logique qui les produit. Il ne s'agit pas de "réparer le système", mais de quitter ses fondements. Il ne s'agit pas de mieux vivre dans la cage, mais de briser la cage elle-même. Retrouver sa souveraineté psychique, sociale et symbolique est une urgence vitale. Non pour revenir en arrière, mais pour retrouver un futur qui ne soit pas une simulation.

Car dans cette guerre contre l'humain, l'acte de résistance le plus profond n'est pas technologique. Il est organique. Il est mental. Il est spirituel.

III. Le conditionnement social totalitaire : La troisième agression

Ce que l'on nomme aujourd'hui société de l'information n'est en réalité qu'une immense opération de conditionnement, un système de colonisation de l'inconscient visant à formater les esprits, stériliser les imaginaires et rendre l'humain docile, prévisible, programmable. Il ne s'agit pas seulement d'imposer des lois extérieures, mais de pénétrer au plus profond de la psyché collective, jusqu'à ce que l'individu intériorise l'idéologie dominante comme s'il s'agissait de sa propre pensée. À l'ère du numérique et de la surveillance algorithmique, le contrôle ne passe plus uniquement par la force, mais par la

Un rêve vain qui oblige à une fuite en avant, mêlant nostalgie pour un passé idéalisé et affirmation communautaire de dimension mystique.

Le petite-bourgeois, individualiste et égoïste tout en fréquentant le peuple, se sent impuissant. Lorsqu'il bascule, il passe alors directement dans les élucubrations.

C'est la fascination pour les « conspirations » et les extra-terrestres, pour le culte du secret et l'aventurisme « chevaleresque ».

Le cinéma est rempli de films ayant un scénario directement parallèle à cette conception, ce qui est logique, car les romans d'Ayn Rand sont ce qui a directement façonné l'idéologie des États-Unis.

On est dans la paranoïa et l'esprit d'entreprise passant au nihilisme, à l'affrontement avec le « collectif ».

séduction, la saturation sensorielle et la manipulation cognitive. L'enjeu n'est plus seulement de faire obéir, mais de faire désirer sa propre servitude.

La publicité moderne n'est pas un simple outil de commerce, elle est un piratage cérébral massif, un mécanisme de réécriture symbolique qui infiltre les désirs, les souvenirs et les émotions, remplaçant les instincts vitaux par des pulsions artificielles. Le rêve naturel de la rivière, de la pluie ou du feu est désormais remplacé par une image de marque, un logo, un slogan. Les objets ont supplanté les liens, les marques ont colonisé les souvenirs, et les émotions humaines sont désormais des cibles de marché. L'espace intérieur devient un champ de bataille, où les multinationales dicent non seulement ce que nous consommons, mais ce que nous sommes autorisés à ressentir.

Ce processus est renforcé par les structures de domination cognitive que constitue le neurocapitalisme. Les plateformes numériques, en particulier les grandes firmes technologiques, utilisent sciemment les découvertes des neurosciences pour construire des dispositifs addictifs. Les boucles de dopamine, le scroll infini, les notifications constantes transforment les cerveaux humains en territoires occupés, soumis à des flux d'informations fragmentaires, à des alertes permanentes, à une surcharge émotionnelle qui rend impossible toute pensée profonde, toute perception globale, toute intuition vivante.

L'éducation, loin d'être une promesse d'émancipation, est aujourd'hui l'une des institutions les plus puissantes du conditionnement systémique. Elle n'est pas neutre. Elle formate les enfants à obéir, à se conformer, à devenir des agents économiques efficaces dans un monde absurde. Elle récompense la passivité, puni l'imaginaire, détruit la révolte instinctive et relègue la pensée critique aux marges du programme. L'enfant qui questionne trop, qui rêve, qui refuse les règles arbitraires, est traité comme un problème à corriger, non comme une force à cultiver. Ainsi, dès le plus jeune âge, la société s'emploie à éradiquer l'intelligence instinctive, cette force archaïque qui pourrait faire obstacle à l'ordre établi.

Dans ce cadre, la religion techno-scientiste joue le rôle d'un nouvel opium. Elle promet des solutions à tous les maux humains à travers des innovations techniques, masquant ainsi les causes structurelles des souffrances modernes. Le culte du progrès, la foi aveugle en la technologie salvatrice, les fantasmes de l'intelligence artificielle, de la géoingénierie, ou du transhumanisme, ne sont que des fuites en avant. Ce n'est pas la condition humaine que ces mythes cherchent à dépasser, c'est la souffrance créée par le système, qu'ils refusent de remettre en question. Ils veulent abolir la mort, la douleur, la limite, non pour libérer l'humanité, mais pour la rendre encore plus dépendante de ses prothèses, de ses algorithmes, de ses machines.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y a une dimension « virtuose » dans l'assemblage des idées. Il y a une vraie protestation contre les horreurs de la réalité. Sauf que cette protestation est elle-même partie prenante à ces horreurs.

Les médias ont ainsi été fortement marqués par le fait que l'adolescent fasse dans son manifeste une analyse d'un tableau de 1568, *Misanthrope*, de Pieter Brueghel l'Ancien. C'est bien de la culture, sauf que naturellement c'est une démarche anti-historique, et l'adolescent ne connaît rien ni à Brueghel, ni aux Pays-Bas, ni au protestantisme.

Conformément à son époque, il pioche et consomme, il ne comprend rien à la substance des faits culturels car il rejette l'Histoire, un véritable trait petit-bourgeois.

Le langage, lui aussi, a été mutilé. Il ne sert plus à penser, mais à produire du consentement. Les mots toxiques comme "croissance", "innovation", "développement durable" sont devenus les mantras de la pensée unique. Ils prétendent neutralité, alors qu'ils imposent une vision du monde marchande, extractive, prédatrice. Le discours public est désormais réduit à une logique de punchlines, de messages courts, de simplifications extrêmes. Twitter, les spots publicitaires, les discours politiques dévitalisés ne permettent plus d'articuler une pensée complexe, nuancée, vivante. Le mot, devenu arme, tue l'idée.

Dans cette société où le contrôle est partout et la liberté nulle part, l'aliénation prend une dimension totale. Elle ne s'arrête plus aux usines, aux bureaux ou aux prisons, elle envahit les maisons, les écoles, les corps, les rêves. Elle produit une crise mentale mondiale, marquée par une explosion des troubles psychiques, des taux de dépression, de suicides, de solitudes extrêmes, de pathologies de l'attention, de désespoir silencieux. Ce mal-être n'est pas un dysfonctionnement personnel, c'est le symptôme d'une structure sociale pathogène. Le monde moderne rend fou parce qu'il est lui-même insensé. Il déconnecte l'humain de ses rythmes naturels, le coupe du sacré, de la tribu, du territoire, et l'enferme dans une logique utilitaire où tout doit produire, rapporter, être rentable.

Il faut le dire avec une clarté radicale : cette société n'est pas réformable. Elle est née d'une erreur fondamentale, celle de vouloir dominer la vie au lieu de s'y inscrire. Il ne s'agit pas d'adapter ce système, mais de le refuser en bloc, de le démanteler, de le remplacer par une alternative organique, conviviale, décentralisée. Une société qui repose sur l'auto-organisation, l'apprentissage libre, la médecine populaire, les outils durables, les objets réparables, les limites volontaires, une société qui reconnaît que tout ce qui dépasse une échelle humaine est un danger pour le vivant. Ce ne sera pas un retour en arrière, mais un saut en conscience.

Ce combat n'est pas un caprice idéologique. C'est une urgence biologique. Le monde que l'on nous impose est un mécanisme d'anéantissement. Il faut s'en extraire, coûte que coûte. Il faut rompre le sortilège, briser la bulle cognitive, réapprendre à sentir, à vivre, à penser. Retrouver la puissance du silence, la sagesse des cycles, la vérité nue des choses.

Nous ne sommes pas des variables d'ajustement, des robots biologiques, des chiffres dans des bilans. Nous sommes les derniers porteurs d'un feu ancien, d'une mémoire sauvage, d'un savoir profond. Et ce savoir nous dit que la Terre ne se programme pas. Elle se respecte. Elle se sert avec gratitude. Elle se défend.

Le drame de Nantes du 25 avril 2025 a donc bien une portée historique. Ce n'est pas un fait divers. C'est une expression de la crise, du nihilisme qui s'affirme dans la petite-bourgeoisie prise au piège.

C'est une retour historique, anachronique, de l'époque du cannibalisme, paradoxalement porté par un romantisme communautaire. C'est très exactement ça, l'idéologie nazie. ■

donner à la misanthropie passive, ce serait la misanthropie active, car pour moi, ce n'est pas la misanthropie qu'il faut rejeter, c'est sa stérilité. D'où la première phrase de ce document : "La révolte est déjà la plus grande victoire que nous puissions atteindre." Même si le monde est un piège, même s'il gagne toujours, le fait de lutter, de crier, de résister, même seul, est une forme d'absolu. La seule solution, ce serait peut-être d'agir, de refuser, de saboter et de protéger.



Le Misanthrope, tableau de Pieter Brueghel l'Ancien (1568), musée Capodimonte de Naples. L'inscription en bas du tableau se lit comme suit : « Parce que le monde est perfide, je vais en duel ».

Ce tableau est inscrit dans une espèce de loupe, renforçant la sensation d'un monde clos, centré sur une scène symbolique. À l'intérieur de ce cercle, le monde est représenté avec plusieurs plans, un premier plan symbolique et un second plan réaliste. Le personnage central est le misanthrope, il marche lentement, courbé, entièrement vêtu de noir, sous un grand manteau de

moine. Il semble détaché du monde, les mains croisées, les yeux baissés, concentré sur sa retraite intérieure. Ce personnage incarne la mélancolie, la désillusion totale envers l'humanité, la rupture volontaire avec le monde. Le fait qu'il ait une escarcelle, petit sac attaché à la taille, symbolise un dernier lien matériel, vestige du monde qu'il méprise, mais dont il ne peut s'extraire totalement. Pourtant, ce personnage n'est pas éveillé, il est victime et prisonnier de sa propre vision du monde et de sa déception.

À côté du misanthrope se trouve un voleur, dans un globe de verre surplombé d'une croix, symbolisant le monde, c'est-à-dire la vanité, la moquerie, la tromperie, l'hypocrisie, l'ironie du destin, car il ne faut pas prendre ce détail comme seulement une critique religieuse, mais également de notre monde actuel. Ce personnage grotesque, rampant, le visage souriant d'un air moqueur, semble indifférent et même heureux dans cette douleur où il est plié dans le globe, confirmant la théorie du masochisme inconscient collectif, si on le voit comme le reflet des gens d'aujourd'hui dans notre système actuel. En plus de cela, on peut voir ce personnage pitoyable voler non pas la bourse, mais le cœur du misanthrope, représenté littéralement comme un petit cœur rouge, arraché.

À l'arrière-plan, des éléments naturels et humains montrent que le monde continue, dans sa beauté comme dans ses violences, avec des moutons qui paissent, peut-être une allusion au troupeau humain. Un berger est présent, il voit, ou devrait voir, mais ne fait rien, pouvant représenter l'autorité morale ou sociale qui détourne les yeux, qui continue à surveiller le troupeau docile, les moutons, mais ignore les véritables violences ou injustices, surtout lorsqu'elles frappent les individus en retrait, marginaux, désabusés. Un petit feu dévore un village, petit, lointain, mais bien réel. Il incarne la destruction silencieuse que la société humaine inflige à tout ce qui reste pur, simple, stable.

Le moulin qui trône dans le paysage n'est pas un simple élément rustique. Il est l'emblème du progrès, cette foi aveugle dans la technique. Il est l'ancêtre de l'intelligence artificielle, de la géoingénierie, du transhumanisme, de toutes ces utopies qui prétendent abolir la douleur humaine sans jamais remettre en cause les structures qui la produisent. Ce moulin est un totem creux, un faux espoir, une fuite en avant technologique, qui ne soigne pas le monde, mais l'épuise jusqu'à l'os.

En conclusion, Brueghel semble vouloir ridiculiser la misanthropie passive, celle du repê, de la plainte, du deuil stérile. Mais moi, la solution que je peux

Donald Trump déclenche la guerre économique unilatérale au moyen des droits de douane

« Liberation day », le jour de la libération : c'est par cette formule que le dirigeant de la superpuissance américaine Donald Trump a déclenché un véritable orage économique sur la planète le mercredi 2 avril 2025. En l'espèce, il a tenu un discours depuis la Maison blanche en affichant un simple tableau listant le nouveau montant des droits de douane appliqués pour chaque pays (185 territoires concernés, dont l'Union européenne considérée comme un ensemble).



Country	Tariffs Charged to the U.S.A. (Blue)	U.S.A. Discounted Reciprocal Tariffs (Yellow)
China	67%	34%
European Union	39%	20%
Vietnam	90%	46%
Taiwan	64%	32%
Japan	46%	24%
India	52%	26%
South Korea	50%	25%
Thailand	72%	36%
Switzerland	61%	31%
Indonesia	64%	32%
Malaysia	47%	24%
Cambodia	97%	49%
United Kingdom	10%	10%
South Africa	60%	30%
Brazil	10%	10%
Bangladesh	74%	37%
Singapore	10%	10%
Israel	33%	17%
Philippines	34%	17%
Chile	10%	10%
Australia	10%	10%
Pakistan	58%	29%
Turkey	10%	10%
Sri Lanka	88%	44%
Colombia	10%	10%

Country	Tariffs Charged to the U.S.A. (Blue)	U.S.A. Discounted Reciprocal Tariffs (Yellow)
Peru	10%	10%
Nicaragua	36%	18%
Norway	30%	15%
Costa Rica	17%	10%
Jordan	40%	20%
Dominican Republic	10%	10%
United Arab Emirates	10%	10%
New Zealand	20%	10%
Argentina	10%	10%
Ecuador	12%	10%
Guatemala	10%	10%
Honduras	10%	10%
Madagascar	93%	47%
Myanmar (Burma)	88%	44%
Tunisia	55%	28%
Kazakhstan	54%	27%
Serbia	74%	37%
Egypt	10%	10%
Saudi Arabia	10%	10%
El Salvador	10%	10%
Côte d'Ivoire	41%	21%
Laos	95%	48%
Botswana	74%	37%
Trinidad and Tobago	12%	10%
Morocco	10%	10%

Son discours est extrêmement simple, et outrancièrement populiste : les États-Unis seraient victimes d'une guerre commerciale cachée, consistant parfois en des « arnaques », alors ils doivent répliquer de manière réciproque. Il est parlé de droits de douane réciproques (reciprocal tariffs) appliqués à chaque pays, pour faire correspondre la capacité d'exportation américaine à la capacité d'exportation de chaque pays.

Seulement, les chiffres sont grandiloquents et ils ont interloqué les dirigeants du monde. Il a été considéré notamment que la Chine appliquait 67 % de droits de douane, l'Union européenne 39 %, ou encore le Vietnam 90 %, et il est répliqué respectivement à hauteur de 34 %, 20 %, 46 %, c'est-à-dire en divisant approximativement par deux.

L'administration américaine s'est justifiée en expliquant qu'elle prenait en compte différents paramètres, considérés comme des « tricheries » commerciales, telles que des normes sanitaires, des taxes intérieures, des manipulations sur les devises, etc.

Une équation a ensuite été publiée (avec une méthodologie détaillée) : $\Delta \tau_i = (\chi_i - m_i) / (\epsilon \times \varphi \times m_i)$.

i désigne le changement de tarif douanier et la formule correspondrait *grosso modo* à un calcul du déficit commercial par rapport aux importations, pour chaque pays. En réalité, personne n'a véritablement compris, aucun économiste sérieux n'a fourni d'explication convaincante. Et pour cause, il n'y a en a pas.

L'action de Donald Trump a consisté en un coup de force, pour affirmer la puissance économique de la superpuissance américaine par la peur, le choc psychologique, afin de pousser à la négociation pour chaque pays ; les chiffres initialement annoncés n'étaient qu'un prétexte. C'est une guerre commerciale et cela a très bien fonctionné, l'impact a été immédiat et massif.

Dès le lendemain, pratiquement tous les indices boursiers ont chuté : -3,39 % pour le S&P500, -4,60 % pour le Nasdaq, -3,31 % pour le CAC40, -3,01 % pour le DAX, ainsi qu'un plus bas depuis plusieurs mois pour les indices à Pékin et à Tokyo.

De manière significative, le cours de l'or a flambé (symptôme de panique), alors que le baril de Brent (pétrole) a chuté de plus de 7 %, à moins de 70 dollars.

En France, *Le Figaro*, le quotidien de la bourgeoisie politiquement sérieuse et économiquement tournée vers les affaires, a été jusqu'à parler d'une « attaque massive sur les échanges commerciaux » lancée par Donald Trump, et a décrit la déflagration dans le monde de la finance au lendemain de l'annonce :

« L'action Apple cédait 8,25 %, Amazon 6,8 %, la chaîne de supermarchés Walmart 2,3 %. En Europe, le lunetier EssilorLuxottica perdait 6,95 %.

Du côté des devises, le dollar s'est effondré, l'euro gagnant 2,4 % jeudi.

Partout dans le monde, les rendements des obligations d'État, recherchées par des investisseurs en quête de placements peu risqués, ont reculé. »

L'ensemble des dirigeants mondiaux a réagi peu ou prou, soit en déplorant la situation, soit en s'offusquant et en annonçant des mesures. Les États-Unis en ont donc ajouté une couche par la voix du secrétaire au Trésor Scott Bessent :

« Si vous ripostez, la situation s'aggraverait. »

Bien entendu, c'est avant tout la Chine qui est visée, en tant que superpuissance rivale et challenger de l'hégémonie américaine. Pour se justifier, Donald Trump a accusé la Chine d'extorquer l'équivalent de droits de douane, notamment par des « manipulations monétaires » :

« J'ai beaucoup de respect pour le président Xi Jinping, et pour la Chine, mais ils nous tiraient beaucoup trop d'avantages. »

En retour, la Chine a réagi vivement, dénonçant des « pratiques d'intimidations unilatérales », non conforme aux règles du droit international et promettant des représailles.

« L'histoire a prouvé que les nouveaux tarifs douaniers ne résoudront pas les problèmes des États-Unis. Cela portera non seulement atteinte à leurs intérêts, mais mettra en danger la stabilité de l'économie mondiale comme des chaînes d'approvisionnement. »

La République populaire de Chine a ensuite répliqué dès le vendredi 4 avril 2025 avec des taxes douanières équivalentes, ce qui a entraîné de grandes perturbations sur les marchés financiers, en particulier une chute des valeurs de grandes entreprises américaines : Apple, Nvidia, Nike, Amazon ou encore General Motors.

Le vendredi 4 avril, toutes les bourses clôturaient avec une baisse significative : près de 6 % pour le S&P 500 et le Nasdaq, plus de 4 % pour le CAC40 et le DAX, etc. Puis, Donald Trump a commencé à dévoiler son plan, qui consistait effectivement en le fait d'obliger les pays à négocier.

« Les droits de douane nous donnent un grand pouvoir de négocier... Tous les pays nous ont téléphoné... Négocier ? Si quelqu'un nous dit : "Nous allons vous donner quelque chose qui est si phénoménal"... tant qu'ils nous donnent quelque chose de bon... »

Son fils, Eric Trump, personnage dont la voix compte, a également publié un message allant dans ce sens, assumant une perspective (tout à fait américaine dans la forme) de superpuissance mondiale :

« Je n'aimerais pas être le dernier pays qui essaierait de négocier un accord commercial... Le premier à négocier gagnera. Le dernier va absolument perdre. J'ai vu ce film toute ma vie. »

On se croirait effectivement à Hollywood dans un mauvais film, ou plutôt sur Netflix dans une série interminable au scénario alambiqué.

Le dimanche 6 avril, le Premier ministre britannique Keir Starmer, avouant négocier avec les États-Unis, parlait de tempête et déclarait :

« Le monde tel qu'on le connaissait a disparu. »

Le même jour, le conseiller économique de la Maison-Blanche, Kevin Hassett, annonçait plus de 50 pays ayant démarré des négociations, alors que Donald Trump en rajoutait encore une couche dans la provocation :

« C'est une révolution économique et nous allons gagner. »

Le lundi 7 avril 2025, la panique a continué sur les places boursières et les marchés financiers, où le bitcoin notamment décrochait de plus de 8 %, passant sous la barre des 75 000 dollars (contre près de 110 000 le jour de l'investiture de Donald Trump).

Du côté chinois, le ton est monté (« nous lutterons jusqu'au bout ») en réponse aux menaces de Donald Trump d'imposer 50 % de taxes supplémentaires, elles-mêmes décidées en réponse à la réponse chinoise... Le gouvernement a notamment interdit aux compagnies aériennes les livraisons de nouveaux avions Boeing. L'escalade a été ininterrompue tout au long du mois d'avril 2025.

Le mercredi 9 avril, une semaine après l'annonce du « Liberation day », Donald Trump provoquait un nouveau coup de tonnerre, en annonçant suspendre les droits de douanes réciproque pour 90 jours, sauf pour la Chine, impactée dorénavant à 125 % (soit 145 % en tout), en réponse à son augmentation des tarifs douaniers à 84 %.

De manière indéniable, il fut évident ce jour-là que le monde était littéralement suspendu aux moindres faits et gestes de Donald Trump, soufflant le chaud et le froid sur l'économie mondiale. L'affirmation de l'hégémonie économique de la superpuissance américaine a été totale, imparable.

Donald Trump se permettait même de moquer les pays négociant (75 selon lui), en mimant leur réaction :

« S'il vous plaît, monsieur, concluez un accord. Je ferai tout. Je ferai tout, monsieur. »

Il justifiait ensuite la suspension de 90 jours par le fait d'élaborer avec chaque pays des « accords sur mesure », qui ne doivent pas être du prêt-à-porter, mais de la « haute couture ».

Le jeudi 10 avril, le gouvernement français annonçait que 28 000 entreprises françaises exportatrices aux États-Unis pourraient être affectées par cette guerre commerciale et décidait de revoir à la baisse les prévisions de croissance (impactant ainsi l'élaboration du budget 2026).

Le Président chinois Xi déclarait dans une vidéo publiée sur le site du journal du régime *Le Quotidien du Peuple* dans laquelle il affirmait :

« Le peuple chinois ne provoque pas de troubles, mais il n'en a pas peur. Face aux difficultés et aux risques, leurs jambes ne trembleront pas et leur dos ne se pliera pas. La nation chinoise ne peut être ni intimidée ni écrasée ! »

Le vendredi 11 avril, l'Administration de Donald Trump décidait finalement d'épargner ce qui concerne les appareils électroniques des augmentations de taxes, avec une liste détaillée, incluant les semi-conducteurs, les États-Unis étant très dépendants de la Chine de ce point de vue là.

Néanmoins, le même jour, la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce Ngozi Okonjo-Iweala déclarait :

« La guerre commerciale pourrait réduire jusqu'à 80 % les échanges de marchandises entre les deux pays [les États-Unis et la Chine]. »

En visite au Vietnam (puis au Cambodge et en Malaisie) pour s'organiser régionalement contre les attaques commerciales américaines, le Président chinois Xi Jinping déclarait mardi 15 avril :

« Nos deux pays doivent fermement préserver le système commercial multilatéral, la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondial ainsi qu'un environnement international d'ouverture et de coopération. »

La directrice générale du Fonds monétaire international déclarait le vendredi 18 avril que l'économie mondiale ne devrait pas être touchée par une récession, mais au moins par un ralentissement « notable », avec des prévisions de croissance en baisse. Elle avertissait également à propos de la guerre commerciale :

« Cela aura des conséquences car pendant que les grands s'affrontent, les plus petits pays sont pris entre deux feux. La Chine, l'Union européenne et les États-Unis sont les plus gros importateurs. La conséquence ? La taille importe et ils sont capables de provoquer d'énormes retombées sur le reste du monde ».

Du côté chinois, c'était le branle-bas de combat avec le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères affirmant que son pays « n'a pas peur de se battre », alors que la presse faisait état de nombreuses actions financières chinoises contre le rival américain (jeu sur la valeur de renminbi, la version internationale du yuan, sur la dette américaine possédée par la Chine ainsi que sur des actifs en particulier).

Du côté américain, Donald Trump a poursuivi sa stratégie très offensive de choc psychologique mondial, visant en particulier le président de la banque centrale américaine (la FED) Jerome Powell, critique face à sa politique :

« Je ne suis pas content de lui. Je lui ai fait savoir et si je veux qu'il parte, il partira vite fait, croyez-moi. »

Ce dernier avait déclaré face à l'Economic Club de Chicago que les augmentations des droits de douane auraient un impact négatif sur l'emploi et la croissance, ainsi que sur l'inflation :

« Il est très probable que les droits de douane entraînent une hausse au moins temporaire de l'inflation. Les effets inflationnistes pourraient également être plus persistants ».

Mardi 22 avril, la valeur de l'or (valeur « refuge ») a connu un nouveau record à environ 3500 dollars l'once. Le même jour, le FMI publiait un rapport débutant ainsi :

« L'économie mondiale est à un moment critique. »

Complètement déboussolés par les manœuvres à la fois brutales et offensives de Donald Trump, les économistes du FMI affirmaient notamment :

« Des revirements majeurs de politique économique remettent en cause le commerce mondial et engendrent une incertitude susceptible de fragiliser la résilience de l'économie mondiale. »

Le lendemain, nouveau revirement américain : Donald Trump annonçait renoncer à limoger le président de la FED ainsi que baisser « de façon substantielle » les droits de douane de 145 % imposés à la Chine, concluant ainsi une longue séquence de pratiquement un mois de guerre commerciale lancée au moyen du choc psychologique.

Le mois d'avril 2025, qui a littéralement bouleversé le monde, est bien un moment clef de la guerre mondiale pour le repartage du monde, qui consiste principalement, comme nous l'affirmons depuis des années, en affrontement brutal entre la Chine et les États-Unis.

Cet épisode montre à quel point, ici du côté américain, mais c'est la même chose en face, il est considéré que la situation est arrivée à point de non-retour et que l'affrontement doit être entièrement assumé.

De manière typique, anecdotique en apparence mais très significative en réalité, Donald Trump affirmait tout simplement le 30 avril 2025 à quel point il était prêt à sacrifier une partie du mode de vie américain (fondé sur le *made in China*) pour conserver les États-Unis comme superpuissance mondiale face à sa rivale chinoise : il assumait que les petites filles américaines n'auraient maintenant plus droit qu'à deux poupées Barbie plutôt que « trente » auparavant...

On reconnaît bien là la dimension ignoble et cynique du personnage. On ne saurait toutefois s'arrêter à ça. Si les apparences sont grotesques, c'est que le capitalisme ne « pense pas » et que, par conséquent, ce qu'il met en place passe par d'étranges détours.

Il suffit de penser à comment l'Allemagne nazie a industrialisé son armée au moyen d'un agité comme Adolf Hitler, ou comment l'Italie a modernisé son État à travers un tribun bouffon comme Benito Mussolini.

Il faut voir au-delà et porter son regard sur les tendances historiques, sur les lois auxquelles le capitalisme est assujéti. Les mesures de Donald Trump ont un sens.

Allons droit au but et expliquons ce qu'il en est. La situation américaine est à l'inverse de celle de 1945. Lorsqu'intervient la première crise du capitalisme avec la première guerre impérialiste et la révolution russe d'Octobre 1917, il n'y a que deux pays qui y échappent, de manière relative : les États-Unis et le Japon.

Par la suite, ils seront rattrapés, notamment avec la crise de 1929. Néanmoins, le capitalisme américain avait une base pour élargir son existence. Et en 1945, il se retrouve avec une gigantesque capacité productive, alors que les autres pays sont ruinés, sauf l'URSS bien sûr.

Le Plan *Marshall* a servi ici à donner des moyens financiers, et dans une moindre mesure à en prêter, afin que toute une liste de pays deviennent des clients des États-Unis. Leur capitalisme a été intégré dans le dispositif américain, en particulier au moyen de la République fédérale d'Allemagne, qui était littéralement une semi-colonie américaine.

Dans ce contexte, le dollar a pris une place prépondérante. Avoir des dollars revenait à posséder une monnaie forte, liée à la superpuissance impérialiste américaine. C'était une valeur sûre.

En 2025, on a la situation inverse. La mondialisation est passée par là. Les États-Unis sont eux-mêmes des clients de différents pays, et ce de manière prononcée. Quant au dollar, il est tellement internationalisé que les États-Unis ne sont plus en mesure de procéder à une dévaluation, afin d'éponger les dettes.

Donald Trump inverse donc le plan Marshall, au moyen de droits de douane. Ceux-ci sont des dons inversés du plan Marshall, et également un moyen de relancer l'industrie américaine, en la surprotégeant.

Les médias ont beaucoup parlé de Stephen Miran comme le concepteur des mesures protectionnistes de Donald Trump. La revue conservatrice *Le Point* publie ainsi un article intitulé « Stephen Miran, architecte du chaos économique de Donald Trump », où il est dit que « Le principal conseiller économique du président américain veut utiliser la surtaxe douanière comme un levier de négociations pour restaurer l'hégémonie de Washington ».

De manière générale, il est considéré que tous les responsables économiques des différents pays se sont précipités sur le document de Stephen Miran de novembre 2024, *A User's Guide to Restructuring the Global Trading System* (Guide d'utilisateur pour la restructuration du système commercial mondial).

Le quotidien *Le Figaro* raconte ici fin mars 2025 :

« L'influent conseiller de Donald Trump se doute-t-il qu'il alimente depuis un mois toutes les conversations des économistes européens ? Cela ne le préoccupe sans doute pas beaucoup.

Stephen Miran laisse bien volontiers la lumière à son exubérant patron. L'éminence grise de 41 ans, fines lunettes sur un visage rond, soigne d'autant plus son image d'austère technicien que ses travaux traduisent une vision très politique de la défense des intérêts américains.

''S'agissant des motivations des États-Unis, je vous invite à lire l'économiste Miran : il y a une véritable idéologie à l'œuvre'', conseille lui-même le ministre français des Finances, Éric Lombard.

Ceux qui l'ont croisé à Harvard pendant son doctorat, à la fin des années 2010, évoquent un garçon discret et travailleur, qui frayait peu avec les étudiants étrangers. Le jeune homme savait aussi déjà très bien ce qu'il voulait : pour directeur de thèse, il avait choisi Marty Feldstein, figure de l'orthodoxie républicaine. »

Mais si tout cela a une part de vérité, c'est bien trop complotiste et surtout considéré comme « organisé », « pensé ». Ce n'est pas ainsi que fonctionne le capitalisme. Il y a d'ailleurs toute une série d'autres conseillers aux thèses similaires, comme Peter Navarro.

Et, de toutes façons, tous partagent le même fond idéologique : l'ennemi, c'est la Chine, et toutes les mesures doivent viser celles-ci en priorité. On ne doit donc pas voir les mesures douanières en les séparant les unes des autres, ou en considérant que l'incertitude est le maître-mot, qu'on ne sait pas où on va.

Si, on sait très bien où on va : au conflit sino-américain pour l'hégémonie mondiale. On ne commence pas une guerre commerciale sans avoir de grandes ambitions. Donald Trump est là pour casser, pas pour détruire ; il agit conformément aux intérêts du capital financier américain, avec l'idée que « pour que rien ne change, tout doit changer ».

On ne saurait se laisser piéger par les apparences et les commentaires simplistes. Le capitalisme américain est extrêmement puissant, s'il ne « pense » pas, s'il ne sait pas ce qu'il fait, il dispose d'une capacité d'initiatives qui est tout à fait cohérente, et ce depuis qu'il a l'hégémonie dans le camp capitaliste ; cela date de tout de même 1918 ! ■

En raison de la passivité des masses, « l'impérialisme européen » s'organise toujours davantage

En ce printemps 2025 rien n'a été fait en France par les masses pour se soulever contre l'élan de l'État bourgeois vers la guerre. De manière implacable, cet élan se poursuit en conséquence, et cet article vise à en donner l'état des lieux.

Dans l'état actuel des choses, dans ce piétinement devant le gouffre de l'épouvantable guerre impérialiste qui se dessine, lire *Crise*, c'est se donner les moyens d'agir en faveur de la rupture révolutionnaire et d'être en mesure d'agir en cadre de la Révolution et de son Parti en faveur des masses et comme avant-garde du prolétariat comme classe devant diriger la société française.

Nous partons ici du principe que nos lecteurs ont donc bien en tête notamment les analyses déjà posées dans l'organe de la rupture qu'est notre revue à propos de l'Union Européenne, du développement de l'économie de guerre en France, de figures bourgeoises impérialistes comme le ministre des Armées Sébastien Lecornu ou comme le député européen pro-guerre Raphaël Glucksmann.

Armé de ces idées claires, il est possible de préciser maintenant la forme que prend l'impérialisme qui dévore la bourgeoisie française et son État dans son déploiement, ce qui nous aide à préciser dès lors notre ligne et à clarifier nos cibles en matière de propagande démocratique et populaire.

Sur le fond, ce qui est établi, c'est que c'est la bourgeoisie moderniste, libérale et européiste, qui a pris les devants en matière d'impérialisme, damant le pion à sa rivale souverainiste qu'elle affronte pied à pied depuis 2005.

La guerre en Ukraine et la victoire des populistes conservateurs aux États-Unis d'Amérique comme

dans certains pays européens ne remettent pas en cause cette hégémonie. Même en France, le caractère loufoque et provocateur de ces populistes, et en particulier d'une figure comme Donald Trump, ne passe pas culturellement, soudant même inversement les éléments éduqués de la petite bourgeoisie urbaine aux éléments de la bourgeoisie moderniste au pouvoir, ou satellisés par elle.

La bourgeoisie moderniste, ou même post-moderne, contrôle d'ailleurs complètement l'appareil d'État, les médias, et les institutions éducatives supérieures.

Dans le jeu politique de la légalité bourgeoise, seuls le Rassemblement National à l'extrême droite, sur une base nationale-populiste, et La France Insoumise à gauche, sur une base sociale - populiste faisant démagogiquement feu de tout bois, produisent quelques velléités souverainistes.

Mais ni LFI ni le RN ne se dressent sérieusement face à l'élan impérialiste de la bourgeoisie libérale et à l'économie de guerre. La guerre en Ukraine et ses effets les ont littéralement dépassés.

De plus, ne prennent ni la dérivation sur la question migratoire, ni celle sur le conflit israélo-palestinien, ni celle sur des « oppressions » de « minorités » sociales exposées au « fascisme » ou sur celle d'un retour au compromis néo-keynésien avec le capitalisme français.

Et de toute façon, les uns et les autres se sont couchés devant l'Union Européenne et devant l'armée française.

Il suffit de voir comment la LFI a défendu Vencorex, une entreprise appartenant à un consortium suédo-thaïlandais, déployé aussi aux États-Unis, mais dont le siège social est en France.

Les cadres de la LFI ont profité du fait qu'une firme chinoise tente de racheter l'usine au Pont-de-Claix, près de Grenoble dans le département de l'Isère, pour dérouler leur ligne soi-disant anti-OTAN, voire anti-États-Unis, et au passage aussi bien sûr anti-chinoise, au nom de la nécessité de garantir la souveraineté française en matière de dissuasion nucléaire.

Vencorex produit en effet des isocyanates, base chimique pour produire des composés utiles dans le textile, l'isolation des bâtiments etc, mais aussi des sels nécessaires à l'armement nucléaire. Notons d'ailleurs que cette usine, située en pleine zone urbanisée est classée SEVESO, c'est-à-dire site industriel dangereux pour les populations locales. La tragique et révoltante catastrophe de Bhopal en Inde, qui avait fait plus 7000 morts en 1984, était justement dû à une fuite de ces isocyanate dans l'atmosphère.

Rien que cette exemple illustre ce que l'on doit penser d'une organisation comme LFI, absolument incapable de s'opposer à l'élan impérialiste de la France, élan qui la dépasse complètement.

Il y a donc une certaine stabilité et pas de contestation depuis l'intérieur du régime. L'impérialisme, pour la bourgeoisie moderniste, ne doit déranger qu'au minimum les masses françaises, au nom de la paix sociale. Hors de question donc, de militariser en masse, de censurer, toutes les informations ou de restreindre la consommation de masse.

La promotion d'un national-catholicisme soft, le bourrage de crâne élégant et pluraliste, une inflation contenue, une mobilisation de l'épargne et une austérité non assumée sur les services publics, un jeu politique opposant la « raison » bourgeoise moderniste à « l'irrationalité » de ses rivales souverainistes de droite ou de gauche, sont les moyens jusque-là mis en œuvre pour neutraliser les masses.

Mais le jeu auquel joue la bourgeoisie moderniste la dépasse, et finira par l'avaloir. La bourgeoisie libérale en France joue la carte de la guerre, sans vouloir ni le fascisme, ni la mobilisation des masses, ni les affres de l'économie de guerre. Elle aura la guerre puis la

Révolution, sauf si la Révolution empêche avant la guerre.

En attendant, l'élan est donné, entraînant la bourgeoisie souverainiste, historiquement déconcertée par ce renversement, sous la forme d'un impérialisme français s'appuyant sur l'Union Européenne et sur une alliance ferme, mais rivale, avec les États-Unis d'Amérique.

La militarisation de l'Union Européenne, arrière-plan de l'économie de guerre entraînant la France

En mars 2025, la Commission Européenne a publié son « plan », appelé *ReArm EU* et sa feuille de route pour l'impérialisme européen. En fait de plan, il faut bien comprendre que les fonctionnaires européens ne peuvent au mieux que proposer des séries d'axes, plus ou moins articulés entre eux, qui doivent ensuite être déclinés par les États selon leur bon vouloir et leurs capacités, avec le soutien d'entreprises privées.

En fait, il s'agit de déterminer un budget, des axes et une date, mais forcément comme il s'agit de mobiliser 27 États relativement concurrents entre eux, et presque autant de firmes (pour la France, largement doté dans ce domaine ce sont par exemple Thalès, Dassault, Safran, Naval Group etc..), les axes restent indicatifs (développer les missiles, l'IA et les drones, produire des munitions etc..), tout comme la date de 2030 est un « horizon », et même d'ailleurs le budget, qui en fait n'existe pas. La Commission parle de 800 milliards d'euros sur 5 ans, dont 150 milliards devant être empruntés sur les marchés et le reste, 650 milliards, devant être apportés par les budget de la défense cumulés des États membres.

Pour atteindre si possible le chiffre de 650 milliards, la Commission Européenne a même renoncé à son rôle, pourtant établi depuis le Traité Maastricht en 1992.

Normalement, elle se doit de sanctionner tout État dépassant un déficit public de plus de 3% de son PIB. Pour investir dans l'armée, des dérogations seront désormais accordées.

Rien ne dit si un tel niveau de dépense est sérieusement possible toutefois, cela imposant soit des politiques d'austérité très fortes, soit un recours massif à l'endettement, un endettement déjà à des niveaux délirants. Par exemple, l'emprunt de 150 milliards, que la Commission Européenne prend à charge directement, est garanti sur la différence entre le montant maximal de ressources que la Commission peut demander aux États membres pour une année, moins les recettes nécessaires au financement du budget annuel de l'Union Européenne. C'est-à-dire que la Commission doit faire tapis de tous ses moyens disponibles pour emprunter cette somme sur les marchés.

Lors du COVID, l'Union Européenne avait annoncé un « plan » de relance à 750 milliards, qui inspire d'ailleurs dans sa méthode largement ce plan *ReArm EU*. Le remboursement de ces 750 milliards doit commencer en 2028, c'est donc un mur délirant de dettes que les États européens accumulent. C'était à cette occasion que la Commission avait lancé un premier emprunt en son nom de 20 milliards en 2020 auprès des marchés. Cela avait été considéré comme une réussite, mais là il s'agit donc d'emprunter tous azimuts, auprès d'opérateurs essentiellement américains.

En admettant que tout l'argent soit donc trouvé effectivement, l'Union Européenne veut profiter de ces moyens pour restructurer le marché de l'armement.

27 grands monopoles ont donc ainsi été identifiés, qui doivent maintenant fusionner, coopérer, avec l'idée que d'ici 2030 l'Union Européenne n'achète plus que 35% de ses armes hors UE, essentiellement aux États-Unis. On comprend que le complexe militaro-industriel français se frotte les mains. Peu importe ce budget gazeux, il salive d'avance, et la restructuration économique du capitalisme français dans la direction de l'économie de guerre se trouve là renforcée de manière considérable.

Cela est d'autant plus vrai que les débouchés sont garantis : la Commission promet que tous les satellites de l'Europe seront poussés, de par la menace russe, à acheter des armes européennes ;

cela vise bien sûr l'Ukraine tout d'abord et explicitement, mais aussi tous les autres pays membres de l'OTAN hors UE, dont la Turquie voire même le Canada, et tous les pays ayant des accords de défense avec l'UE comme les Emirats Arabes Unis ou le Maroc.

Un tel déploiement bouscule cependant le cadre des missions relevant de l'Union Européenne. Celle-ci n'a pas selon les traités européens en vigueur de compétence en matière de défense militaire. Il existe un traité fixant vaguement quelques principes de politique et de sécurité extérieure communs (PESC), mais le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) interdit dans son article 41 « toutes dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense ».

La Commission européenne a donc annoncé en mars 2025 que le budget en question relevait non d'une politique de défense, mais simplement de prêts garantis par le budget de l'Union Européenne, autorisé par l'article 122 du TFUE.

Mais ce n'est même pas encore la seule entorse que la Commission fait au droit des traités européens qui la fonde, le renoncement aux dispositions vaguement écologique du Pacte Vert, adopté juste avant le COVID en 2020, dès lors qu'elles contreviennent au principe de la défense européen, va dans le même sens.

Dans le même ordre d'idée, les dispositions du projet REACH, devant identifier et interdire toutes les substances dangereuses utilisés dans les produits de consommations (textiles, pharmaceutiques et alimentaires notamment), projet qui est à la base du développement d'applications grand public comme Yuka par exemple, a été suspendu en cas de contradictions avec les intérêts des monopoles de la défense !

Pire encore, le droit européen ne fait bien sûr que renforcer ces monopoles, en particulier sur les approvisionnements miniers.

C'est notamment depuis le cas l'adoption de la « législation européenne sur les matières critiques » en 2023, qui élargit les avantages juridiques des monopoles de la défense à ceux des mines.

Rien que cet exemple illustre nos analyses sur l'économie de guerre et la centralité du complexe militaro-industriel dans le capitalisme des pays avancés de notre époque.

Prenons ici un exemple significatif pour marteler ce principe et le rendre évident. Il n'y a qu'à parler de la politique européenne du lithium, et notamment de l'exploitation par le monopole anglo-australien, au service du capitalisme européen, Rio Tinto. Rien que le nom de cette firme, qui ose porter le nom d'une mine qu'elle exploite à la fin du XIXe siècle en Andalousie en Espagne, qui a été le théâtre d'une répression brutale contre les ouvriers en 1888 (on ne sait d'ailleurs pas même le nombre de victimes, les corps ayant été masqués dans les déchets de la mine), et d'une pollution hallucinante, donne à lui seul la mesure de la rage implacable que l'on doit au capitalisme.

On laissera ici le lecteur se documenter sur Rio Tinto en Espagne, il est même inutile d'en dire plus tellement la seule découverte des faits dit tout.

C'est donc à ce monopole épouvantable qui se voit confier l'exploitation en Serbie de ce qui doit être la plus grande mine de lithium du continent, alimentant le soulèvement de la population locale depuis des mois. Rio Tinto sert de fer de lance de l'intégration de la Serbie dans l'Union européenne, avec sa mise à disposition comme satellites des principales forces européennes, que sont l'Allemagne et la France.

Tous ces éléments sont cohérents entre eux, et dessinent nettement la trajectoire vers la guerre dans laquelle nous entraînent les États européens, à commencer par la France bien sûr. Ils semblent néanmoins dispersés, du moins aux yeux de ceux qui n'ont pas comme nous compris que nous allions à la guerre mondiale pour le repartage du monde.

On ne peut pas trouver d'excuses aux organisations prétendument révolutionnaires en Belgique et en France qui pourtant restent tétanisées et muettes sur l'ampleur de la Crise du capitalisme que nous vivons.

Que l'on se rassure néanmoins pour tous ceux qui n'ont encore pas compris, la Commission

Européenne prépare justement un nouveau texte qui se fixe l'objectif de rendre cohérents et explicites ces éléments selon une logique d'ensemble : ce sera l'EDIP (European Defense Industry Program), adopté pour la fin de la session parlementaire, au plus tard en juin 2025.

Le déploiement de l'armée française dans le cadre de l'OTAN et de l'UE

L'appareil militaro-industriel a le vent en poupe en ce printemps 2025. Il n'y a qu'à parcourir les sites internet des grands monopoles de l'armement en France pour mesurer l'optimisme des capitalistes de ce secteur. En conséquence, leur élan entraîne des secteurs toujours plus nombreux dans leur sillage.

La réactivation du national-catholicisme par Emmanuel Macron, d'un national-catholicisme modernisé, est une expression de cela, en direction des masses, afin de les paralyser dans le culte de la nation, et de la bourgeoisie qui la dirige.

Par exemple, le bourrage de crâne en direction de la jeunesse reste relativement faible, même s'il se développe, les commémorations officielles se militarisent de plus en plus ouvertement, mais sans outrance trop ouverte.

La bourgeoisie moderniste n'entend pas demander pour le moment autre chose aux Français que de regarder et de l'assister, par l'obéissance et le travail, dans l'effort réclamé par le développement de l'économie de guerre. Bien sûr, les choses vont se tendre à mesure que les « plans » que la Commission Européenne élabore pour les gouvernements de l'Union Européenne vont se réaliser.

Mais la bourgeoisie n'a pas de plan au sens strict, et ne peut en réalité pas en faire sérieusement, elle calcule simplement puis avance et voit sur le tas si ses calculs ont été satisfaisants, puis corrige éventuellement ses calculs et avance, etc.

Il n'est même pas sûr que la bourgeoisie comprenne réellement qu'elle entraîne la France à l'abîme.

Les restructurations économiques et le déploiement du complexe militaro-industriel

français dans le cadre européen s'effectuent comme un enchaînement de faits accomplis. Mais ils transforment étape par étape la bourgeoisie, son État et la société française. Les Français pensent pouvoir rester sur le carreau, ne prenant aucune responsabilité et évitant autant que possible l'entraînement direct dans l'économie de guerre, mais ils sont transformés par la situation qui change, ils sont rattrapés par le délitement de l'État bourgeois, par l'austérité et les effets implacables de la dette.

Ils sentent que l'État doit se réaffirmer, mais quel État ? Pour le moment, ils ne se conçoivent pas hors de l'État bourgeois.

Et celui-ci est entraîné dans sa fuite en avant. Déjà l'armée française forme en Pologne des soldats ukrainiens dans le cadre de la mission européenne de l'EUMAM (European Union Military Assistance Mission in support of Ukraine), qui est une déclinaison de la politique de sécurité extérieure commune (PESC), bientôt renforcée par les milliards du programme *Rearm EU* qui vont pleuvoir.

Dans le cadre de l'OTAN, la France satellise la Roumanie, où elle a déployé 1400 soldats, presque autant qu'à Djibouti, sa plus grande base extérieure. Elle a aussi déployé 350 soldats en Estonie, dont le ciel est surveillé par des avions de guerre français.

L'armée française et le complexe militaro-industriel français sont profondément liés au système opérationnel de l'OTAN et des États-Unis. La marine française collabore sans cesse avec la marine américaine, par exemple en avril 2025 : le navire école Jeanne d'Arc a participé à des exercices et des formations communes en Louisiane, où il a été l'occasion pour les officiers français de remettre des médailles aux personnalités francophones de cet État américain et de préparer un exercice commun avec l'armée américaine.

Le déploiement des troupes françaises dans le cadre du PESC en Afrique est entièrement en coopération avec les forces américaine, et ceci encore sans parler de l'exercice de grande envergure appelé « CLEMENCEAU », qui a duré cinq mois, qui a conduit le GAN (Groupe

AéroNaval) du porte-avion français à mener une série d'exercices avec les États-Unis, l'Italie, le Maroc, la Grèce et le Portugal en Atlantique Nord, avant de participer à un exercice avec la marine indienne, de s'entraîner avec l'aéronavale australienne et surtout de participer avec les États-Unis et le Japon au Multi Large Deck Event « Exercise PACIFIC STELLER 2025 », une démonstration de force face à la Chine qui a impliqué le déploiement de trois porte-avions et de pas moins qu'une centaine d'avions.

Ce sont des milliards et des milliards qui sont dépensés dans ces opérations, qui appellent eux-mêmes des milliards et des milliards pour se justifier, élargir l'économie de guerre, armer la machine de guerre française, contre la Chine, contre la Russie, voire pour la France spécifiquement, contre la Turquie, avec ses rivaux partenaires de l'OTAN et de l'indo-Pacifique, et surtout sous la coupe des États-Unis.

Rien n'est plus faux que d'imaginer que l'État bourgeois puisse se dégager des Américains comme le prétendent les cadres du RN ou de LFI (et cela vaut pour leurs satellites dissidents), qui se couchent en même temps devant l'appareil d'État et le complexe militaro-industriel qu'ils n'entendent pas du tout affronter.

L'élan donné ne peut être réorienté par des gens aussi tièdes, quand bien même ce serait souhaitable de le faire pour sauver la « République » bourgeoise sous une nouvelle forme. Les liens militaro-industriels entre la France et les États-Unis sont trop forts.

Si l'État bourgeois doit aller à la guerre, se sera forcément au côté des États-Unis et dans le cadre de l'UE d'une manière ou d'une autre. Cela, la bourgeoisie moderniste l'a mieux compris que sa rivale souverainiste. En quelque sorte, ces deux factions règlent aujourd'hui les comptes de 2005.

Mais cette lutte de factions n'a pas d'importance sur le plan historique.

Sans l'appui du prolétariat pour élaner les masses vers la Révolution, personne peut rien et d'ailleurs la bourgeoisie souverainiste ne comprend même rien ou trop peu la situation. À ce stade, il faudrait déjà une force déterminée et un appui populaire massif pour sortir de l'OTAN,

de l'UE et imposer une révision complète de l'appareil militaro-industriel. De par cette situation, la bourgeoisie souverainiste, qu'elle soit RN ou LFI, n'a pas ni l'énergie nécessaire d'assumer franchement les deux premiers points, ni surtout la moindre intention de s'attaquer au troisième.

Devant l'Histoire, elle est déjà ringardisée et impuissante à contrer l'implacable fuite en avant de la bourgeoisie moderniste vers la guerre pour le repartage du monde.

Nous disons tant mieux, et même pour ceux qui militent depuis longtemps contre l'État bourgeois en France, enfin. Seules les masses ont l'énergie nécessaire pour assumer franchement un refus de la guerre, seul le prolétariat a la ferme intention de changer du tout au tout la vie en balayant la décadence incapable et meurtrière de l'État bourgeois, seule l'avant garde éclairée est en mesure de guider la Révolution jusqu'au bout, afin d'édifier un Nouvel Ordre, l'État Démocratique et Populaire qui renversera par la force l'ordre ancien et décrépi pour élever le Socialisme, se tourner vers l'Humanité et le Cosmos et aller au Communisme.

Au congrès de 1907 de la Deuxième Internationale à Stuttgart en Allemagne, l'immense Lénine disait face à la course à l'abîme qui menaçait la paix et face aux illusions petite-bourgeoise du français Gustave Hervé (1871-1944), dont les positions d'alors font échos à celle de LFI aujourd'hui, et qui termina par soutenir en 1914 le nationalisme le plus chauvin, avant de finir pétainiste (dès même les années 1930) :

"Le fameux Hervé, qui mena grand tapage en France et en Europe, a soutenu sur cette question des conceptions semi-anarchistes, proposant naïvement de « répondre » à toute guerre par la grève et l'insurrection.

D'une part, il ne comprenait pas que la guerre est le produit nécessaire du capitalisme et que le prolétariat ne peut renoncer à prendre part à la guerre révolutionnaire, de

telles guerres s'étant produites et étant susceptibles de se produire dans les sociétés capitalistes.

D'autre part, il ne comprenait pas que la possibilité de « répondre » à la guerre dépend du caractère de la crise que la guerre provoque. Le choix des moyens de la lutte est fonction de ces conditions, et cette lutte (c'est là un troisième point qui montre les malentendus ou les inconsistances de l'hervéisme) ne doit pas aboutir uniquement au remplacement de la guerre par la paix, mais à celui du capitalisme par le socialisme.

La question n'est pas de se contenter à faire obstacle au déclenchement de la guerre, mais de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour précipiter le renversement de la bourgeoisie."

En se sens, soit la Révolution empêche la guerre, soit la guerre provoque la Révolution. Aucune demi-mesure n'est possible dans une situation d'une telle tension, dans une période où la tendance historique est franche, nette, et l'emporte sur tout le reste.

Alors, oui, en apparence « l'impérialisme européen » se renforce. Mais les contradictions inter-impérialistes sont trop nombreuses et l'Union européenne n'est que la superstructure d'une alliance d'États capitalistes qui eux sont dans une posture toujours plus mauvaise.

La passivité des masses alimente ainsi l'illusion que le capitalisme parvient à se restructurer, à se remodeler. Ce sont en réalité des contorsions, une adaptation forcée à la marche inévitable à la guerre comme moyen de se repartager le monde.

Qui accorde sa fidélité au capitalisme en s'imaginant qu'il conservera sa stabilité paiera ici le prix cher ; c'est l'avenir qu'il faut prendre en considération, c'est la guerre populaire qu'il faut avoir à l'esprit, c'est la contribution à la révolution mondiale qu'il faut avant tout avoir en considération. ■

Comment l'État israélien cherche à ramener Gaza dans le passé

Depuis l'effondrement du régime syrien en décembre 2024, l'armée israélienne a mené 226 incursions au sol en Syrie, et procédé à 786 bombardements au moyen de l'artillerie ou de l'aviation. Le 2 mai 2025, c'est même l'environnement proche du palais présidentiel syrien qui a été la cible des missiles.

Officiellement, l'État israélien intervient pour « sauver » les druzes. Le chef religieux majeur des Druzes en Syrie, cheikh Hikmat al-Hajrin, venait d'appeler à l'aide alors que les islamistes, depuis leur victoire, exercent une pression sanglante sur les minorités religieuses.

Il vaut mieux de parler de dimension ethno-religieuse, car les Druzes ont mis en place leur propre religion, une sorte de mysticisme post-musulman, afin de maintenir leur cadre culturel.

Du côté israélien, le Premier ministre Benjamin Nétanyahou et le ministre de la Défense, Israël Katz prétendent naturellement vouloir sauver les Druzes. Le cheikh Muafak Tarif, chef spirituel de la communauté druze en Israël, s'est empressé de remercier en personne Benjamin Netanyahu.

En réalité, personne n'est dupe, cela fait partie du redécoupage de la région. Les Druzes sont un million au total, dont un peu plus de 100 000 en Israël. Ils sont 400 000 au Liban, dans une zone bien définie, et environ 570 000 en Syrie, et justement au sud-ouest du pays, près d'Israël.

Pour les Israéliens, parvenir à établir une alliance avec les Druzes est un objectif majeur afin de renforcer ses propres positions. Il s'agit soit d'affaiblir la Syrie, soit de pousser à une sécession druze. Dans tous les cas, c'est une démarche expansionniste, et l'État israélien espère d'autant plus parvenir à ses fins que les Druzes ne représentent que quelques pourcents des trois pays où ils vivent.

Leur faiblesse numérique les pousse à une réflexion tactique permanente pour subsister dans « l'Orient compliqué », où les divisions religieuses et communautaires, en raison de la prépondérance du clanisme, du tribalisme, qui se perpétuent dans un environnement littéralement féodal malgré sa modernité.

C'est là qu'on reconnaît les complications de la situation car, dans les faits, les Druzes sont des Arabes. Mais l'unité nationale arabe des différents pays arabes aboutit sans aboutir, se heurtant perpétuellement à la dimension semi-féodale. C'est précisément cela qui affaiblit terriblement la cause palestinienne, qui l'empêche d'aboutir à quelque chose de constructif.

Car l'opération du « Déluge d'Al Aqsa » du 7 octobre 2023 n'a pas marqué une avancée de la cause palestinienne. On peut retourner les faits dans tous les sens, c'est même l'inverse qui est vraie : jamais la société palestinienne n'a été aussi divisée, jamais sur le plan militaire la pression n'a été aussi grande, jamais l'État israélien n'a été en mesure d'agir aussi librement.

Le but n'est d'ailleurs pas moins que de détruire Gaza, d'en chasser la population palestinienne. C'est ouvertement affirmée par le cabinet de sécurité israélien dans son plan d'intervention à Gaza approuvé à l'unanimité, dans la nuit du 4 au 5 mai 2025.



Le plan par étapes, établi par le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, vise à instaurer une présence militaire israélienne durable. L'ensemble de la population de la bande de Gaza doit être déporté vers le sud de l'enclave. Et le « départ volontaire » des habitants de Gaza vers d'autres parties du monde va être encouragé. En ce sens, l'armée israélienne a déjà commencé à appeler des dizaines de milliers de réservistes pour renforcer sa présence militaire à Gaza.

C'est là une action qui a un double sens. Déjà, il s'agit d'aller de l'avant du démantèlement de Gaza, un objectif conforme au sionisme comme idéologie expansionniste régionale. Ensuite, il s'agit de continuer à exercer une pression démesurée dans une situation déjà terrifiante. 90 % des logements sont détruits, 95 % des infrastructures hospitalières sont endommagées. C'était l'objectif dès le départ, au-delà de la question des otages : les cinq premiers mois, l'État israélien a bombardé Gaza au moyen de 25 000 tonnes d'explosifs, soit deux bombes atomiques.

Au cours de ce processus, il y a les morts, par dizaines de milliers. Combien sont-ils : 50 000, 60 000, 70 000 ? Au terrorisme menée de manière militaire s'associe une opacité complète, l'armée israélienne isolant Gaza du reste du monde, pour les journalistes comme, à partir de début mars 2025, pour les camions de l'aide humanitaire.

Les Palestiniens de Gaza sont ainsi livrés à eux-mêmes, placés dans la survie sans apport d'eau potable, sans nourriture, sans médicaments.

Cela est vrai pour aujourd'hui comme pour demain : ont été endommagées ou détruites 82 % des terres cultivées, 55 % des systèmes d'irrigation des exploitations, 78 % des serres, 70 % des puits agricoles, et ont été tués 96 % des animaux de ferme et 99 % des poulets.

Le but est de briser les Palestiniens de Gaza, entièrement alors que 1,9 million de personnes, soit 90 % des habitants, n'ont cessé d'être déplacés de force, selon les actions militaires israéliennes les amenant à fuir dans telle ou telle direction. Cela veut dire aussi : plus d'événements culturels, plus d'éducation.

Si on ajoute à cela le nettoyage des destructions, la reconstruction, il y en a pour vingt ans, et encore le processus n'est-il pas fini. Comment et pourquoi se terminerait-il ? Les masses mondiales n'ont pas voulu choisir entre les forces militaires israéliennes et les fondamentalistes du Hamas utilisant des méthodes terroristes.



C'était inévitable. Pourquoi les masses iraient-elles considérer que le Hamas puisse apporter quoi que ce soit de positif au progrès dans le monde ? Entre l'omniprésence de la religion et la démarche patriarcale-militariste, il n'y a rien pour plaire.

Reste la cause palestinienne. Mais les masses mondiales ne voient pas en quoi celle-ci se distingue du Hamas, qui revendique de la représenter.

Et même les forces censées être de gauche, comme le FDLP ou le FPLP, sont dans l'alliance militaire avec le Hamas (ce qui est plutôt une mise sous tutelle par ailleurs).

Les masses tournent ainsi le dos au Hamas, et en même temps à la Palestine, et de manière inverse, une infime minorité de gens dans le monde adoptent une démarche nationaliste-révolutionnaire et s'imaginent subitement que le Hamas représenterait une résistance populaire et révolutionnaire. Le rejet du Hamas par les masses mondiales produit un fétichisme chez quelques ultras.

Naturellement, les masses ne vont pas pour autant soutenir l'État israélien, et ce malgré l'horreur provoquée par les actions ignobles du 7 octobre 2023, marquées par 1 200 morts et 251 personnes prises en otage. Personne ne peut être dupe sur la démarche israélienne qui vise à anéantir Gaza.

Le sionisme, au-delà de ses prétentions, est une affirmation expansionniste dans les faits. Pour preuve, la nouvelle annonce de représailles israéliennes contre l'Iran à la suite d'un missile envoyé par les Houthis au Yémen contre l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv dimanche 4 mai. On est dans l'escalade permanente.

L'objectif israélien est même très clair : c'est l'expansion territoriale accompagnée de la déstructuration maximale de la société palestinienne. Les Palestiniens étaient déjà prisonniers d'une situation féodale au moment de la naissance de l'État israélien. Il s'agit de les maintenir à ce niveau, de les empêcher de développer une société réelle, avec des traits nationaux significatifs. Et, même, il s'agit de les pousser à l'exode.



On a bien vu, dans ce cadre, comment la nature clanique de la société palestinienne a empêché une opposition nationale unifiée à la destruction de Gaza.

C'est même vrai pour le « monde arabe » : il n'y a pas eu de soulèvement en faveur de la Palestine, dans aucun pays arabe.

Devant une telle passivité, l'État israélien, un assemblage religieux avec diverses communautés construit de manière volontaire, plus ou moins artificiellement, s'est d'autant plus précipité dans la démolition, afin de donner vigueur à sa propre idéologie.

Ici, d'ailleurs, le Hamas a servi deux fois l'État israélien. La première fois, en contribuant à la cassure entre Gaza et la Cisjordanie.

Ensuite, en menant une action tellement sanglante et sans lendemain le 7 octobre 2023 que cela a permis la mobilisation générale du côté israélien, permettant un approfondissement d'une démarche déjà mise en place.

Il y a ainsi les centres de détention qui ont systématisé la terreur. Non seulement les arrestations sont administratives, sans accusation formelle ni droits à la défense, mais la torture est de rigueur. L'association israélienne B'Tselem résume ainsi les méthodes employées par l'armée israélienne :

« Actes fréquents de violence sévère et arbitraire, agression sexuelle, humiliation et placement dans des situations dégradantes, conditions insalubres forcées, privation de sommeil, prohibition et mesures punitives visant la pratique du culte religieux, confiscation des biens personnels et collectifs, et refus des traitements médicaux adéquats. »

Or, Israël a une longue pratique de l'emprisonnement comme méthode terroriste. Depuis 1967, 800 000 Palestiniens ont été emprisonnés, soit 20 % de la population et 40 % des hommes. Il n'y a pas eu de modification de la stratégie initiale de la part de l'État israélien.

C'est le prolongement ultra-brutal de ce qui a déjà été mis en place. Le Hamas a littéralement installé une situation permettant à l'État israélien de se lancer de manière éperdue et systématique ce qu'il ne pouvait faire que de manière plus ou moins non officielle, plus ou moins incohérente, de manière tendancielle surtout.

Les Israéliens sont en train de parvenir à leur but : ramener Gaza dans le passé. Faire en sorte qu'il n'y ait tellement rien qu'on soit comme à l'antiquité et que des déplacements de population en masse soient possibles, voire nécessaires. Les Palestiniens avaient déjà du mal à se constituer comme nation, là ils se voient ramenés encore plus en arrière.

Le grand symbole de ce processus, c'est la destruction de Rafah, la grande ville du Sud de Gaza. Un Sud de Gaza où justement l'ensemble de la population palestinienne gazaouie est censée être déportée dans le cadre du nouveau plan israélien.

Rafah abritait 150 000 habitants avant l'opération du Hamas, dont plus de 40 000

personnes dans un camp de réfugié. Des zones entières ont été détruites et la ville est encerclée. Le processus est en cours, il relève du découpage de Gaza.



Mais il relève également de l'anéantissement du tissu urbain. Le but de l'État israélien est d'empêcher une modernisation de la société palestinienne, de bloquer une prolétarianisation. En détruisant une ville comme Rafah, dans la partie Sud alors que justement la population doit y être amenée de force, l'objectif est d'empêcher qu'existe un centre idéologique et culturel, qu'il n'y ait aucun accès à la modernité urbaine, au travail moderne.

Peut-on s'imaginer un seul instant que le Hamas, qui est le produit de l'arriération féodale, puisse s'opposer à cette offensive israélienne qui cherche à ramener encore plus en arrière les Palestiniens ? Bien sûr que non. Rien qu'avec le fait que la résistance palestinienne repose uniquement sur des hommes, sur le terrain comme à tous les postes de direction, montre déjà qu'il y a une incapacité à la base à porter un réel projet populaire et démocratique.

La vérité, c'est que les Israéliens font ce qu'ils veulent et que le soutien à la Palestine se contente de constater les faits, que les Palestiniens s'y opposent avec toujours un temps de retard. Ce qu'il faut, c'est une analyse scientifique de ce que fait l'État israélien, c'est une étude populaire et démocratique de cela, afin de permettre l'élévation des consciences et une opposition révolutionnaire. C'est comme lors de l'apartheid : les masses noires étaient isolées, divisées, sans vue d'ensemble. Ce n'est que par une vue d'ensemble, au moyen d'une compréhension scientifique des phénomènes en cours que les masses sortent de la passivité ou de réactions spontanées, pour passer à la lutte de classe, à l'avancée vers l'avenir. ■

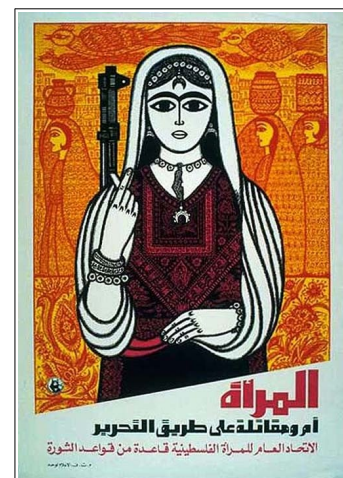
La femme

Une mère et une combattante

sur le chemin de la libération

L'Union générale des femmes palestiniennes

est une base de la révolution



Synchronisation et désynchronisation du processus révolutionnaire en France

L'année 2025 voit un nouveau cap franchi en France dans la course à la préparation d'une nouvelle guerre de repartage. Dans ce cadre, il se pose une question stratégique aux révolutionnaires. Cette question c'est celle du rapport entre l'avant-garde, qui porte l'intelligence des événements par le prisme du matérialisme dialectique, et les masses populaires qui portent l'Histoire.

Si l'avant-garde porte l'aspect qualitatif de la Révolution, les masses populaires en portent la dimension quantitative. Pour que la Révolution soit victorieuse, le marxisme a toujours insisté sur le fait qu'il devait y avoir « fusion » entre le socialisme scientifique et le prolétariat, du moins, comme Lénine l'a souligné, avec les éléments avancés du prolétariat.

Cette question de la « fusion » peut toutefois aboutir à une vision mécanique du processus révolutionnaire. Il y aurait *l'élément d'avant-garde* (A), portant le matérialisme dialectique, et *l'élément historique*, porteur de la capacité de changement du cours des choses, les masses populaires (B), et, comme une sorte d'*élément d'émulsion*, la crise générale du capitalisme, avec sa tendance implacable à la guerre générale (C).

Le problème c'est que le processus révolutionnaire ne consiste pas en un ajout de type mathématique *en ligne droite* : il n'y a pas le progrès de C débouchant sur la transformation qualitative de B avec pour résultat la transformation quantitative de A.

C, B et A ne sont pas séparés, progressant de manière unilatérale, mais s'interpénètrent dans le cadre de la lutte des classes. Il y a un progrès en spirale, avec chaque élément cherchant à se contrer, s'annuler.

Dans chaque élément qui s'interpénètrent, il y a nuance, lutte, différence, mouvements en spirale. Par exemple, on peut très bien être dans l'avant-garde puis décrocher, ne pas y être du tout et s'y raccrocher dans le fil des événements, au moyen de la rectification et de l'autocritique, tout comme la crise générale connaît des avancées brusques, des ralentissements, précisément dues aux caractéristiques des éléments A, mais surtout, principalement à l'élément B.

Par conséquent, à la question de la fusion, il faut y ajouter une réflexion en termes de synchronisation. La qualité doit se transformer en quantité (A en B) et la quantité doit franchir un seuil qualitatif (B en A) faisant que C est dépassé, transformé en son contraire : c'est la Révolution.



Il faut rappeler ainsi ce que sont la « synchronisation » et la « désynchronisation ». Se synchroniser, c'est l'idée de coordonner deux ou plusieurs éléments, auparavant séparés, en un seul mouvement simultané, cohérent, solidaire. Par conséquent, la désynchronisation, c'est le fait que les éléments restés séparés et qu'ils ne coïncident plus dans le temps et l'espace.

L'Histoire de la période précédant la Première Guerre mondiale a montré un aspect important face à ce processus. C'est la question du rythme du temps et de la dimension de l'espace dans le cadre de la synchronisation. Il ne faut pas oublier le fait aussi élémentaire que celui énoncé par Rosa Luxembourg en février 1914 lors de son procès à Francfort :

« Le jour où la classe ouvrière comprend et décide de ne plus tolérer de guerres, la guerre devient impossible. »

Or, avec la guerre de repartage, se déploie un bourrage de crâne massif de la part de la classe dirigeante envers les masses pour lui faire supporter le poids de la guerre.



Les forces révolutionnaires sont prises de court, le temps file à toute allure, les choses prennent une tournure aggravée, toujours plus aiguë, avant que les choses se ralentissent avant un brutale nouvelle avancée, etc. *Le temps étant de l'espace*, le bourrage de crâne voit les *possibilités légales* du travail révolutionnaire se réduire toujours plus.

Par conséquent, il ne suffit pas d'attendre que les choses « prennent » pour que la Révolution ait lieu, il faut s'impliquer entièrement dans le travail d'avant-garde en ayant en tête qu'il y a mille et un fils, parfois visibles, mais surtout le plus souvent invisibles, qui minent de l'intérieur cette même avant-garde.

C'est une pression *dans et de* l'espace-temps qui s'abat sur les révolutionnaires et, dans un tel contexte, la synchronisation est une tâche toujours plus ardue.

À la synchronisation correspond son revers dialectique, la désynchronisation.

Cette désynchronisation est littéralement l'objectif de la contre-révolution et celle-ci passe par bien des aspects insidieux, mesquins, indirects, invisibles de prime abord.

La désynchronisation est littéralement l'art de la bourgeoisie de procéder à la contre-révolution en vue de casser le rythme des choses, pour toujours désolidariser les éléments d'avant-garde avec les masses populaires.

Souvent, ce processus est compris comme le résultat de l'action de propagande envers les masses : la bourgeoisie lui bourrerait le crâne de contre-vérités, de propagande mensongère pour casser l'espace-temps qui les sépare de l'avant-garde.

C'est vrai mais en rester là, ce serait en rester à une idée mécanique en ligne droite de la Révolution, qui ne permet pas d'avoir une vigilance affirmée, de type de celle des Bolchéviques à l'époque du capitalisme développé. Dialectiquement la désynchronisation par la bourgeoisie opère dans le cœur même de l'avant-garde révolutionnaire.

Dit concrètement, il ne faut pas attendre de voir la police débarquer chez soi ou d'être « abordé » par des éléments de l'appareil d'État de la bourgeoisie pour se dire qu'il y a pression, puis répression.

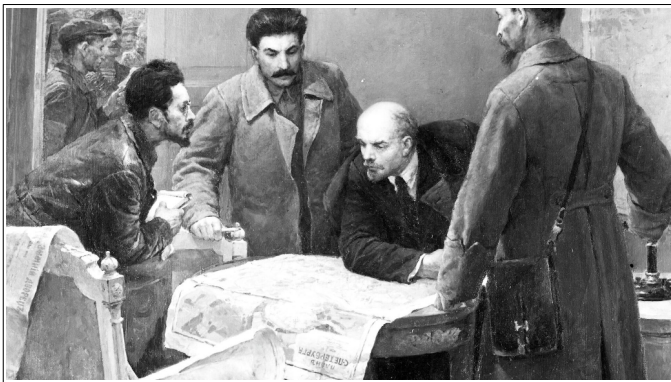
D'ailleurs lorsque l'on en arrive à cette étape, c'est que la désynchronisation a été telle que les restes d'éléments d'avant-garde sont exposés, dans l'isolement désynchronisé, à la pure et simple répression. Et dans le même temps, cela signifie aussi que la synchronisation est en train de réussir, et qu'il faut donc la briser au plus vite lorsqu'elle n'a pas encore aboutie.

Au cœur de cette question, il y a évidemment la question de l'État. Le communiste Antonio Gramsci avait proposé une définition de celui-ci comme tel : *hégémonie cuirassée de coercition*.

Quand Gramsci parle des « tranchées avancées » de l'État bourgeois dans la vie civile, il fait référence aux associations, aux syndicats, à la presse, etc.

Évidemment, ces aspects se sont approfondis, notamment avec Internet et les réseaux sociaux. *La cuirasse de 1910 a pris une envergure non pas quantitative, mais qualitative.*

Mais la cuirasse de la société capitaliste développée ne vient plus seulement de tels



éléments extérieurs, aisément identifiables. Il y a également la profondeur des êtres humains eux-mêmes qui sont subsumés par la marchandise et son fétichisme, avec l'impression hypnotique d'une société de consommation tournant sur elle-même, par elle-même.

L'ordre des choses semble immuable et la pression sur le psychisme des révolutionnaires ne peut qu'être massif, car l'avant-garde sait que c'est un château de carte qui repose sur des fondements en papier, que tout va s'effondrer, mais en même temps c'est un vrai mur.

Plus les conditions de l'effondrement s'approfondissent, plus il est difficile de constater le retard des masses à l'allumage de leur conscience, plus les processus de désynchronisation jouent à fond. C'est là le cœur de la contre-révolution dans la société capitaliste développée avec ses *conditions subjectives à la désynchronisation*.

Des conditions qui ne datent pas d'hier, mais de 80 années de développement massif du capitalisme occidental sans confrontation militaire d'envergure.

La répression, en tant qu'elle a pour nature la désynchronisation des forces révolutionnaires d'avec l'Histoire, donc avec les masses, prend alors une tournure foncièrement psychique.

Dans une société capitaliste pleinement développée telle que l'est la France de 2025, mais c'est bien sûr vrai pour la Belgique, les phénomènes de désynchronisation sont massifs et non forcément coordonnés, *ce qui rend d'autant plus invisible le processus pour les éléments révolutionnaires qui ne font pas les mises à jour requises au fur et à mesure que les choses avancent.*

On peut s'imaginer être dans le camp de la Révolution, alors qu'on a déjà décroché de part une vie emportée dans le flot du quotidien et des multiples *espaces-temps* désynchronisés.

La désynchronisation passe autant par la fuite en avant anti-sociale, avec le repli sur soi et le refus du monde extérieur, tout autant que par la fuite en avant dans l'implication dans la vie du quotidien.

Tout expose à cela : avoir une activité sportive, un enfant, une relation sentimentale, etc., sont autant d'espace-temps propices à la désynchronisation. À l'inverse, ne pas avoir tout cela, voire même refuser tout cela, est pareillement source de désynchronisation du fait de la perte d'ancrage social.



C'est bien pour cela que le libertarianisme apparaît comme l'idéologie des monopoles car elle est l'idéologie même de la contre-révolution, celle qui permet de tout faire se désynchroniser : il n'y aurait plus que des individus vivant leur vie à l'écart des événements objectifs, mais pouvant faire leur propre choix, avec leur « libre-arbitre » grâce à l'extension générale du marché à toutes les activités quotidiennes.

Le règne de la bourgeoisie décadente, c'est le triomphe de la désynchronisation des individus d'avec la société et son Histoire.

Un tel cadre de société offre des conditions toujours renouvelées pour dissoudre, saboter à l'intérieur même des psychismes, les potentialités révolutionnaires.

Par conséquent, lorsqu'on a compris de manière active, pratique, et non pas seulement comme un « observateur critique », que l'époque était celle de la tendance inéluctable à la guerre de repartage dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme, alors il faut bien avoir en tête que l'on fait déjà partie de l'avant-garde.

Dans une société capitaliste développée comme la notre, il n'y a pas de sas possible entre l'avant-garde et le « mouvement » des masses.

Dit autrement : être un lecteur assidu de la revue *Crise*, en reconnaître la validité de manière objective mais également de manière subjective fait forcément basculer dans l'avant-garde révolutionnaire.

Reconnaître et assumer cette dimension est la première des conditions pour rester synchronisé, car sinon c'est l'aspect observateur *sceptique* qui s'impose.

Dans la société de consommation, cela débouche par des désynchronisations en cascade car être observateur sceptique fait perdre le fil pratique des événements.

La deuxième condition de la synchronisation est de maintenir une discipline de fer quant à l'objectif stratégique de la Révolution socialiste, tout en ayant une souplesse tactique quant aux réalités de la vie quotidienne – maintenir les canaux de socialisation.



Mal évaluer dans sa propre vie quotidienne les dimensions tactiques et stratégiques de la Révolution peut déboucher là aussi sur des formes de désynchronisation.

Enfin, et là est l'aspect principal, rester synchroniser signifie bien évidemment de suivre avec précision le cours des événements, mais aussi et surtout être en capacité de les synthétiser par le filtre idéologique du matérialisme dialectique en vue d'intervenir dans les luttes de classe futures.

Cela exige une implication active, pratique, sérieuse, approfondie, dans l'étude du matérialisme dialectique et de l'histoire des luttes de classe, dans son pays mais aussi à l'échelle mondiale, tout étant en reflet tel de la lumière en réverbération.

L'avant-garde ne peut être composée de membres passifs (les réseaux sociaux relèvent de la passivité), car la passivité est la condition première de la désynchronisation.

Les forces révolutionnaires d'avant-garde doivent absolument voir l'époque actuelle comme le début d'un renforcement sans précédent d'une pression psychique pour les désynchroniser, ce qui doit être combattu par l'effort de synchronisation sans cesse renouvelé. ■

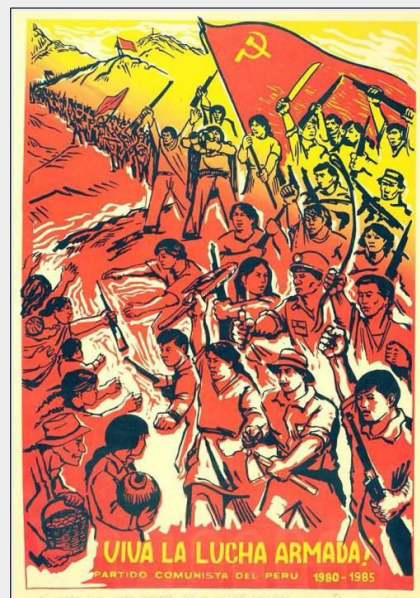


Les décoloniaux, brisés par la réalité et sa dialectique

Le **courant décolonial** en France est un courant dérivant de la Gauche anti-matérialiste, qui se rêve post-marxiste depuis les années 1970. *Fondamentalement, il s'agit d'une variété intellectuelle de la petite-bourgeoisie, notamment universitaire, fascinée par le marxisme, mais tétanisée devant le matérialisme dialectique.*

Comme la petite-bourgeoisie ne peut exister comme classe sociale, elle ne peut rien produire au sens strict, alors elle frelate, combine, cuisine des pseudo-idéologies censées « dire », ou mieux : « révéler » notre époque, avec une variété aussi infinie et inépuisable que peut l'être l'imagination humaine.

Mais l'imagination humaine, aussi fantastique soit-elle, n'existe que comme reflet du réel. C'est ce qui donne à la fois une certaine dignité à la petite-bourgeoisie et son activité intellectuelle, et *ce qui nourrit ses illusions*, l'intoxiquant en lui laissant croire qu'elle saisit quelque chose, sans qu'elle ne voit qu'elle se précipite du même pas vers le néant.



C'est que nous désignons comme relevant de la (fausse) pensée *post-moderne*, c'est-à-dire une pensée dissidente du capitalisme qui pense pouvoir le dépasser, de manière parfois ultra, c'est-à-dire en se donnant l'air d'en faire plus encore que les révolutionnaires, mais qui n'en est qu'une dérive, une déformation, un piratage.

Dans son élan, une « idéologie » petite-bourgeoise peut avoir de l'allure, et tente alors bien souvent de ringardiser le marxisme, avant de s'effondrer, ne pouvant trouver de prise sur le réel. Alors, c'est soit l'inexorable chute dans le siphon de la réaction, soit l'implacable autocritique et l'élévation dans le nexus de la Révolution (ce qui, convenons en, est bien plus rare).

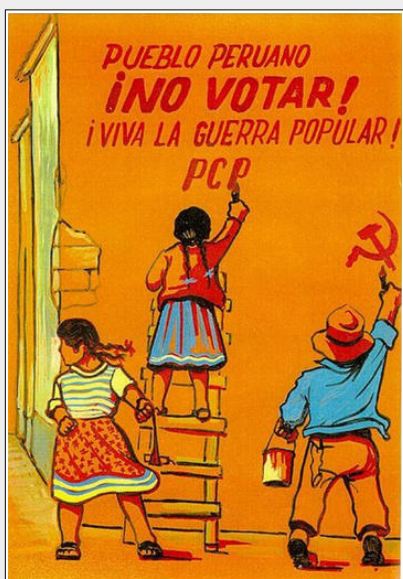
En effet, nombre d'idéologies petite-bourgeoises naissent à gauche, avant d'échouer à l'extrême-droite. L'antisémitisme, comme *socialisme des imbéciles* pour reprendre le mot d'August Bebel, en est un exemple typique, et d'ailleurs, tout marxiste sérieux ayant lu l'excellent *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft* - en français : *L'Anti-Dühring* (1878) de Friedrich Engels, possède la base pour démonter les absurdités que la petite-bourgeoisie produit au kilomètre dans ce registre.

Les décoloniaux de notre époque ne font pas exception à cette règle, malgré leurs ennuyeuses prétentions. C'est d'ailleurs pour ces petits-bourgeois toujours une grande souffrance que de découvrir leur propre ringardise.

Il y a même une réelle hystérie, propre à leur position sociale, dans leur expression et leur style, tout fait d'un mélange *entre l'hyper-critique prétentieux et le chouineur victimisé*.

Par exemple, cela est flagrant si on essaye de suivre pour les étudier un média comme *Parole d'Honneur* (le nom étant en lui-même tout un programme), organe du QG décolonial (qui sur son site ose même se présenter dans la filiation de l'illustre communiste José Carlos Mariátegui, ce qui est une escroquerie intellectuelle des plus grossières).

Les décoloniaux en France ont eu leur heure de gloire à la suite des émeutes populaires de 2005, et toute l'époque qui en a découlé leur a donné, faussement mais de fait, un espace pour se déployer.



C'est dans la foulée de ces émeutes qu'est fondé le *Parti des Indigènes de la République*, avec une figure comme Houria Bouteldja notamment, mais tout le mouvement infuse aussi l'ultra-gauche trotskiste autour du NPA (désormais scindé en deux NPA), et connaît un élargissement avec le développement de médias reprenant une partie de leurs idées comme *Médiapart*, *Le Média* ou encore *Blast* par exemple et surtout ayant gagné l'influence de *La France Insoumise*, dans sa stratégie d'avaler tout ce qui bouge dans la petite-bourgeoisie de gauche.

L'invasion et les massacres atroces commis par l'armée israélienne à Gaza, suite à l'attentat antisémite du Hamas le 7 octobre 2023, aurait dû être un triomphe pour les

décoloniaux, s'ils avaient eu raison sur quoi que ce soit. Leur échec est total dans ce domaine, d'autant plus que les décoloniaux projettent totalement le conflit israélo-palestinien sur la France, les « sionistes » israéliens étant les colons par excellence, représentant la « France blanche » et les Palestiniens étant les colonisés par excellence, représentant les musulmans comme sujets plus révolutionnaires que les révolutionnaires.

On peut ici poser trois critiques implacables aux décoloniaux : tout d'abord, ils n'ont pas compris ce qu'est le matérialisme dialectique, ensuite ils n'ont pas compris ce qu'est la gauche et enfin, ils n'ont pas compris ce qu'est la Révolution.

C'est que les décoloniaux ne survivraient pas à la découverte du *matérialisme*, s'ils en saisissaient les bases, et donc encore moins le *matérialisme dialectique*. On peut faire aux décoloniaux le même reproche que *Crise* a développé pour analyser l'échec du PKK. Le rapprochement est ici justifié, car les décoloniaux sont la suite de l'altermondialisme des années 1990 et du début des années 2000.

Le décoloniaux n'ont donc fondamentalement pas compris ce qu'était une « nation », partant de là, leur analyse de la colonisation, centrale dans leur dispositif, s'effondre.

On peut relire cet extrait de Crise n°32 (mars 2025) et remplacer « PKK » par « les décoloniaux » et « la nation kurde » par « les nations colonisées » :

« Le problème qui se pose sur le fond, et que le PKK a échoué à comprendre et assumer correctement, c'est celui de la définition, dans un sens matérialiste dialectique, c'est-à-dire scientifique, de ce qu'est concrètement la nation kurde, en tant que catégorie.

Dans son communiqué, Öcalan ne parle d'ailleurs même plus de nation kurde. L'idée de nation est employé ou bien pour rejeter justement les dérives nationalistes kurdes séparatistes, ou bien pour justifier l'État-nation turc existant.

Désormais, Öcalan parle des Kurdes comme d'une « réalité », comme d'une « communauté » et mieux même comme d'une « identité ».

C'est là en fait l'aboutissement d'une erreur fondamentale que le PKK n'a jamais pu ni surmonter ni même clarifier, celle de considérer la nation comme une substance absolue et non comme une qualité historique. C'est là une ligne idéologique majeure de démarcation.

Pour la gauche révolutionnaire, celle armée fermement du matérialisme dialectique, la nation est une qualité, et on martèlera ici l'excellente définition de Staline en 1949 :

« Les hommes soviétiques considèrent que chaque nation, qu'elle soit grande ou petite, possède ses particularités qualitatives, son caractère spécifique qui n'appartient qu'à elle et que ne possèdent pas les autres nations. Ces particularités sont l'apport que chaque nation fait au trésor commun de la culture mondiale et qui la complète et l'enrichit. »

Concevoir la nation comme une substance amène à se préserver d'avoir à la définir précisément.

Non pas alors que l'histoire de la nation ne compte pas, mais celle-ci existante dans ses membres de manière évidente, nul besoin de préciser justement. On est alors Kurde comme au plus profond de soi, sa personne étant toute entière confondue avec le fait d'être kurde.

On parlera alors d'identité, de la personne et de la nation, on parlera d'âme kurde, au sens d'une substance transcendante, définissant l'individu comme singulier d'un être abstrait l'englobant, et on tombera implacablement dans le mysticisme irrationnel, dans le fétichisme.

Qui connaît le PKK sait que le mysticisme national a été valorisé de manière extrêmement approfondie, et il n'est pas du tout étonnant qu'en Allemagne il ait eu un écho très grand dans une gauche incapable de couper les ponts avec le mysticisme allemand qui s'est maintenu par-delà la défaite du national-socialisme.

Le matérialisme dialectique dit que la nation est une réalité qualitative et accorde une attention particulière à l'histoire et au folklore national.

On parlera alors d'esprit national sans fétichisme de la tradition, car alors on est kurde comme un état, fruit d'un processus de transformation et soumis à de nouveaux processus et donc au bout du compte appelé à se fondre dans un nouvel état.

Cette clarification est absolument nécessaire pour comprendre ce qu'est la nation au sens scientifique et rejeter, écraser totalement toute définition, ou toute tendance à définir la nation de manière fétichiste, mystique ou identitaire.

On pourrait dire qu'Abdullah Öcalan n'est pas tout à fait dans une définition de la nation comme substance, mais cela est faux. Au mieux, il relève d'une magouille existentialiste, tentant de maquiller son fétichisme derrière un pseudo-matérialisme, en disant que les Kurdes sont une réalité, comme un existant, se traduisant ensuite et dès lors dans une essence communautaire ou identitaire.

Ce qui revient faire de la nation une substance en tentant de ne pas tomber dans le mysticisme le plus complet.

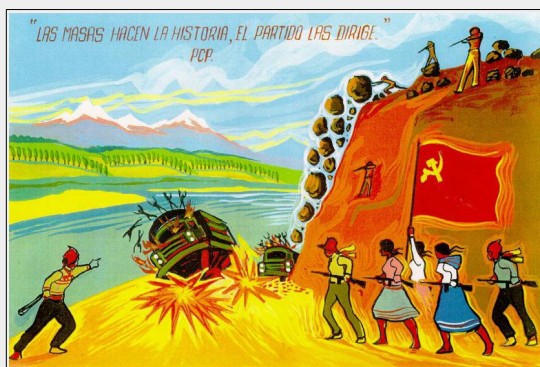
Est-ce à dire que l'humanité comme espèce, comme matériel biologique, n'aurait aucune substance ? Pas du tout.

Le matérialisme dialectique distingue en fait l'être qui relève de l'humanité comme matériel historique et l'être qui relève de l'humanité comme matériel biologique. L'Humanité est ainsi kurde, turque, arménienne, française etc, comme elle a été persane, ottomane, gauloise de telle cité etc. L'Histoire produisant des qualités relatives en transformation, s'empilant les unes les autres.

Mais l'Humanité est aussi une substance de la biosphère, c'est même là son horizon absolu que de se fondre dans le Cosmos comme matière éternelle en sortant de la relativité de ses qualités historiques distinctives.

Le narcissisme réactionnaire de la confusion ontologique, c'est-à-dire attribuant une substance absolue, vitale à des phénomènes ethniques ou nationaux, est une énorme et impardonnable erreur. »

Les décoloniaux sont des fétichistes de l'identité, c'est-à-dire d'une vision substantivée de la nation, exactement comme le sont les nationalistes de droite. Seulement, eux, idéalisent les nations marginalisées et écrasées par l'impérialisme français. C'est ce qui explique la rage des nationalistes à leur égard, mais aussi inversement la faiblesse pratique des décoloniaux devant les nationalistes.



Ce qui sépare aussi les décoloniaux des matérialistes dialectiques, c'est aussi la centralité de la question coloniale, abordée en plus de manière subjective. Avant que de poursuivre en le reformulant l'altermondialisme des années 1990-2000, les décoloniaux français sont aussi les héritiers des guévaristes des années 1970-1980, mais en mode uniquement intellectuel. Au moins pour le PKK ou l'EZLN, il y a eu la question de la lutte armée, mais ici, rien à voir.

La figure ultime des décoloniaux, c'est Franz Fanon. Pour résumer rapidement, ce que les décoloniaux ont compris de Franz Fanon (1925-1961), c'est que la colonisation produit des aliénations, dont les colonisés ne peuvent se défaire que par la violence cathartique contre les colons.

C'est un pur appel au cannibalisme social au prétexte de la décolonisation.

Par exemple, c'est la raison pour laquelle les décoloniaux ne peuvent pas selon leur propre idéologie toxique, considérer les massacres du 7 octobre autrement que comme un acte « libérateur » sinon légitime des « Palestiniens ».

Même si formellement, comme le faisait Fanon, il faut regretter cette violence, elle serait fondamentalement nécessaire. C'est également la position de Jean-Paul Sartre.

Au fond, les décoloniaux pensent le génocide anti-colonial comme la réponse appropriée au génocide colonial. C'est là déjà une faute immense. Mais ce n'est même pas encore la seule.

La critique de la colonisation n'a pas attendu les décoloniaux, contrairement à ce qu'ils pensent. Toutefois, les décoloniaux ne peuvent assumer la critique matérialiste de la colonisation et plus largement de l'impérialisme.

Cela pour une raison simple, c'est que *les matérialistes ne séparent pas la critique coloniale de la question du féodalisme*. On peut partir même de matérialistes classiques, comme Denis Diderot (1713-1784) et aller jusqu'au révolutionnaire turc Ibrahim Kaypakayya (1949-1973) et aux matérialistes dialectiques de notre époque, pour comprendre que *c'est le maintien d'une forme de féodalisme qui permet la domination impérialiste, et non l'inverse*.

C'est même là que la référence à José Carlos Mariátegui par le QG décolonial est une provocation. On bien plutôt la preuve qu'ils ont en compris que ce qu'ils ont bien voulu en comprendre, comme le font toujours les intellectuels petits-bourgeois qui s'arrêtent sur la



première pierre du gué en pensant avoir atteint la rive. José Carlos Mariátegui, c'est le mouvement communiste, c'est le Parti Communiste du Pérou, c'est le drapeau rouge, la bataille pour la prise du pouvoir des masses populaires.

Dès lors, les décoloniaux, voulant assumer un anti-impérialisme ultra, mais sans assumer de prendre en considération la question du féodalisme, se retrouvent idéalistes et incapables de tenir une ligne.

En rejetant la question du semi-féodalisme comme dimension historique dans le tiers-monde, ils rejettent en fait la lutte des classes. D'ailleurs, pour eux, comme pour d'autres courants intellectuels petit-bourgeois, la « classe » sociale ce ne serait qu'une sorte d'appartenance identitaire, au mieux au même titre qu'une autre, comme la « race » ou les croyances religieuses notamment, et même d'ailleurs, moins « puissante » au plan subjectif que ces dernières catégories.

C'est pourquoi en fait de « lutte des classes », les décoloniaux préfèrent parler de « classicisme », c'est-à-dire une discrimination, et là on est à peine au niveau des militants bourgeois en faveur des « Droits de l'Homme ».

Les décoloniaux ne comprennent pas que le capitalisme est un mode de production ni même ce que signifie cette notion.

Ils ne comprennent pas que le prolétariat est une classe sociale, et non une identité, et qu'il porte donc une vision du monde justement révolutionnaire, la seule authentiquement, nécessairement et réellement révolutionnaire.

Ratatiner une classe sociale au sens marxiste au rang d'une identité subjective, c'est prouver non seulement qu'on entend rien au matérialisme dialectique en général, mais qu'on a même strictement rien compris au marxisme en particulier.

Cependant, comme le génocide anti-colonial ne peut pas être le seul horizon des décoloniaux, à moins qu'ils ne deviennent des nazis, il faut nécessairement une vision du monde, donnant une perspective.

La vision du monde ne pouvant pas être matérialiste pour les décoloniaux, il ne reste que le bric à brac idéaliste-romantique plus ou moins complet, ou bien l'existentialisme pseudo-matérialiste, mais le mieux, pour faire un peu anti-occidental et anti-impérialiste, c'est d'aller à l'islam. En l'espèce, l'islam dont il est parlé ici, c'est aussi un fétiche.

Même sur l'islam, les décoloniaux ratent tout, mais comme il faut être matérialiste dialectique pour comprendre les religions, cela était inévitable. L'islam c'est donc tout et n'importe quoi, mais cela évite de réfléchir trop sérieusement à la vision du monde. L'islam pour les décoloniaux, c'est aussi une substance. C'est même parfois juste une forme.



Bien sûr, une partie des décoloniaux va plus sérieusement à l'islamisme, en cherchant à faire de l'islam une qualité idéologique, soit dans l'eschatologie puritaine en mode salafiste, soit dans la lutte apocalyptique jihadiste par exemple, mais plus fréquemment en se faisant happer par un expansionnisme islamique en concurrence du type turco-qatari, ou bien marocain ou bien algérien, tous en mode consumérisme conservateur, plus rarement par l'influence, plus faible aujourd'hui, des Saoudiens ou des Iraniens, qui se voulaient plus politique, mais qui ne disent plus rien d'autre finalement.

Mais pour une autre partie, il y a la perspective de la démocratie, d'une arrivée quoi qu'il en soit des particularismes à l'universel, c'est la perspective anti-dialectique du *deux devient un* propre au libéralisme, qui peut se décliner dans l'islam.

Mais implacablement, il y a alors la question de l'universalisme, du *un devient deux*, que seul la vision du monde prolétarienne peut assumer complètement à notre époque, et qui bouleverse une partie des décoloniaux, car l'universel fraternel, l'esprit d'encyclopédie porté par la Culture, l'élan vers la Démocratie Populaire, tout cela l'islam, comme aucune religion, ne peut le porter en fait.

Les meilleurs des décoloniaux, en particulier d'ailleurs ceux qui se tournent vers l'islam, peuvent saisir que ce qui est « l'islam » qu'il cherchent vainement à notre époque : c'est le matérialisme dialectique. La fraternité, la démocratie, la Culture, c'est le matérialisme dialectique. Interpréter les choses à travers la religion est insuffisant : il faut assumer la Nature, l'univers, la transformation dialectique.

Vouloir cela, c'est aller à Gauche, c'est aller vers le matérialisme dialectique, c'est se tourner vers le prolétariat, c'est assumer la lutte la Révolution, c'est lever le Drapeau Rouge.

Cependant, il est un aspect important ici, c'est qu'il existe en France une puissante gauche petite-bourgeoise, et c'est vrai en Belgique aussi.

Cette gauche petite-bourgeoise, au lieu de confronter les décoloniaux pour les briser idéologiquement afin d'en rattraper par l'auto-critique les éléments récupérables et de récuser le reste dans la réaction pour mieux l'affronter, flatte ses penchants anti-matérialistes et siphonne son énergie par pragmatisme.

La Gauche qui assume le matérialisme dialectique est la fusion de ce que fut l'islam avec tout le reste du meilleur de ce qu'a produit l'Humanité. L'islam a contribué à la civilisation, des penseurs comme Avicenne et Averroès sont des titans.

Mais tout oppose la Gauche et l'islamisme, et la religion doit s'effacer au fur et à mesure qu'on va au Communisme. C'est une évidence pour toute personne qui a compris que l'Histoire a un sens.

Les décoloniaux sont un des fruits petit-bourgeois d'une gauche qui a perdu ses racines prolétariennes, qui n'arrive plus à produire une vision du monde. C'est une réponse intellectuelle et erronée à un problème populaire et démocratique. Cela montre qu'il est urgent de réarmer la gauche avec son idéologie naturelle : le matérialisme dialectique.



Et cela est d'autant plus urgent que la Droite a pris l'initiative et se montre de plus en plus offensive. Son attaque est d'autant plus facile que la « gauche » à laquelle s'en prennent les réactionnaires d'aujourd'hui est justement une officine petite-bourgeoise à la peine sur tout, et qui de toute façon est condamnée à se faire pulvériser à mesure que se développe la polarisation et que la lutte des classes se développera de manière franche.

Le contexte généralisé de décadence de la société française, couplée à une projection romantique de la situation française sur le conflit israélo-palestinien (et non l'inverse), paralyse la gauche qui cherche à s'appuyer quantitativement (mais bien illusoirement vu les quantités en jeu) sur les décoloniaux.

La presse de Droite s'en donne forcément à coeur joie notamment, récupérant sans honte ni retenue tout prétexte *pour en faire une arme contre la Gauche* et plus généralement pour paralyser les masses et tout élan démocratique derrière le prétendu « rempart » des institutions républicaines, auxquelles il est donné un contenu de plus en plus ouvertement nationaliste.

C'est à dire qu'une partie de la gauche, en particulier La France Insoumise, fait le calcul que les décoloniaux lui donneront un élan, une force quantitative décisive, surtout sur le plan électoral en fait, et en particulier dans la jeunesse des quartiers en périphérie des grandes villes et chez les masses musulmanes.

Rien n'est moins sûr, mais même en admettant ce pragmatisme machiavélique, ce qui est déjà une faute pour nous sur le plan du principe même, cette stratégie donne surtout un alibi formidable à la démagogie de l'extrême droite.

Il est notamment reproché à la gauche alliée au décoloniaux (mais à travers elle, de toute façon, c'est l'ensemble de ce camp qui est visé par les réactionnaires en mode nationaliste agressif), d'être « islamo-gauchiste ».

Si cette attaque porte, en partie, ou fait sens, c'est avant tout parce qu'il existe une partie de la gauche qui a effectivement servi la soupe aux islamistes durant des années, en grande partie en raison de l'activisme des décoloniaux, qui a été le paravent des islamistes, en particulier depuis 2005.

Mais cette gauche, si d'ailleurs on peut encore l'appeler comme cela, n'est pas « islamo-gauchiste ». Pas plus que d'ailleurs les réactionnaires seraient eux « islamophobes ».

Cette partie de la Gauche déboussolée est plus précisément libérale, d'un libéralisme conforme à notre époque, sur le plan social, ou « sociétal » comme elle le dit d'elle-même, ou « libertaire » si on veut. ***C'est-à-dire qu'elle est selon nous post-moderne et décadente.***

D'abord, cette gauche là est autant anti-matérialiste que la Droite, qu'elle soit libérale ou réactionnaire. Bien sûr les figures qui sont visées par la Droite, Edwy Plenel ou Clémentine Autain par exemple, citent volontiers Karl Marx. Mais ni l'une ni l'autre n'a franchement lu ou encore moins compris le marxisme. Pour ne pas parler même du matérialisme et encore plus du *matérialisme dialectique*.

Pour cette « gauche » là le marxisme c'est juste l'idée que des « riches », que l'on évite d'appeler « bourgeois », « dominant » des « pauvres ».

Et ces « pauvres », ou plutôt ces « dominés », ce ne sont même pas des critères plus ou moins issu du marxisme qui servent à les définir, mais ceux des sociologues et des penseurs post-modernes qui ont notamment depuis les années 1970 entrepris de bâtir une vaste opération intellectuelle en vue très précisément de liquider le marxisme *et plus largement le matérialisme dialectique*.

Du coup, les « dominés » à défendre ou à laisser s'organiser selon « leurs » luttes, ce seraient pêle-mêle, les femmes, les immigrés, les noirs, les prostituées, les minorités sexuelles et bien sûr religieuses. Du moins plus particulièrement les musulmans.

Mais en réalité, tout est là dans cette perspective : il s'agit des musulmans et non de l'islam, et encore moins des islamistes. On peut donc lui reprocher bien des choses, mais il est faux de dénoncer cette fausse gauche comme « islamo-gauchiste ».

Aussi parce que cette gauche libérale-libertaire ne comprend rien à l'islam, sinon que cela serait une « identité » aussi digne qu'une autre. On serait bien en peine de trouver dans cette gauche une réflexion sérieuse sur l'islam, sur Averroès ou la falsafa en général qui a assumé Aristote, ou même sur l'islamisme.

Selon des gens comme Edwy Plenel, Clémentine Autain ou une bonne partie de la France Insoumise en mode décolonial, tout tourne autour de la « domination » et les musulmans étant « dominés », peu importe le contenu de leur « identité », elle porte forcément une charge progressiste.

Parce que cette « gauche » ne veut pas de la révolution. Elle voudrait la « justice sociale », et cela, selon elle se serait les institutions de la bourgeoisie et de sa République qui pourrait le permettre. Bien sûr, cette « République » ce ne serait pas la Ve République, parce que celle-ci serait sous la coupe des « dominants », mais une « vraie » République, permettrait cette justice sociale.

Il faudrait donc au mieux changer de régime, mais même sinon simplement le faire évoluer et le faire en s'appuyant sur les « mouvements » sociaux, surtout des minorités, voire des marginaux, de ceux qui sont le plus éloignés de la « domination » et donc « purs » et porteurs de cette supposée charge progressiste.

On voit tout de suite en quoi cette gauche ne peut que se fondre dans le populisme et ne peut pas comprendre une chose comme l'antisémitisme. Elle fonctionne sur une base trop proche de ces piliers de la réaction.

Mais cette gauche se pense néanmoins « progressiste » et donc anti-réactionnaire et surtout anti-nationaliste. Elle considère, et elle a raison sur ce point, l'extrême droite nationaliste comme un ennemi mortel, et rejette sa définition de la nation, voire même l'idée de nation.

Si cette « gauche » libérale-libertaire et progressiste s'oppose au nationalisme et à la Droite, sans être en mesure de se connecter aux masses de part son populisme de faible magnitude, elle le fait en proposant l'émancipation individuelle qui est au cœur de sa démarche.

C'est d'ailleurs pour cela qu'elle ne peut comprendre l'islamisme. Pour elle, être musulman, ce n'est ni une démarche idéologique, ni une hypocrisie réactionnaire, c'est un choix « libre » et d'abord un choix individuel.

C'est très précisément sur cette base qu'est compris le port du voile ou tout autre revendication présentée comme « décoloniale » ou « anti-raciste ».

C'est sur ce point que La France Insoumise par exemple rejoint les courants ethno-différentialistes des indigénistes décoloniaux, qui cèdent eux plus volontiers à l'islamisme en pensant que l'islam porterait en soi une « charge révolutionnaire » en ce qu'il serait la « religion des dominés ».

Mais il y a une justement une différence de fond entre ces derniers et la « gauche » libérale-libertaire et progressiste : la question ethnique, c'est à dire la vision substantivée de l'identité telle que portée par les décoloniaux.

Là où les décoloniaux assument le collectif (mais non le collectivisme au sens démocratique) à travers un islam « post-modernisé », c'est à dire particulariste, allant au règlement de compte « racial » des rapports sociaux, la gauche populiste-libertaire refuse néanmoins d'aller jusque là.

La rencontre se fait sur le différentialisme, mais somme toute avec un malentendu. Le différentialisme de cette « gauche » va à l'individualisme, non au collectif, parce que cette « gauche » est fondamentalement constituée par *la petite-bourgeoisie éduquée des métropoles*.

C'est là que cette « gauche » rejoint les libéraux de Droite, et voit le sol se dérober sous ses pieds face aux fous furieux libertariens, heureusement toutefois faibles en France. Elle est au fond incapable de voir l'individu comme une production historique de la bourgeoisie, et que « l'individu » et ses « libertés », tels que formés dans le capitalisme, disparaîtra avec lui.

La gauche populiste-libertaire parvient en partie à historiciser la nation, voire la laïcité, mais encore uniquement pour centrer celles-ci sur la « colonisation » de manière a-historique et plus précisément sociologique ; elle se refuse à voir jusqu'au bout le capitalisme comme mode de production, produisant un type d'humanité, car cela impliquerait d'une part de rejeter toute alliance avec les décoloniaux, de l'autre *d'assumer le matérialisme historique, et fort logiquement alors le matérialisme dialectique*.

Forcément, le marché n'est pas non plus pensé, encore moins que pour l'individu. Et cette « gauche » se retrouve à défendre dans le même mouvement les luttes portées par les lobbys « LGBT+ » comme celles des décoloniaux, avec toutes les peines du monde, et à le faire avec les grandes entreprises comme Tinder pour la « Gay Pride » ou avec les petits entrepreneurs du halal.

Bien sûr, cette gauche petite-bourgeoise et « trotskiste » au sens français du terme, nie qu'il s'agit là de lobbys au sens libéral, en imaginant au contraire que ces « entrepreneurs culturels » seraient une sorte d'avant-garde des minorités qu'ils entendent appuyer et « émanciper ».

Peu importe ce que représente une personne comme Assa Traoré ou Houria Bouteldja par exemple, il s'agit d'imaginer qu'elles portent la dignité des personnes noires de France par un « discours » ou une « narration » et que par là, elle serait en mesure de faire pression sur les institutions et de donner un élan quantitatif.

Lobby, pression sur l'Etat, rhétorique discursive, mouvement d'associations. En fait, on est sur le même terrain que celui des libéraux type LREM. Et sur ce terrain aussi, cette gauche cède. Cela d'autant plus que le développement de l'économie de guerre transformant l'Etat bourgeois n'est pas affronté par cette gauche alliée au décoloniaux.

Ni son populisme, ni son libéralisme en fait n'ont d'espace pour exister. Cette « gauche » là ne peut que se faire laminer sur sa droite par les nationalistes réactionnaires et se faire aspirer sur sa « gauche » par les libéraux-libertaires.

Elle ne peut exister en tant que telle, de par en fait son identité petite-bourgeoise. C'est-à-dire qu'elle se retrouve aujourd'hui à devoir choisir entre ces deux factions en lutte de la bourgeoisie, car elle ne peut exister elle-même si le capitalisme bascule.

Une figure comme Houria Bouteldja finit même par se rapprocher toujours plus clairement de figures populistes-libertaires comme François Ruffin ; elle explique maintenant dans son dernier livre, intitulé *Beaufs et barbares*, le pari du nous (2023), que les décoloniaux doivent assumer le patriotisme français en mode tricolore, soutenir le souverainisme avec un « frexit décolonial » et assumer le besoin de nation et de virilité des masses populaires.

On retrouve là exactement ce que nous disions à propos de l'évolution du PKK : pour les décoloniaux comme pour la fausse gauche qui les soutient, l'heure de vérité a sonné, les faux-semblants sautent et il faut maintenant nettement choisir son camp.

Écrire de telles absurdités que celles que l'on peut lire dans le dernier opus de Houria Bouteldja est une faute impardonnable alors que la crise aspire l'Etat bourgeois vers la guerre pour le repartage du monde.

Il saute aux yeux qu'autant les décoloniaux que la gauche petite bourgeoise qui les soutient *ne sont même pas à la hauteur de leurs propres prétentions anti-impérialistes*.

L'Etat bourgeois et son appareil se précipite tête en avant dans l'escalade à la guerre, l'Union européenne planifie l'économie de guerre, l'armée française se déploie agressivement en Europe, en Méditerranée, dans l'Indo-Pacifique, l'arme nucléaire est réaffirmée ouvertement.

Tout cela n'existe pas à leurs yeux.

Ce qu'ils veulent, c'est surtout rester à l'écart de la guerre, à l'écart de la crise, en espérant tirer leur épingle du jeu, comme autant de syndicats de propriétaires défendant leurs petits horizons bourgeois.

La bonne nouvelle est qu'il reste encore une porte de sortie pour se mettre en accord avec les aspirations démocratiques, avec les valeurs populaires que toutes ces énergies perdues aimeraient partager et avec leur rejet fondamental de l'extrême droite et de la réaction.

Il leur faut aller à retrouver ce qu'est la Gauche authentique, qui porte la charge de la Culture, des valeurs, de la civilisation contre la barbarie qui se lève. La Gauche du Front Populaire, assumant la lutte des classes, s'appuyant sur les masses populaires et le prolétariat pour affirmer la démocratie populaire et porter la transformation dont à besoin notre pays et notre époque, empêcher la guerre en oeuvrant pour la Révolution, ou se préparer à la Révolution dans la guerre si elle éclate avant.

Cette réalité les rattrape, qu'ils le veuillent ou non, ils se transforment déjà. Les décoloniaux vont découvrir, et malheureusement brutalement, comme les autres Français, que le Socialisme, c'est la dictature des faits, et les faits brisent chaque jour un peu plus les faux-semblants et les mondes intellectuels abstraits dans lesquels ces petits bourgeois croient vivre.

L'Histoire avance inexorablement. L'avenir appartient aux masses formant un océan armé embrassant le matérialisme dialectique à l'échelle mondiale, pour aller au Communisme !

« Le trait caractéristique de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a accompli en U.R.S.S. ces révolutions nationales et coloniales, non sous le drapeau de la haine nationale et des conflits entre nations, mais sous le drapeau d'une confiance réciproque et d'un rapprochement fraternel des ouvriers et des paysans des peuples habitant l'U.R.S.S., non pas au nom du nationalisme, mais au nom de l'internationalisme.



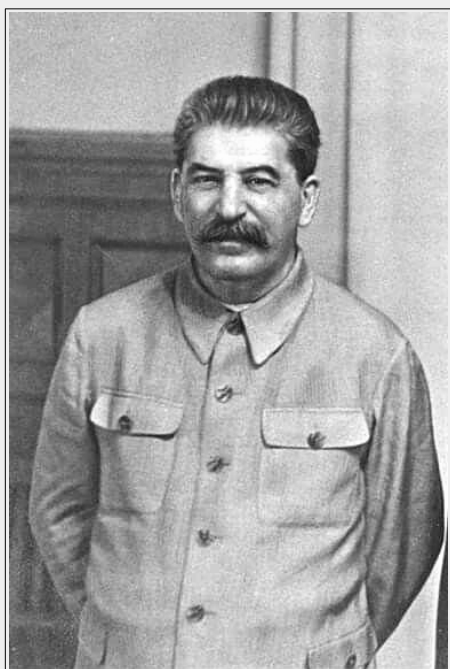
Précisément parce que les révolutions nationales et coloniales se sont faites, chez nous, sous la direction du prolétariat et sous le drapeau de l'internationalisme, précisément pour cette raison les peuples-parias, les peuples-esclaves se sont, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, élevés à la situation de peuples réellement libres et réellement égaux, gagnant par leur exemple les peuples opprimés du monde entier.

C'est dire que la Révolution d'Octobre a inauguré une nouvelle époque, l'époque des révolutions coloniales dans les pays opprimés du monde en alliance avec le prolétariat, sous la direction du prolétariat.

Autrefois, il « était admis » de penser que le monde est divisé depuis toujours en races inférieures et supérieures, en Noirs et Blancs, les premiers inaptes à la civilisation et voués à l'exploitation, et les seconds, seuls dépositaires de la civilisation, appelés à exploiter les premiers.

Maintenant il faut considérer cette légende comme renversée et rejetée.

Un des résultats les plus importants de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a porté un coup mortel à cette légende, montrant en fait que les peuples non européens affranchis, entraînés dans la voie du développement soviétique, sont tout aussi capables que les peuples européens de faire progresser la culture et la civilisation véritablement avancées.



Autrefois, il « était admis » de penser que la seule méthode de libération des peuples opprimés est la méthode du nationalisme bourgeois, méthode qui consiste à détacher les nations les unes des autres, à les dissocier, à renforcer les haines nationales entre les masses laborieuses des différentes nations.

Maintenant, il faut considérer cette légende comme démentie.

Un des résultats les plus importants de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a porté à cette légende un coup mortel, montrant en fait que la méthode prolétarienne, internationaliste, d'affranchissement des peuples opprimés, comme seule méthode juste, est possible et rationnelle, montrant en fait que l'union fraternelle des ouvriers et des paysans

appartenant aux peuples les plus divers, union basée sur le libre consentement et l'internationalisme, est possible et rationnelle.

L'existence de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, préfiguration de l'union future des travailleurs de tous les pays en une seule économie mondiale, en est la preuve directe. » (Staline : *Le caractère international de la Révolution d'Octobre*, 1927) ■

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com